

Chrétiens et pic de pétrole

2ème Colloque

Lyon, le 18 novembre 2011

Objection de croissance et christianisme

Quelles convergences ?

Quelles divergences ?

Espace Saint Ignace

Gwendolyn West	5
Gérard Defois	6
Nicolas Ridoux	10
Diane de Zélicourt	15
Michel Durand	18
Patrice de Plunkett	23
St�pahne Lavignotte	28
Véronique Hervouët	36
Olivier Rey	43
Christoph Theoblad	47
Nicole Fabre	52
Jacques Muller	55
Fabrice Flipo	63
Gaël Giraud	67
Tentative de résumé	73
Communiqué	75
Liste récapitulative des actions	77

N. B.

Cet ensemble de textes est une première approche d'actes du colloque chrétiens et pic de pétrole de 2011.

Des corrections sont nécessaires. Merci de votre collaboration.

Introduction du colloque

Gwendolyn WEST

Bonjour à tous !

Au nom de l'association Chrétiens et Pic de Pétrole, je vous souhaite la bienvenue à ce colloque que nous sommes heureux d'organiser, pour cette 2e édition, en partenariat avec l'Espace St Ignace.

Lorsqu'il y a 3 ans, nous avons créé l'association, son appellation pouvait sembler une idée saugrenue. Or aujourd'hui, le Pic de pétrole, nous y sommes ! Cette donnée scientifique s'impose comme une réalité pour le grand public. Cette semaine, nous venons de repasser les 100 dollars le baril de pétrole à New York. Et sur les ondes France Inter la semaine dernière, on pouvait entendre Michel Rocard alerter sur le fait que « nous sommes en train de passer le pic pétrolier et que *nous arrivons à toute allure dans la période où l'offre de pétrole diminuera vite!*

Du côté de l'Eglise, les lignes bougent aussi. Le Conseil pontifical Justice et Paix a rendu publique en octobre dernier une note intitulée *Pour une réforme du système financier et monétaire international dans la perspective d'une autorité publique à compétence universelle*. Le texte propose des mesures concrètes comme la plus grande implication des pays pauvres, la taxation des transactions financières pour promouvoir le développement des plus pauvres, etc.. Mais surtout, « *retrouver la primauté du spirituel et de l'éthique et, en même temps, de la politique –responsable du bien commun– sur l'économie et la finance* ».

Nous pouvons donc légitimement nous interroger sur les convergences et les divergences entre le christianisme et l'objection de croissance. La décroissance devant être comprise non pas comme une simple diminution quantitative mais comme un projet de société portant les valeurs de partage, de modération et de gratuité.

Ce questionnement, nous avons souhaité le décliner sous plusieurs formes :

Les deux conférences-débat, ce soir et demain soir, constituent les piliers de la réflexion : Nicolas Ridoux, qui est devenu le grand pédagogue de la décroissance avec son livre à la fois simple et complet de *La Décroissance pour tous*, rentrera dans le vif du sujet en se posant la question « La décroissance est-elle une exigence spirituelle ? Demain, Patrice de Plunkett, auteur de *L'écologie de la bible à nos jours*, et d'un blog très fréquenté qui dissèque l'actualité avec un sens critique et engagé qui se fait rare chez la plupart des journalistes, nous livrera l'état de sa réflexion sur les perspectives et les rapprochements qu'il perçoit face à la crise. Pour agrémenter ces soirées et se reposer un peu les méninges, nous aurons le plaisir d'accueillir Steve Waring, et le duo Marie Luc.

Ces 2 jours seront également ponctués par 4 sessions, dont le but est d'apporter d'éclairages scientifiques et théologiques complémentaires :

Tout d'abord, Diane de Zélicourt, auteur de *Bienheureux les sobres, ils sauveront la création* nous introduira à la problématique, aux côtés de Michel Durand, qui fera part de son témoignage en tant que prêtre du Prado et curé de la paroisse St Polycarpe.

Nous investiguerons ensuite la sphère psychologique et anthropologique autour de la no-

tion de limite, qui nous apparaît centrale, avec d'une part, Véronique Hervouët, psychanalyste et essayiste, qui a intitulé son intervention « Libre-échange, libre-échangisme, recto et verso de l'ultra-libéralisme », et d'autre part, Stéphane Lavignotte, pasteur de la Mission populaire évangélique, militant écologiste et auteur de *La décroissance est-elle souhaitable?* Nous souhaitons excuser François Taillandier qui n'a pas pu venir pour des raisons personnelles.

Dans un 3^e temps, les exposés théologiques et philosophiques de Christoph Théobald, jésuite, professeur et auteur de *Le christianisme comme style*, Olivier Rey, chargé de recherche au CNRS, et Nicole Favre, bibliiste régionale de l'Eglise réformée, développeront le concept de vie sobre.

Enfin, nous ferons appel à Jacques Muller, ingénieur agronome, ancien-sénateur et Maire de Wattwilleret, Fabrice Flipo, ingénieur docteur en philosophie des sciences et des techniques, et Gaël Giraud, jésuite chercheur au CNRS et membre de l'Ecole de l'Economie de Paris, pour qu'ils nous guident sur la question des traductions politiques et tracent des pistes d'action, au plan collectif et individuel.

Car, c'est bien l'ambition de ce colloque que de parvenir à la formulation de propositions concrètes. Et c'est la raison pour laquelle nous avons introduit des temps d'échange en sous groupe, samedi et dimanche matin, qui visent à alimenter la table-ronde qui clôturera ce colloque.

Le manifeste des chrétiens indignés que nous avons joint au dossier et que l'on doit à un groupe de jeunes représenté ici, est une première pierre à l'édifice, à partir d'une critique radicale du libéralisme. Une pièce annexe comprend également une déclinaison d'actions sur le thème de la simplicité et de la sobriété. Mais attention à ne pas se limiter à une approche individuelle ! Ce serait tomber dans l'écueil dans lequel nous pousse notre société du bien-être individualiste !

Pour finir, je tiens à souligner que les horaires ont été légèrement modifiés par rapport à la plaquette du colloque. Donc, je vous invite à vous reporter sur le programme joint au dossier qui vous a été remis à l'accueil. Vous trouverez également dans cette chemise une bibliographie assez complète sur les différentes publications. Vous en retrouverez une partie sur le stand de la Librairie de la Procure, installé vers l'accueil

Il ne me reste plus qu'à laisser le Père Michel Durand, et Henri Aubert, père Jésuite de la Communauté de St François de Salles, compléter cette introduction avec la présentation de l'association Chrétiens et Pic de Pétrole et de l'Espace St Ignace.

Et sans plus tarder, nous donnerons la parole à Mgr Defois, archevêque émérite de Lille qui nous fait l'honneur de sa présence, en remplacement de Mgr Stenger qui avait le regret de ne pas pouvoir être là compte tenu d'un déplacement en Colombie.

Mgr Gérard DEFOIS

Tout d'abord je voudrais vous remercier de la confiance que vous me faites en m'invitant à introduire cette rencontre de « chrétiens et pic de pétrole ». Se demander comment l'objection de croissance peut aujourd'hui s'inspirer de la tradition éthique chrétienne me semble fort intéressant. Je ne sais comment la Chine, le Mexique ou les Etats-Unis pourraient être le lieu d'un tel débat, à moins de ne le considérer que comme une expression marginale de l'opinion publique. Néanmoins notre question de ce soir est d'actualité, sinon d'avenir, car elle part d'une expérience collective et non seulement d'une émotion individuelle.

L'Eglise catholique, sans avoir été bien entendue depuis 150 ans s'est souvent montrée interrogative sur l'évolution économique du libéralisme. Ainsi en 1931 Pie XI dans l'encyclique *Quadragesimo anno*, quarante ans après *Rerum Novarum* de Léon XIII se demandait : « Une loi économique, assurait-on, voulait que tout le capital s'accumulât entre les mains des riches ; la même loi condamnait les ouvriers à traîner la plus précaire des existences dans un perpétuel dénuement. » Il évoquait alors l'école de Manchester; dénonçant son fatalisme, il martelait encore : « la libre concurrence s'est détruite elle-même ; à la liberté du marché a succédé une dictature économique. L'appétit du gain a fait place à une ambition effrénée de dominer... La matière sort ennoblie de l'atelier tandis que l'homme s'y dégrade. »

Le Concile Vatican II, reprenant Paul VI en son encyclique *Populorum progressio*, rappellera : « L'homme vaut plus par ce qu'il est que par ce qu'il a. » C'est pourquoi, souligne encore le Concile, « les peuples des pays en voie de développement auront fortement à cœur de viser comme finalité du progrès le plein épanouissement humain des citoyens... la pleine mise en valeur des ressources propres grâce aux qualités et traditions qui leur sont spécifiques. » Et Benoît XVI n'est pas moins précis lorsqu'il affirme à son tour en juillet 2009 : « Le développement économique s'avère factice et nuisible, s'il s'en remet aux prodiges de la finance pour soutenir une croissance artificielle liée à une consommation excessive... La clef du développement c'est une intelligence capable de penser la technique et de saisir le sens pleinement humain du *faire* de l'homme, sur l'horizon de sens de la personne prise dans la globalité de son être. » C'est donc, selon ces papes une affaire de responsabilité morale et intellectuelle.

Mais nous évoquerons encore, ces jours-ci le message évangélique, repris par trois évangélistes sur quatre : « Que sert à l'homme de gagner le monde entier s'il en vient à perdre son âme ? » (ou sa vie).

Vous avez raison de le dire, la décroissance est un défi spirituel. Jean-Paul II remarquait en 1991 : « Un changement de mentalité est nécessaire qui nous appelle à adopter de nouveaux styles de vie dans lesquels les éléments qui déterminent les choix de consommation, d'épargne et d'investissement soient la recherche du beau, du vrai et du bon, ainsi que la communion avec les autres hommes pour une croissance commune. » Dans les

quelques citations que je viens de vous lire je vois une critique radicale du fatalisme qui deviendrait Inéluctable selon de prétendues lois économiques, la dénonciation de la puissance de contraintes du marché et de la recherche maximale de l'efficacité de la production, une mise en cause de la primauté du capital sur le travail, une condamnation de la fringale de pouvoir et de domination, etc ... C'est en un mot l'absolutisation, voire la sacralisation des biens économiques qui fonderait l'obligation de soumettre l'homme à la production et à la rentabilité. Ce qui conduit à une destruction de sa personnalité tant personnelle que sociale, à une rupture de ses solidarités tant locales que nationales ou internationales. Ceci est apparu dès 1840 à Lyon et fut dit par l'archevêque d'alors en 1842, de même que dans le Nord pour les mines et le textile.

Nous en convenons bien ensemble : la question est non seulement éthique et politique, elle est aussi anthropologique et spirituelle, l'enjeu en est tout autant nos représentations du Créateur et de sa création que la validité de nos images fondatrices de l'existence et de l'identité de l'homme comme personne, sujet libre et responsable.

Face à la croissance érigée en Instance dernière de l'action humaine l'objection de croissance apparaît comme un refus du fatalisme matérialiste des modèles économiques contemporains. Elle introduit une instance critique qui engage à la fois une remise en cause des progrès technologiques et des dépendances politiques et culturelles de nos moyens de communication sociale.

Nous allons prendre le temps avec les uns et les autres de décliner ce concept de décroissance dans les tissus industriels, urbains, ruraux, mais aussi en tenant compte des thèmes politiques et symboliques de notre temps. Je voulais, toutefois dès maintenant, souligner les convergences de nombre de vos interrogations avec les lignes de fond de la pensée sociale de l'Eglise.

Il faudra aussi nous mettre à l'écoute de chrétiens ou d'humanistes engagés dans les syndicats ouvriers, professionnels ou d'opérateurs financiers et industriels : ce qu'ils disent, ce qu'ils font, ce qu'ils projettent. Mais peut-être est-il plus urgent encore d'évaluer ce que nos établissements d'enseignement secondaires et universitaires diffusent comme modèles économiques ou sociaux ? Voire encore d'observer les repères de consommation transmis par les parents à leurs enfants lorsque la rentrée des classes les prend pour des consommateurs-ciblés dans les médias et les magasins à grande surface.

Chers amis, vous l'avez dit et écrit : « *La décroissance n'est pas une croissance négative, c'est avant tout la sortie de la religion de la croissance.* » Je dirais plus précisément une sortie des mythologies de la croissance par possession et par domination de l'autre, par son Instrumentalisation. En cela la dé-croissance, l'objection de croissance, est une rupture, un refus de sacralisation idolâtrique de la puissance. Vous entreprenez une rébellion ultime par cette critique des « absolus » de notre société. Et il n'est pas sans intérêt que des héritiers du christianisme y retrouvent le langage des béatitudes de l'évangile, en particulier celui des pauvres de cœur, celui des affamés ou assoiffés de justice. Mais critiquer des Images, dénoncer des pratiques, condamner des indifférences ou culpabiliser des égos, ne suffit pas, il faut oser être responsable en proposant des stratégies alternatives. Dénoncer la démesure, l'hybris du désir consommateur ne suffit pas, il nous faut tracer d'autres chemins d'humanité, ouvrir d'autres voies pour habiter en humanité la création et la société. « Nous habitons un monde, disaient les évêques de France à Lourdes la semaine dernière, où la valeur est donnée en fonction de la puissance, de la force et de la richesse détenues.

Un monde où la vulnérabilité est cause d'exclusion ou de mépris. La crise écologique montre pourtant aujourd'hui que la fragilité de la nature peut être une source de nouveauté poussant nos sociétés à inventer de nouvelles manières de vivre ensemble » .

Ce sera en partie l'enjeu des propositions de ces jours-ci. La sobriété dans la gestion des biens, l'ascèse et la frugalité dans nos modes de vie, le partage de nos possessions, ce

sont autant de dispositions morales de départ. Et elles sont indispensables, car nous sommes à la veille de devoir témoigner devant les jeunes générations d'une éthique qui donne le sens des choses et demande une solidarité en nos alliances. Nul ne doute que la tâche est Immense car elle perturbe radicalement l'ordre des convenances et les représentations consacrées de la puissance, mais elle souligne encore par ailleurs nos fragilités personnelles et nos vulnérabilités politiques. Ainsi que le soulignait le cardinal Vingt-Trois : « Faisons de notre recherche... un vecteur de notre volonté de partager les biens de la terre entre tous les hommes. La responsabilité à l'égard de l'environnement est aujourd'hui Indissociable de la crise dans sa dimension universelle. »

Pour que l'homme ne soit pas dégradé par la société, encore faut-il qu'il y ait en elle des êtres libres et responsables. Libertés et responsabilités sont pour moi, et je pense pour l'Église, les marques premières d'une fidélité de Dieu à l'homme.

Quelques questions demeurent par rapport à la société française aujourd'hui :

1. Comment concilier cette décroissance avec les chômage des jeunes et leur emploi en Kit, à base de CDD pour un nombre de 40% d'entre eux ?
- 2 . Comment concilier cette décroissance avec des emplois déqualifiés par rapport aux compétences acquises durant la scolarité ? ceci est vrai aussi pour les Pvd ?
3. Comment concilier cette décroissance avec la répartition des biens, compte tenu de la croissance des diverses formes de précarité et de pauvreté actuelles ?
4. Comment concilier cette décroissance avec le goût de la recherche, de l'innovation qui suscitent un intérêt pour des tâches d'avenir ?

NB. Nous débattons ce soir dans un climat social difficile, les 6000 postes supprimés chez PSA.

1 Pie XI, encyclique QuadragesimoAnno, 1931, n°60, 117,146.

2 Vatican II, Gaudium et spes, n°35, 86 ..

3 Benoît XVI, encyclique l'amour dans la vérité, 2009, n°68 et 70.

4 Matthieu 16,26 ; Marc 8,36 ; Luc 9,25.

Nicolas Ridoux

Les crises, la peur et le travail sur soi

1 Les crises

Les crises de notre époque commencent à être bien connues. Rappelons-en quelques-unes brièvement, non pour les décrire à nouveau, mais plutôt pour tenter d'en dégager une caractéristique commune.

- Crise énergétique avec l'épuisement des ressources fossiles, constituées au fil de millions d'années et que nous aurons consommées en quelques siècles ;
- crise climatique, conséquence de la combustion sans frein des énergies fossiles, qui, d'après le GIEC¹ pourrait mettre en péril jusqu'à la survie de l'espèce humaine.
- crise de la nature², avec un effondrement catastrophique de la biodiversité, lié au bouleversement qu'apporte l'homme à la nature;
- crise financière puis économique, due à la quête de profit illimité des établissements financiers:
- crise sociale, individuelle et collective, avec l'augmentation dramatique des inégalités entre les nations³ et au sein-même de celles-ci;
- crise culturelle, avec l'uniformisation des modes de vie d'un bout à l'autre de la planète, l'inversion des valeurs, et parfois le dangereux repli identitaire ;
- crise psychique⁴, avec une détresse liée à la perte du sens, à la montée du sentiment d'insécurité⁵, à l'augmentation des pressions de toute nature (dégradation du mode de vie, productivité toujours croissante demandée aux salariés, peur du chômage qui peut survenir à tout moment, perte des liens sociaux, etc.)
- en *santé publique* : aux E.-U. par exemple, l'épidémie d'obésité (due à la « junk-food » et à la sédentarité) est en train d'infléchir la courbe de l'espérance de vie. En France, une augmentation nette des cancers de 35% en 30 ans⁶, l'INSERM précisant que plus de 50% des cancers sont d'origine environnementale, etc.
- *Individuellement, une vie qui devient plus prosaïque que poétique à force de « travailler plus pour gagner plus3 », une joie de vivre qui semble en baisse (augmentation des suicides, des prises d'antidépresseurs, etc.) et qui, en tout état de cause, n'est pas corrélée à la croissance économique.*

Lorsque l'on juxtapose ces différentes crises, on constate que ce ne sont pas des crises isolées, que l'on pourrait traiter indépendamment les unes des autres, comme on le fait malheureusement la plupart du temps. Elles sont à traiter *simultanément*. Elles sont toutes, chacune à leur façon, la conséquence d'un problème structurel, systémique: la démesure, cette quête sans fin, ce rouleau-compresseur du « toujours plus », dans toutes les dimensions: toujours plus vite, toujours plus fort, toujours plus rentable ... et toujours plus superficiel. Le sociologue Max Weber l'anticipait il ya un siècle, en nous décrivant: « spécialistes

sans vision et voluptueux sans cœur, ce néant s'imagine avoir gravi un degré de l'humanité jamais atteintjusque-là⁷ ».

La croissance *économique*, que l'on souhaite infinie, est censée avoir réponse à tous nos maux, à tous nos désirs. Or, si une croissance *initiale* peut-être positive, son maintien à l'infini est à l'évidence contre-productif.

Une *croissance continue* est une courbe *exponentielle*, *explosive*, qui ne peut que rencontrer des limites, l'une après l'autre, dans le monde réel. Le dépassement des limites provoque des crises de toutes natures.

Le problème du productivisme est clairement systémique et la plupart des contributions le montre bien. Mais il n'est pas seulement le fait d'un « système » qui nous serait extérieur: les éléments du système, c'est bien chacun d'entre nous, et nous y participons (avec des responsabilités certes très diverses). C'est sur ces « éléments » que j'aimerais m'attarder aujourd'hui: les crises que nous avons listées en introduction ne seraient-elles pas le reflet « extérieur » de nos propres difficultés « intérieures » ?

2 La peur

Poursuivons l'analyse: pourquoi ce « toujours plus » ? Selon moi, pour tenter de juguler notre *peur*. En dernière analyse, lorsque l'on prend le temps de poser autant de fois que nécessaire la question: « pourquoi? », on conclue que la peur est à la racine d'un grand nombre de nos difficultés.

Peur de la mort bien sûr, cette grande crainte existentielle, mais peur également de toutes les petites morts, qui s'appliquent plus ou moins à chacun d'entre nous, selon les cas: peur de l'isolement (peur de ne pas être aimé, besoin de reconnaissance, etc.), peur de la faiblesse, de la maladie, de l'inconnu, de l'absurdité, du chômage, du manque d'argent, de la souffrance, etc.

Cette peur ou ces peurs nous font nous précipiter vers la solution la plus facile, la plus immédiatement rassurante: la recherche de la puissance et de ses substituts. Le productivisme exploite ensuite facilement cette recherche, cet appétit, en le dévoyant, le stimulant, le dirigeant vers un choix infini d'objets et services ... marchands, naturellement⁸. Tout le marketing, toute la publicité⁹ jouent sur ce ressort, nous font croire que par l'acquisition, la puissance, le divertissement (pascalien), nous « serons plus », plus pleinement. Ce qui, au-delà d'un minimum vital, est bien entendu une exacte contre-vérité¹⁰ (de même qu'absorber trop de nourriture nous rend malade).

Et quel meilleur symbole de la puissance, aujourd'hui, que l'argent ? Nous nous convainquons (si besoin est, on nous y aidera en renforçant notre peur¹¹) qu'il nous faut toujours plus d'argent. Or l'argent est de « l'avoir » en puissance, alors que notre peur et notre quête viennent de notre manque à « être ».

« Voilà précisément ce qui semble à l'homme précapitaliste le comble de l'inconcevable, de l'énigmatique, du sordide et du méprisable: qu'un être humain puisse choisir pour tâche, pour but unique d'une vie, l'idée de descendre dans la tombe chargé d'or et de richesse, ne s'explique pour lui que par l'intervention d'un instinct pervers, *l'auri sacra fames*. »¹²

3 Etre et avoir

Notre problématique est donc la confusion millénaire entre « avoir » et « être » : nous tentons de maîtriser notre peur par « l'avoir » et non par « l'être ». Sauf que cette confusion, puissants comme nous le sommes devenus, n'est plus sans conséquences, dramatiques, sur la nature et les personnes. Cette quête de puissance est non seulement mortifère, des-

tructrice de nous-même et des autres, mais illusoire: notre faiblesse est inéluctable, elle est constitutive de notre nature humaine éphémère.

4 Sujet et Objet

Nous cherchons à nous rassurer. Pour Olivier Rey¹³, la pratique scientifique rentre dans ce cadre. Les sciences, en particulier dites « dures », sont rassurantes. Elles sont cohérentes, claires, faciles à manipuler sous forme d'abstractions (des équations mathématiques par exemple). Elles sont fascinantes par la puissance qu'elles nous donnent (c'était bien notre objectif: la puissance). Mais elles sont aussi une fuite d'une véritable relation humaine, difficile, dans toute son épaisseur, son ambiguïté, sa complexité. Une fuite de la *profondeur* du réel. Le sujet (humain) est sacrifié au profit de l'objet (scientifique). Le monde ne peut pourtant pas être intégralement décrit par la science, celle-ci ne peut saisir que sa part mathématisable. Autrement dit, seulement cette *fraction* du réel qui s'exprime sous la forme du langage mathématique. La puissance est donc acquise, certes, mais au prix du sacrifice d'une qualité d'être, d'une capacité à être en relation, en tant que sujet, avec les personnes et la nature. Une puissance fascinante à court terme, désolante voire effrayante à long terme.

5 Une fuite en avant

Même en tant que « militant informé », trop souvent, nous nous réfugions dans des solutions techniques, dans des débats d'idées, dans la manipulation d'objets, sans travailler sur le sujet que nous sommes. Il est évident que les discussions « techniques » (quel futur système économique, quelles énergies propres, quelle méthode de transition vers un monde plus humain, etc.) sont nécessaires. Comme le sont les actions individuelles et collectives, plus que jamais indispensables. Mais elles sont clairement insuffisantes. Toutes ces solutions sont partielles et ne parviendraient pas, seules, à assurer une paix durable. Supposons, par exemple, que l'on parvienne à solutionner une des plus graves crises, celle du réchauffement climatique. Si toutes choses restent égales par ailleurs: si la soif de croissance, de puissance, reste intacte, alors la barbarie réapparaîtra immédiatement dans d'autres domaines: les humains génétiquement modifiés, l'effondrement de la biodiversité, la guerre pour l'eau ou les métaux rares, etc.

Il faut donc ne pas se poser uniquement la question: quelle planète allons-nous laisser à nos enfants? (réflexion sur la nature - en oubliant parfois l'homme)

Mais aussi: quels enfants allons-nous laisser à la planète? (réflexion sur l'humanité de l'homme)

6 Le travail sur soi

Une jeune femme juive qui sera victime de la barbarie nazie, Etty Hillesum, écrit dans son journal alors même qu'elle est persécutée: « Je ne crois pas que nous puissions corriger quoi que ce soit dans le monde extérieur, que nous n'ayons d'abord corrigé en nous. L'unique leçon de cette guerre est de nous avoir appris à chercher en nous-mêmes et pas ailleurs. »¹⁴

Les totalitarismes du siècle dernier, nés au cœur de la « civilisation », ont bien montré que l'ennemi, le barbare, n'est pas l'étranger contre lequel il faudrait monter une ligne Maginot, mais bien notre propre inhumanité, intérieure, celle que chacun de nous doit reconnaître et dépasser.

Or si la peur, la crainte existentielle, liée au caractère transitoire de notre vie, est à la racine de nos difficultés, c'est bien sur elle qu'il faut travailler. C'est donc un travail intérieur à mener, en plus de nos actions extérieures, un travail sur soi de longue haleine, tout au long

de notre vie. Un travail d'autant plus difficile que tout le système productiviste nous pousse à ne pas le faire, en allant jusqu'à coloniser notre imaginaire, modifier notre psychisme.

Comment faire?

Pour commencer, reconnaître la réalité de cette peur, souvent inconsciente, et de ses conséquences sur tous les choix que nous faisons. Ensuite, se mettre en chemin. Et les chemins sont très divers, très personnels¹⁵. Je ne peux que proposer ici quelques pistes. Peut-être paraîtront-elles naïves à certains d'entre-nous, je les encourage toutefois à essayer, tant je crois pour ma part qu'elles sont indispensables.

Il me semble qu'il faut commencer par prendre le temps de se poser. Il est urgent de ne rien faire! Se rendre réellement disponible, au moins pour un moment, dans le silence, sans projet. Ne pas craindre d'être confronté au vide. Prendre le temps de discerner ce qui importe vraiment dans notre vie¹⁶. Mon expérience personnelle est que nos « désirs-envies », initialement formatés par la publicité, s'en trouvent réorientés, retrouvent leur condition première, celle du désir fondamental, infini, désir d'amitié, de relations humaines fraternelles, d'amour. Moins de biens (matériels) mais plus de liens (relationnels) ... disent les objecteurs de croissance.

La première des décroissances que nous voulons, c'est celle des inégalités. Le partage soutenable rend nécessaire la sobriété de ceux qui surconsomment. L'importance de la sobriété, de la simplicité volontaire, de la mesure. D'une part, c'est une condition de vraie liberté pour celui qui la pratique. D'autre part c'est une condition de la justice: la sobriété permet le partage avec nos frères humains, aujourd'hui, comme avec les générations futures.

Laisser grandir espérance, confiance et émerveillement, pour être capable d'affronter lucidement des difficultés dont nous reconnaissons la gravité.

L'émerveillement ne se déclenche pas par un effort de la volonté, mais nous pouvons en favoriser les conditions en nous oubliant nous-mêmes, en nous rendant disponible, en mettant de côté, pour un temps, nos soucis et difficultés. Nous devons être capables de puiser conviction et force dans notre sensibilité à la beauté, et ressentir simultanément révolte et indignation, moteurs de l'action, face au constat des tragédies évitables. Il est très difficile de considérer ces deux pôles de la vie (beauté et horreur) simultanément, c'est pourtant nécessaire pour ne sombrer ni dans l'angélisme ni dans la violence.

Plus tard, chacun devra trouver les outils, formations, psychothérapies, et compagnons de route¹⁷ qui lui conviennent en particulier et pourront l'aider à croître, non plus économiquement, mais croître « en humanité ».

Traverser la peur

Notre peur est légitime, la vie contient beaucoup de souffrances. Mais la beauté, la fraternité, l'amour sont des contrepoids qui nous aident à traverser cette peur. Non plus en tentant de la nier, de l'étouffer sous une quête de puissance, mais en acceptant l'inéluctable, en reconnaissant que si la peur et la mort font partie de la vie, la vie les excèdera toujours.

7 Réinvestir le collectif

Tout ce qui précède n'aurait que peu de sens s'il s'agissait uniquement d'obtenir un « bien-être » personnel. Ce travail personnel n'a de sens que s'il est au service d'une contribution personnelle, d'autant plus positive, au collectif. Les deux démarches, individuelle et collective, vont de pair. Que chacun trouve progressivement la force et la sérénité nécessaires aux changements radicaux, individuels et collectifs, que l'humanité doit mettre en place. Nous entrerons alors dans un cercle vertueux, le collectif soutenant l'individuel et réciproquement.

*Tu verras en passant Te sourire un enfant.
Résume-lui dans un sourire*

*Ce qu'il sourit.*¹⁸

1 Groupe d'Experts Intergouvernemental sur l'Evolution du Climat

2 Rappelons que l'homme fait partie de la nature, à la différence de « l'environnement », qui semble, à tort, entourer l'homme ...

3 Jean Ziegler, ancien rapporteur spécial de l'ONU pour le droit à l'alimentation, nous rappelait ainsi, vu les écarts de richesse Nord-Sud: «C'est un crime contre l'Humanité qui est en train d'être perpétré: un enfant qui meurt de faim aujourd'hui est assassiné.». Un milliard (!) de personnes souffrent aujourd'hui de la faim.

4 On se souvient du triste record que détient la France: plus gros consommateur mondial de psychotropes et autres antidépresseurs.

5 selon le Centre d'analyse stratégique, en 2007, 76 % des Français pensaient que la vie de leurs enfants serait plus difficile que la leur.

6 Chiffres INSERM, Avril 2005

7 Max Weber, L'esprit du capitalisme [1920], Pocket, 1990

8 C'est en ce sens que nous sommes aussi des victimes (parfois consentantes) du système.

9 Budget publicitaire mondial: 600 milliards de \$ par an ... 10% de cette somme suffirait à éradiquer durablement la faim selon l'ONU ...

10 Voir par exemple l'étude de Jean Gadrey : Croissance, bien-être et développement humain durable, Alternatives Economiques, Février 2008.

11 Par exemple en sacrifiant les services publics, pourtant gages de solidarité et de cohésion sociale: « tu ne peux plus compter que sur toi-même, thésaurise donc! »

12 Max Weber, L'esprit du capitalisme

13 Olivier Rey, Itinéraire de l'égarement: Du rôle de la science dans l'absurdité contemporaine, Seuil, 2003

14 Ety Hillesum, Les écrits d'Ety Hillesum, Journaux et lettres 1941-1943, édition intégrale, Seuil, 2008. Un cheminement spirituel d'exception.

15 Pour certains (pour moi), le chemin consiste paradoxalement à commencer par s'asseoir! (assise Zen).

16 Jean Gadrey rapporte le résultat d'une conférence citoyenne dans le Nord Pas De Calais à l'automne 2009 : longs débats, chacun écrivant finalement ses priorités. Elles mettaient en avant comme richesses fondamentales la solidarité, l'émancipation, l'entraide, le partage équitable des ressources, le service public, la culture, le droit aux soins, tenir compte des générations futures, etc.

17 On retrouve l'intérêt du collectif, y compris pour le cheminement personnel.

18 Guillevic, Avec, Gallimard, 1966

Diane de Zélicourt

Bienheureux les sobres ! Ils sauveront la Création

La frugalité dans le discours social de l'Église *

« Sobriété heureuse », « Simplicité volontaire », frugalité, autant d'expressions utilisées par les partisans d'un nouveau modèle de consommation, non sans liens avec les courants de « décroissance » ou de « déconsommation ». Ces néologismes ou ces associations de termes novatrices témoignent de la recherche de modèles sociaux alternatifs. Mais si un effet de mode les place sur le devant de la scène, particulièrement dans les médias, on aurait tort de croire que dans les débats sur ce phénomène social qu'est la consommation, toute une tradition, dont celle de l'Église catholique, ne proposait pas déjà sa propre réflexion. À travers tout son enseignement social, on retrouve le rappel de cette idée de frugalité et de modération, forgée dès les premiers siècles de l'Église.

Frugalité et modération dans le discours de l'Église

Les concepts de sobriété et de modération ont toujours été au cœur d'une éthique chrétienne, qui s'est efforcée de se positionner face aux évolutions sociales de son temps.

Aux origines de cette idée de modération, on retrouve bien sûr l'héritage de la sagesse antique, qui en fait un outil au service de la maîtrise de soi, fondée sur un détachement des biens matériels et des passions du monde pour viser un équilibre de l'être et un développement harmonieux de la personne. Mais la pensée chrétienne ne s'est pas contentée de reprendre cet héritage, elle lui a donné une nouvelle dimension, en rappelant que la modération a aussi une visée sociale, d'ouverture sur l'autre. Si dans la pensée antique l'idée était déjà en germe avec, dans la lignée de Platon ou Aristote, le rappel que la modération était au service de l'assise politique d'une cité idéale, la pensée chrétienne a infléchi et approfondi cette perspective pour montrer qu'elle était une condition nécessaire de la justice sociale, profondément liée à la charité et au vivre ensemble. Une autre spécificité de la modération dans la perspective chrétienne réside dans sa dimension eschatologique : anticipation de la vie divine, elle laisse déjà la plus grande place aux biens spirituels, en opposition aux seuls biens matériels terrestres.

L'enracinement de cette notion, à travers une longue tradition de pensée, explique qu'elle ait été naturellement incorporée dans l'enseignement social de l'Église dès ses débuts. Elle a favorisé un regard lucide de l'Église sur les évolutions sociales, parmi lesquelles l'explosion de la consommation, et elle a soutenu les argumentations pour une mise en garde qui en ont découlé. Face à la consommation, l'Église a pu s'exprimer en phase avec d'autres critiques de son temps, voire avec une véritable avance ! Dès les années 1970, elle pointait ainsi du doigt l'incompatibilité entre certaines formes de consommation et ce qui soutient la définition d'un véritable développement humain. Cette même tradition de ré-

flexion sur la modération l'a conduite à un tournant décisif dans sa critique de la consommation en abordant de plain-pied les thèmes de l'écologie et de la rareté des ressources, qui lui sont liés. Une lucidité qui invite encore à un regard critique sur bien des pratiques les plus concrètes, par exemple les appels de Benoît XVI à un tourisme responsable, affranchi du consumérisme.

Les idées de modération et de sobriété sont au cœur d'un mode de vie chrétien, dans sa recherche d'épanouissement et d'équilibre. La critique de l'Église de la consommation et de ses conséquences environnementales se situe bien sur un plan moral, en attestant l'existence de limites d'ordre supérieur qui doivent imposer aux individus de reconsidérer la définition donnée aux notions de mode de vie, de développement et d'environnement.

Trois échelles d'implication dans l'existence chrétienne

Modération et frugalité permettent de garantir un juste rapport de l'homme envers lui-même, envers le corps social, et envers l'environnement.

Une des principales visées de l'enseignement social de l'Église est la dignité de la personne humaine. Aussi n'est-il pas étonnant de le voir placer la modération comme une posture nécessaire face à la consommation. La vie ne saurait se résumer à l'accumulation de biens matériels. Dès les Trente Glorieuses, l'époque d'une première extension de la consommation de masse dans les pays occidentaux, l'Église appelle à la restauration d'une juste hiérarchie des valeurs. En 1991, l'encyclique de Jean-Paul II *Centesimus annus* rappelle que « quand on définit de nouveaux besoins, il est nécessaire qu'on s'inspire d'une image intégrale de l'homme qui respecte toutes les dimensions de son être et subordonne les dimensions physiques et instinctives aux dimensions intérieures et spirituelles. » L'Église se préoccupe sans cesse d'ouvrir la voie d'une redéfinition de la richesse et de la pauvreté, de l'être et de l'avoir, du qualitatif et du quantitatif.

Mais l'expression « société de consommation » souligne que la consommation, si elle affecte l'individu, affecte aussi le corps social dans son ensemble. L'Église s'engage donc pour montrer que la croissance économique n'est pas toujours corrélée au vrai développement des peuples et que la justice sociale en est l'une des premières victimes. La pérennité du modèle socio-économique pour les générations futures est un impératif qui fonde la responsabilité de la société. Si l'économie représente un pan important de l'activité humaine, celle-ci ne s'y résume pas, et on ne peut ériger celle-là en un absolu sans prendre en compte la dimension humaine du lien fraternel entre les hommes et les peuples. L'idée de destination universelle des biens, qui soumet l'usage des biens matériels au bien commun avant l'intérêt particulier, en exprime la vision.

Cet aspect collectif de la consommation débouche aussi sur la nécessité de fonder une nouvelle anthropologie dont l'Église se veut l'un des hérauts. La prise de conscience écologique l'a incitée à réfléchir au thème de la sauvegarde de la Création, et à en tirer des enseignements nouveaux pour définir une véritable écologie humaine. Celle-ci assigne à l'homme une juste place dans la création, avec un rapport modéré à tout ce qui la constitue : environnement, êtres vivants, humains. En ce sens, l'Église a sur ce point vraiment une position originale.

Or, malgré cette forte implication de l'Église, il faut reconnaître que l'enseignement social ne débouche pas toujours sur de vraies initiatives porteuses de changement. De quels moyens dispose-t-elle pour s'impliquer encore davantage dans le changement social ?

Quels leviers mobiliser pour mieux interpeller les chrétiens ?

Une première piste à sa disposition réside dans son riche patrimoine culturel qui gagnerait à être étudié et diffusé, plus qu'il ne l'est aujourd'hui. On trouve déjà chez les Pères de l'Église à partir du IV^e siècle une réflexion sur la modération et la sobriété comme porteuses d'un mode de vie unifié. À cette époque, l'Église commençait à peine à profiter d'un climat

de paix, sous le règne de Constantin, qui a permis le foisonnement des écrits théologiques dans une double direction : l'inculturation du christianisme et le développement de la théologie en lien avec une sagesse concrète. Le monachisme primitif, qui naît avec les Pères du désert, se situe en rupture avec le monde et l'accumulation des richesses dans les grandes villes, avec aussi l'enrichissement de l'Église. L'idéal de vie ascétique n'était sans doute pas destiné à s'appliquer à tous, mais il représentait une vraie illustration d'un principe de cohérence profonde entre foi et mode de vie, montrant que la morale chrétienne n'était pas une simple spéculation de l'esprit mais qu'elle animait aussi la vie quotidienne. D'autres Pères de l'Église, comme Saint Ambroise de Milan par exemple, ont, de leur côté, engagé une réflexion sur les problèmes sociaux-économiques que rencontrait leur communauté. Ils laissent un riche héritage sur des questions qui sont toujours d'actualité, comme la spéculation sur les matières premières agricoles, les exigences de justice sociale, la question de la propriété...

Mais pour davantage interpeller l'existence chrétienne, l'Église devrait aussi envisager de s'exprimer de manière plus audible sur une véritable éthique de la consommation. De nombreuses encycliques l'abordent comme un phénomène social, mais elle n'est pas assez envisagée comme lieu d'action pour les individus, alors qu'elle s'inscrit dans un comportement quotidien, qui, par l'ampleur de ses effets sur les modes de vie, peut être utilisé comme un levier efficace. Deux points du discours chrétien peuvent être mis en avant. Tout d'abord, l'idée d'une vision élargie de la consommation, qui ne se limite pas à un acte d'achat, mais prend en compte un questionnement, en amont, sur la phase de production des produits et, en aval, sur le devenir de ces produits après leur utilisation. Et, l'idée selon laquelle chaque achat cache une vraie chaîne humaine, qui relie différentes figures. Les figures du producteur, du consommateur, de l'utilisateur font toutes partie de l'acte de consommation. Celui-ci peut être un terrain propice à l'exercice de la solidarité et de la justice sociale, avec de fortes répercussions dès qu'il prend en compte la figure de l'autre au-delà de la simple transaction marchande. On est sur un lieu essentiel de responsabilité, puisque tout achat donne une caution implicite à toutes les pratiques que l'acheteur ne voit pas.

Une troisième piste à explorer est celle du dialogue avec les autres courants qui jettent un regard critique sur la consommation et proposent des voies alternatives. Il existe un fond commun sur de nombreux thèmes de réflexion et l'Église ne détient pas le monopole de l'idée d'un projet de société différente, d'une « société conviviale », d'une consommation qui, en définitive raffermir les liens humains. Il y a aussi une opportunité pour l'Église de s'inspirer de pratiques mises en œuvre par certains mouvements critiques de la consommation, l'économie sociale et solidaire par exemple, pour aborder de manière concrète l'action sociale. Si le fond théorique de l'enseignement social chrétien est solide, sa traduction concrète, orientée vers l'action, fait encore défaut. Pourtant, non seulement il existe aujourd'hui de très nombreuses initiatives innovantes qui proposent un renouvellement des pratiques sociales, et inscrivent des principes d'action en choix de société, mais l'Église elle-même est la première à rappeler cette exigence d'action, qui s'affirme comme un leitmotiv à travers la doctrine sociale. Mais à quoi bon prôner « l'urgente nécessité d'un changement des attitudes », le « changement de conduite », le « changement de mentalité, de comportement et de structures », comme le disent de nombreuses encycliques, si l'enseignement de la doctrine sociale ne se convertit pas lui-même en actes ?

* Diane de Zélicourt, ancienne élève de HEC Paris. Elle y a défendu en juin 2009 un mémoire intitulé : « Les valeurs chrétiennes traditionnelles de modération vis-à-vis de la consommation peuvent-elles encore faire sens pour supporter une attitude de déconsommation ? ».

Sa conférence a présenté son article publié par le Ceras, en octobre 2010

—> <http://www.ceras-projet.org/index.php?id=4589>

Etre curé et entendre parlé de *décroissance*

Michel Durand

Ce que j'ai envie de vous dire ce matin doit s'entendre dans le cadre de ce qu'un prêtre, curé de paroisse, est invité à dire à des paroissiens. En fait, ce sont des journalistes qui, par leurs questions, m'ont orienté vers ce secteur plus pastoral qu'intellectuel.

Quelle est la mission d'un prêtre qui reçoit la charge de curé ? En répondant à cette question, je pense être sur le bon chemin pour une approche pédagogique de la décroissance.

Figurez-vous qu'un professionnel de la presse m'a fait entendre son étonnement de me voir en dialogue avec des *décroissants*. Voilà en quelques mots ce que j'ai entendu : ces gens-là, objecteurs de croissance ne sont-ils pas tous contre l'Église, car les chrétiens veulent un développement illimité, un enrichissement permanent dans l'illusion qu'il y aura toujours une issue aux problèmes rencontrés. Ce journaliste, plutôt bienveillant à l'égard de l'Église, cherchait en fait à la protéger des christianophobes, des cathophobes (mots désormais à la mode) notamment ceux qui pensent que le nouveau millénaire dominé par les libertés économiques (le libéralisme) et comportementales (le libertarianisme) n'a que faire des illusions des chrétiens. Les Pères de l'Église jusqu'au VIIe siècle puis les théologiens jusqu'au XVIIIe siècle furent préoccupés par l'idée théologique de transcendance. Cette conception est remplacée à partir des Lumières par la philosophie de l'histoire qui met en place la problématique de son immanence. Selon ce courant de pensée, l'idéologie du progrès ne serait que « le produit de la sécularisation de la vision chrétienne de l'histoire qui orientait le temps comme une flèche (en opposition au temps cyclique des Grecs) ; de la déchéance de l'homme à sa rédemption. Désormais le temps fléché part de la souffrance quotidienne vers le bonheur universel, de la barbarie vers la civilisation radieuse » (Clément Homs). Dans mon homélie de la Toussaint, je me suis exprimé pour recadrer cette fausse conception du paradis où toute valeur transcendante est évacuée.

Et le journaliste d'insister : « mais comment pouvez-vous connaître des chrétiens dans les sphères de la décroissance » ? Comment puis-je être en dialogue avec ces christianophobes ou cathophobes ? Existe-t-il un objecteur de croissance qui soit chrétien ?

Commençons par rappeler ce qu'est un prêtre.

Le site officiel de l'Église catholique dans sa page des textes liturgiques donne cette définition du prêtre : « un chrétien qui, par l'imposition des mains au moment de l'ordination par l'évêque, reçoit la mission de rendre présent le Christ parmi les hommes, en célébrant l'eucharistie, en pardonnant les péchés, en instruisant et guidant le peuple qui lui est confié ». Ce peuple ne se réduit pas aux fidèles chrétiens ; il est formé de tout homme et

de toute femme vivants dans un même espace. C'est à eux tous que le prêtre, par son immersion dans un monde culturellement déterminé, s'adresse en tentant de rendre présent le Christ, l'imitant dans son incarnation en un peuple particulier, les Galiléens. Il instruit, il guide les hommes, les femmes rencontrés. Le prêtre n'est donc pas que l'homme des sacrements, comme pourrait le laisser entendre une tendance sacramentalisante, qui risque de ne voir dans le prêtre (presbyteros) que la figure du prêtre lévitique de la première alliance (sacerdos). Le prêtre est image, icône du Christ. Partout où il vit, il reçoit la mission de montrer l'unique Prêtre : Jésus-Christ. Au XIX^e siècle, écrivant à l'Abbé Gourdon, Antoine Chevrier, prêtre fondateur du Prado, s'exprime ainsi : « Le prêtre est un autre Jésus Christ, c'est bien beau. Priez pour que je le devienne véritablement. Je sens que je suis si éloigné de ce beau modèle que je me décourage quelquefois, si éloigné de sa pauvreté, si éloigné de sa mort, si éloigné de sa charité. Priez et prions ensemble pour que nous devenions conformes à notre beau modèle »... « Notre devise particulière est "Sacerdos Alter Christus". Imiter Jésus Christ, nous conformer à lui, le suivre le plus près possible : voilà notre désir et le grand but de notre vie ». Autrement dit, être au plus proche du Verbe incarné pour le donner à voir, entendre, sentir afin que l'ensemble de l'humanité bénéficie des instructions émanant de la sagesse divine.

Quelles sont ces instructions ?

Dans la ligne du prophète Isaïe, marqué par l'Esprit du Seigneur, Jésus explique qu'il est envoyé porter la Bonne Nouvelle aux pauvres, annoncer aux prisonniers qu'ils sont libres, et aux aveugles qu'ils verront la lumière, apporter aux opprimés la libération, annoncer une année de bienfaits accordés par le Seigneur (Luc 4, 14-21).

Ainsi le prêtre. Cela passe autant par l'offrande des sacrements : eucharistie, pardon (sacrement de la réconciliation) que par l'enseignement et l'accompagnement des personnes qui partagent la même existence. Il y a des conversations qui construisent une vie et qui se terminent par une prière de remerciement pour le bonheur obtenu, même si des paroles rituelles ne sont pas prononcées. Ces dernières, bien évidemment ne sont pas exclues

Rappelons, maintenant, l'essentiel du message évangélique.

Bienheureux les pauvres !

L'homme pense pouvoir obtenir le bonheur en se construisant lui-même. Il veut être maître de son existence et refuse toute aide extérieure. De plus, il se croit capable de tout obtenir, connaissances comme biens matériels, sans aucune limite. Cette absence d'humilité est la racine de sa perte. Les mythes de l'arbre du paradis et de la tour de Babel en sont les expressions phares.

Que l'homme soit par lui-même capable de sagesse, beauté de la conscience, ne signifie pas qu'il puisse atteindre sans accident les sommets de son humanité. Les discernements entre plusieurs chemins sont inévitables et les risques d'erreurs appartiennent à la faiblesse de la nature humaine. C'est pour cela que l'assistance d'autrui doit être acceptée tel un combat contre l'orgueil.

Les pauvres selon Dieu ne sont pas des miséreux. Et, ne l'oublions pas, la misère est à combattre pour la seule raison qu'elle détourne de la profonde dignité humaine voulue par le Créateur. Les pauvres selon l'Évangile sont celles et ceux qui comprennent que la vie est nécessairement limitée et qu'il existe des frontières que l'on ne peut pas franchir sans dommages irréversibles. « *Si un homme parvient à posséder le monde entier, à quoi cela lui sert-il s'il perd sa vie ?* » Le pauvre selon Christ sait qu'il doit, intérieurement et dans le concret de son existence, se disposer à recevoir le bonheur, non de ce qu'il est capable par lui-même à lui tout seul, mais de son attente active d'une grâce qui lui sera donnée. Le

pauvre de Dieu, tel un enfant vit dans l'attente confiante du don qui lui est offert. Telle la force du baptême : l'Esprit Saint est sur moi, agissant en mon intimité pour m'indiquer le chemin à suivre. Je me reconnais humblement de la terre, et j'attends d'une puissance qui me dépasse, le dynamisme nécessaire pour conduire mon existence en son terme. La transcendance d'une réalité inconnaissable qui, aujourd'hui, fait grandement peur à l'homme qui se dit moderne s'unit à la vérité qui émane de mon intime pensée. Une vérité qui m'invite à la vie sobre, simple, à l'acceptation de mes limites et des limites du monde. Pour vivre heureux, je dois être ce que je suis, répondre à ma vocation de fils de Dieu et non convoiter les objets qui, dans leur surabondance (je ne peux parler qu'en étant un occidental repu de biens matériels), m'apportent plutôt l'angoisse. Il est impossible, désormais de discerner entre le bon et meilleur puisque l'on trompe en permanence le consommateur en lui faisant croire que le nouveau produit est nécessairement meilleur que le précédent.

L'appel à la vie sobre est destiné à tous et à toutes. Aussi les chrétiens devraient être des pionniers en ce domaine. Je repense à cette vocation à chaque fois qu'est célébré un baptême. Ne disons-nous pas dans le rite baptismal cette phrase : « voulez-vous renoncer aux bonheurs illusoires que le monde fait miroiter, ne pas vous laisser séduire par les forces du mal et refuser de prendre pour guide quoi que soit d'autre que la lumière du Christ ? Oui, nous le voulons. (Rite du baptême proposé par l'Église à Lyon.

Mais, si les chrétiens ne présentent pas au monde l'image de la vie sobre et de l'acceptation de ses propres limites ainsi que de celles du cosmos, je suis heureux de découvrir en dehors de l'Église l'expression existentielle de cette réalité. J'avoue que, à la réception du mensuel « La décroissance », la première page que je lis avec plaisir, est la page 7, rubrique de la « simplicité volontaire ». Athées, agnostiques ou croyants, ces témoins sont pour moi des prophètes qui me montrent le chemin à suivre. C'est ce que j'écrivais récemment pour une revue chrétienne qui me demandait un article sur Noël. Après avoir rencontré plusieurs personnes vivant volontairement dans la simplicité, la sobriété, le don au nom de leur objection de croissance, après avoir dialogué avec quelques-uns (un très petit nombre), sur leur reconnaissance de l'Évangile comme source d'une pauvreté volontaire, je me suis dit que l'ensemble des chrétiens pouvait fort bien se tourner du côté de ces militants « décroissants » pour retrouver toute la saveur d'un authentique Noël auprès de la crèche où fut placé Jésus ». Un Noël sans cadeaux extraordinaires.

Autrement dit, l'illusion du travail et du progrès infini devrait être sans cesse présente à l'esprit des chrétiens.

Pour qu'il en soit ainsi, une conversion est nécessaire et je pense travailler à cela en tant que prêtre, curé de paroisse.

J'évoquerai volontiers ici toute la recherche de Jacques Ellul qui, hélas, ne fut pas suffisamment écouté. Il a écrit en 1965 : « Si aujourd'hui l'économie exerce un poids si déterminant sur la politique au point qu'elle n'est plus qu'illusion, c'est que le développement exponentiel de la technique (en particulier en robotique et en informatique) conditionne lui-même l'ensemble de l'économie ». Face à la disparition de la pensée philosophique, poétique, spirituelle et théologique, le baptisé conscient de son baptême ne peut que s'engager à un travail de révolution s'il veut être fidèle à son Évangile. Il est aidé en cela par les textes de Vatican II, *l'Église dans le monde de ce temps*, mais aussi par les écrits de Jean-Paul II ou ceux de Benoît XVI, même si ces rédactions, pour respecter toutes les sensibilités risquent trop souvent de manquer de clarté et de vigueur, voire de ne pas atteindre le problème dans ses racines. C'est ce que je ressens, par exemple dans cette phrase de Benoît XVI (*Caritas in veritate*, 14) : « Absolutiser idéologiquement le progrès technique (les technolâtres) ou aspirer à l'utopie d'une humanité revenue à son état premier de nature (les décroissants) sont deux manières opposées de séparer le progrès de son évaluation morale et donc de notre responsabilité ».

La tâche pastorale

Quand, curé, je reçois des couples qui demandent un sacrement, leur mariage ou, plus fréquemment, le baptême du dernier né, qu'est-ce que je vais leur dire ?

D'abord, les écouter.

Et l'on tâchera de voir ensemble comment est conduite leur existence. En effet, le sacrement n'est pas en dehors de la vie quotidienne. Aussi, puisqu'il y a demande de sacrement, il importe d'en déterminer le pourquoi et d'observer les conditions de sa concrétisation dans le plus banal de l'existence. Recevoir le don de Dieu se traduit dans le quotidien. Comment l'envisagent-ils ? Les futurs époux marqués par le désir du sacrement du mariage ont-ils conscience qu'ils reçoivent une mission : celle de manifester l'amour de Dieu à toutes et tous ? Le parrain et la marraine sont-ils choisis pour faire plaisir à la famille des parents et beaux-parents ? Sont-ils seulement envisagés pour leur capacité à offrir des cadeaux ? Toute une conception de vie, tout un art de vivre est contenu dans ce parrainage baptismal. Les enfants sont-ils voulus parce qu'un besoin de paternité ou de maternité fut ressenti ? Sont-ils désirés pour combler un vide. Ou sont-ils don gratuit ?

C'est donc en parcourant les évangiles que l'on essaye de montrer à quoi engage le choix de recevoir ou de donner un sacrement chrétien.

Je souhaite rappeler, en citant ces exemples de la vie sacramentelle que l'Église ne se contente pas de donner un sacrement, -même si très souvent ce n'est qu'une petite bénédiction qui est demandée : « à défaut de faire du bien, cela ne fera pas de mal »- elle propose un mode de vie ; justement, celui dont on parle dans les béatitudes : bienheureux les pauvres... Ce ne sont pas seulement les religieux et les religieuses ainsi canoniquement désignés, ni les seuls bons pères, qui sont appelés à la vie sobre selon l'Évangile, mais toutes et tous. Appel universel de Dieu à la sainteté. Pour le prouver, je voudrais vous citer quelques extraits de documents qu'un curé reçoit obligatoirement dans sa tâche sacerdotale.

Déclaration d'intention pour le mariage sacramentelle :

je veux en pleine liberté, et en présence de Dieu, créer avec NNN une véritable communauté de vie et d'amour, consacrée par le Christ, telle que l'entend l'Église catholique...

J'accepte les enfants qui pourront naître de notre union. Nous les éduquerons humainement et chrétiennement, avec le meilleur de nous-mêmes...

Je crois que notre amour nous appelle à dépasser notre égoïsme en nous mettant au service des autres dans notre foyer et dans la société, en travaillant avec tous pour plus d'amour, de justice et de paix...

Je m'y emploierai, éclairé(e) par l'Évangile (nourri(e) par l'Eucharistie), soutenu(e) par l'Église.

Dans cette formule est indiquée que la fin première du mariage n'est pas la procréation, mais le soutien mutuel et l'éducation. Cet amour réciproque élimine toute domination aveugle d'autrui. La souveraineté de l'homme et de la femme « ne doit pas être une domination arbitraire et destructrice. À l'image du Créateur, "qui aime tout ce qui existe" (Sg11,24), l'homme et la femme sont appelés à participer à la Providence divine envers les autres créatures. De là, leur responsabilité pour le monde que Dieu leur a confiée » (catéchisme de l'Église catholique, n°373).

Baptême des petits enfants

Le baptême des bébés n'est possible qu'avec l'assurance de l'engagement des parents sur les chemins de l'Évangile. Le site de l'Église catholique de France précise qu'il « n'est

pas d'abord une fête familiale ; c'est une célébration ecclésiale qui introduit dans la communauté chrétienne, dans l'Église. Cette célébration a une signification spirituelle et évangélique d'une grande richesse. Le baptême nous unit au Christ, il nous fait participer à sa mort et à sa résurrection et nous purifie du péché. Il nous donne l'Esprit saint qui apporte l'amour dans nos cœurs. Il nous rend pleinement enfants de Dieu et nous fait ainsi entrer dans la famille de Dieu qui est Père, Fils et Esprit ».

Il engage dans un mode de vie conforme à ce que le Christ a révélé, comme l'indiquent les Évangiles. C'est donc dès cet instant que les parents s'engagent à maintenir dans leur existence et leur mode d'éducation les enseignements de Dieu. Aussi, si des chrétiens, objecteurs de croissance, décident vivre un Noël dans la sobriété, ils trouveront dans l'Évangile même les raisons de leur choix.

De l'action individuelle à l'engagement collectif

Le dialogue avec les familles pourrait être vu comme une seule invitation à la conversion personnelle, individuelle. Que l'on commence par vivre chez soi et autour de soi selon l'Évangile et tout le reste suivra obligatoirement...

Nous constatons qu'il n'en est pas ainsi. D'où l'appel à l'ouverture de la déclaration d'intention propre au mariage catholique : « Je crois que notre amour nous appelle à dépasser notre égoïsme en nous mettant au service des autres dans notre foyer et dans la société, en travaillant avec tous pour plus d'amour, de justice et de paix ».

Un travail de discernement avec d'autres est indispensable pour conduire cette vocation à son terme. Au Prado, nous avons dernièrement rappelé les trois temps d'une présence au monde : méditer, regarder, décider (cf le voir, juger, agir de l'Action catholique).

Conclure

J'espère avoir pédagogiquement formulé la problématique de la décroissance dans une perspective chrétienne. Pour m'en assurer, je propose cette conclusion :

Quand un curé reçoit des personnes en quête de sacrement, il se doit de

- les orienter vers le vécu chrétien au quotidien, lequel est assuré dans la prière
- ouvrir l'Évangile qui parle de vie sobre, pauvre et simple pour ne pas s'embarrasser de biens matériels, obstacles à la rencontre de Dieu Amour. Le paradis.
- indiquer que les sacrements placent sur ce terrain.
- inviter à une réflexion et action avec d'autres dans une perspective d'action collective.

1 Voir le texte rédigée à ce sujet pour le premier colloque organisé par Chrétiens et pic de pétrole,2009.

2 Jacques Ellul, L'illusion politique, 1965. 3e éd. La Table Ronde, 2004

Objection de croissance et christianisme : des liens face à la crise ?

Patrice de Plunkett

Entre l'objection de croissance et le christianisme : des liens face à la crise ?

Oui, ce serait logique. Certains (des deux côtés) refusent cette logique, mais elle sera la plus forte parce que la réalité est la même pour tout le monde – malgré les idées fausses et les préjugés.

Pourquoi une convergence entre l'objection de croissance et le christianisme est-elle logique ? Parce que l'esprit de l'objection de croissance est d'opposer au système économique actuel quatre affirmations : 1. poser l'idée des « limites » (de *l'homme* et des *ressources terrestres*), qui conditionnent la vie bonne ; 2. poser l'idée d'une vie *sobre* et la joie de vivre de façon *responsable*, en harmonie avec notre monde et notre vocation humaine ; 3. poser la question du *sens* des activités humaines, et *soumettre* ces activités à des valeurs qui les orientent.

Ces quatre affirmations sont l'antidote de l'économisme libéral. Mais elles correspondent aussi à la vision biblique de l'homme dans l'univers (du livre de la Genèse aux épîtres de Paul) et aux prises de position chrétiennes, depuis les déclarations des papes depuis vingt ans jusqu'au document romain du 24 octobre 2011, signé du conseil pontifical Justice & Paix que préside le cardinal ghanéen Turkson (l'ennemi des OGM) : document qui critique le libéralisme. Je pourrais aussi parler des premières assises chrétiennes de l'écologie, tenues il y a huit jours à Saint-Etienne et organisées par le diocèse, la revue *Prier* et le magazine *La Vie* : y ont participé notamment Nicolas Ridoux (*L'objection de croissance et le refus de la démesure*), Bruno Clémentin (*Du développement durable à la décroissance*), Jean-Baptiste Libouban (*désobéissance civile et engagement*), Florence Leray (*le négationnisme du réchauffement climatique*), l'orthodoxe Michel-Maxime Egger (*Vers une éco-spiritualité*), le protestant Otto Schaeffer (*Penser, éprouver, agir autrement*), et beaucoup d'autres, dont moi-même – pardon – sur *La Bible et l'écologie*. Au moment des conclusions, Mgr Stenger, président de Pax Christi France, a critiqué la notion de « *développement durable* » parce qu'elle prolonge le système économique actuel. Le pasteur Baty, président de la Fédération protestante de France, a déclaré dans son message :

« Nous sommes placés devant un double défi. D'une part, assurer un partage équitable des richesses de la planète entre les hommes qui la peuplent aujourd'hui: on doit impérativement corriger le fait qu'une part importante de la population (au Sud) non seulement n'a pas accès à ces ressources, mais en plus doit payer pour les conséquences de notre mauvaise gestion... D'autre part se soucier de rétablir une relative équité intergénérationnelle : comment accepter de brûler au profit d'une seule génération des ressources accumulées au cours des temps géologiques ? Nous suggérons en tant que protestants de fonder notre engagement sur la grâce de Dieu. Pardonnés, nous devons partager largement cette affirmation. Elle génère en chacun de

nous une reconnaissance pour les ressources naturelles et humaines, un respect de la pluralité des habitants du monde, et implique en retour un choix de sobriété. Nous pouvons ainsi imaginer et préparer une modernité capable de générer une solidarité, une manière fraternelle de partager les biens et les charges de notre planète, de redistribuer les connaissances, les devoirs et les plaisirs. Au sein du protestantisme français, ces perspectives nouvelles trouvent un ancrage commun dans la conviction que l'homme n'est pas sauvé parce qu'il sert, mais qu'il est sauvé pour servir. De la reconnaissance de ce qui est donné découlent la responsabilité, l'engagement individuel et collectif. »

Mais je pourrais aussi parler de ce qui se passe aux Etats-Unis, où de plus en plus de chrétiens soutiennent les indignés. Ainsi l'appel des jeunes épiscopaliens new-yorkais¹ en faveur du mouvement *Occupy Wall Street* :

« Nous vivons dans une nation dans laquelle les dirigeants invoquent régulièrement le nom du Christ en déclarant la guerre, en piétinant les pauvres et en grignotant les libertés garanties par la constitution. La dette, l'absence de couverture santé, notre avenir incertain et la peur que nous éprouvons dans cet ordre mondial dominé par le profit font que nos corps sont malades; mais ce qui rend nos âmes malades, c'est que ces injustices soient labellisées "chrétiennes". Les chrétiens américains ont été beaucoup trop polis, accommodants et calmes devant les injustices et l'utilisation blasphématoire du nom de Jésus pour justifier des atrocités commises dans le monde. C'est pourquoi nous voulons protester avec tous ceux qui, comme nous, savent au plus profond d'eux-mêmes qu'un autre monde est possible... »

Ces épiscopaliens se réclament oecuméniquement de la pensée d'une catholique sociale, la célèbre journaliste Dorothy Day (1897-1980). Quant aux catholiques américains, eux aussi sympathisent avec le mouvement *Occupy* : on pouvait entendre la semaine dernière sur YouTube le témoignage d'une activiste octogénaire, Dorli Rainey, solidaire de *Occupy Seattle* et blessée par la police lors d'une manifestation. Interviewée à la télévision par Keith Olbermann, elle citait le mot d'ordre de la dominicaine anticapitaliste Jackie Hudson et de ses soeurs : « *faire un pas supplémentaire pour sortir de notre univers de confort* ». Dorli Rainey ajoutait : « *Ce serait si facile de dire : bon, je vais prendre ma retraite, m'asseoir dans un coin, regarder la télé en mangeant des bonbons... Mais quelqu'un se doit de réveiller les autres et de les informer sur ce qui se passe réellement dans le monde !* »

Pour que l'évolution des catholiques soit claire dans notre esprit, je vous donne un aperçu du petit livre publié en janvier 2011 par la conférence des évêques de France, sous le titre *Grandir dans la crise*²:

« La crise [...] s'est manifestée d'abord dans le domaine écologique. Puis les crises alimentaire, financière, économique, monétaire et sociale se sont succédé rapidement, révélant une crise bien plus profonde, une crise spirituelle, une crise de sens. Cette crise du sens profond de l'existence a été masquée par une confiance excessive dans l'économie libérale. [...] Ce qui est en cause, ce n'est pas seulement le fonctionnement du système bancaire, ni le niveau de rémunération des *traders*, dirigeants ou actionnaires, mais une façon de concevoir le vivre-ensemble et de situer le rôle du travail, de l'argent, de la consommation et du partage des richesses par rapport à ce projet. C'est à l'égard d'un tel projet de vivre-ensemble qu'une économie libérale dérégulée a montré ses limites. Pour bien vivre ensemble, il ne suffit pas de concevoir la vie comme un grand marché sans entrave où tout s'achète et tout se vend... [...] Contrairement à ce que beaucoup pensaient, la libéralisation des échanges n'a pas permis d'éradiquer la pauvreté. [...] Le simple jeu du libre-échange n'arrive pas à organiser l'approvisionnement des biens les plus élémentaires (eau, nourriture de base) pour les pays ou les personnes qui n'ont pas les moyens de se situer comme acteurs sur le marché. (...) Le libéralisme économique s'accommode d'une vision très utilitariste des rapports humains qui, à son tour, encourage l'individua-

lisme et le "chacun pour soi" et porte atteinte à la cohésion sociale. (...) Aujourd'hui, paradoxalement, la croissance économique aggrave le sentiment d'insécurité des personnes... (elle) semble porter atteinte à leurs conditions de vie : à l'emploi, à l'environnement, à la sécurité alimentaire, etc. [...] L'économie libérale dérégulée nous offre comme seul horizon la consommation de toujours plus de biens matériels. La vacuité et la dangerosité d'un tel projet sont évidentes : il épuise la planète, réduit l'homme à un rôle de consommateur et mine la confiance indispensable à toute vie commune. »

Voilà où en sont les responsables d'Eglises chrétiennes aujourd'hui, notamment dans l'Eglise catholique française. Or celle-ci est accusée de tous les côtés : par la gauche, d'être à l'écoute du Medef ; par la droite, de « *ne rien comprendre* » aux dogmes du capitalisme libéral.

L'Eglise catholique est-elle à l'écoute du Medef ? « *Oui, absolument* », disent certains à gauche – et même chez les décroissants. L'un d'entre eux, en 2009, dans un article contre l'encyclique sociale de Benoît XVI *Caritas in veritate*, nous en donnait sa propre interprétation : d'après lui, le Vatican encourageait « *le déchaînement de l'avidité* ». Comment le prouvait-il ? 1. en passant sous silence les textes pontificaux qui critiquent la marchandisation du travail, le rituel de la consommation et le culte de l'argent ; 2. en feignant de croire que le pape et les économistes libéraux donnent la même signification au mot « *développement* » ; 3. en feignant de ne pas voir que l'objectif de la décroissance (« *remettre la paix et la justice au centre de la société, abolir la foi dans l'économie, bricoler une société en tension qui affronte ses imperfections et ses contradictions en se donnant un horizon de bien commun* »), c'est l'objectif aussi de la doctrine sociale de l'Eglise catholique. Et si l'on ouvre l'encyclique de Benoît XVI on y trouve tout à fait autre chose qu'un « *encouragement au déchaînement de l'avidité* » : je ne vois pas comment un décroissant peut reprocher au pape de prôner une économie de la gratuité ! La gratuité est à la société néo-libérale ce que le récidive est à la société d'Ancien Régime : le tabou absolu.

Donc cet article anti-pape n'a rien d'impressionnant. Il n'exprime que l'hostilité intime d'un homme envers le christianisme. Ceci est son problème ; si l'objection de croissance devait s'encombrer de ressentiments personnels, elle aurait encore plus de mal qu'elle n'en a à se faire comprendre.

D'autant qu'elle a effectivement des ennemis à l'intérieur des milieux catholiques ! Mais ce ne sont pas des membres représentatifs de l'Eglise, ni à plus forte raison de ses milieux dirigeants. Plus : leur attitude est en contradiction avec l'évangile et la pensée sociale chrétienne. Ces catholiques français (contrairement aux catholiques italiens, allemands, britanniques ou espagnols) sont crispés dans un réflexe d'hostilité envers toute écologie et toute contestation du système économique.

Comment expliquer cette crispation d'une partie du « public catho », alors que les positions de l'Eglise évoluent (nous l'avons vu) vers une mise en cause des structures du système ? La raison est sociologique : c'est la diminution constante du catholicisme populaire dans ce pays, qui a entraîné mécaniquement une sur-représentation de la bourgeoisie d'affaires dans un certain nombre de diocèses... Un milieu social parle au nom de ses intérêts et de ses habitudes mentales ; c'est ainsi qu'on voit aujourd'hui, en perspective de 2012, s'organiser ici ou là des colloques d'économie ou de politique présentés comme « catholiques » mais ne regroupant que des intervenants venus du CAC 40, des chaires d'enseignement ultra-libérales ou des partis de droite. Ce qui se dit dans ces colloques n'a rien à voir avec les textes d'Eglise que nous avons lus tout à l'heure : mais la visibilité est de plus en plus accaparée, en France, par ces groupes catholiques autoproclamés qui roulent (en fait) pour des intérêts de classe.

Plus grave encore, ces groupes BCBG commencent à regarder avec bienveillance d'autres groupes qui, eux, sont les antennes en France de l'extrême droite religieuse américaine : *Tea Party, American Tradition Institute*, etc ; ce qui se fait de plus en plus borné aux Etats-Unis

(tels les réseaux de désinformation « négationnistes climatiques » financés par ExxonMobil, Texaco ou les frères Koch contre les climatologues et les défenseurs de l'environnement). Cet extrémisme est à double face : d'un côté l'écophobie, de l'autre la xénophobie et la paranoïa de la minorité qui veut se croire menacée sur tous les plans y compris culturel. On en a vu récemment des manifestations. Autrefois elles auraient rassemblé quelques dizaines d'excités ; aujourd'hui, sur fond de crise et de montée des peurs, cet extrémisme est en train de prendre de l'influence sur des catholiques classiques.

Or la véritable aile marchante chez les catholiques est aux antipodes de cette idéologie de peur et de passéisme. C'est aux laïcs catholiques de le faire savoir, et précisément sur le terrain qui nous réunit ici : l'engagement dans la lutte pour le changement radical, économique, écologique, donc politique. Ce qui suppose de lutter ! Non seulement lutter contre les saccages écologiques et sociaux, par exemple avec la mobilisation contre le gaz de schiste ; non seulement lutter contre la désinformation : par exemple contre la campagne des négationnistes financés par les pétroliers pour faire croire que le réchauffement climatique n'existe pas (ou que l'homme n'y est pour rien parce que le système économique est au dessus de tout soupçon³) ; non seulement lutter contre tout ça, non seulement lutter pour de nouveaux modes de vie, mais lutter pour réinventer le politique. Parce qu'il s'agit du bien commun des peuples : et l'outil du bien commun, contrairement à ce que nous racontent les libéraux, c'est le politique.

Cette lutte, il faut la mener au coude à coude, croyants et incroyants : parce que la réalité est la même pour tout le monde. Le rapprochement est-il possible ? Mais oui. Et ça commence à venir. Les exemples se multiplient, surprenants, y compris sur le terrain sociologique. Ainsi, du 11 au 13 novembre 2011 à Paray-le-Monial, 500 personnes (professionnels de santé, responsables d'associations) ont pris part au 10ème colloque de bioéthique organisé sur le thème de la *vulnérabilité* par la communauté de l'Emmanuel. Parmi les intervenants : Pierre d'Ornellas, archevêque de Rennes, responsable du groupe de travail CEF sur la bioéthique, Catherine Perrotin, maître de conférence en philosophie à l'université catholique de Lyon, et Pierre-Yves Gomez, économiste et professeur de stratégie à l'École de management de Lyon. Et voilà ce qui s'est passé :

« Inattendue pour la plupart des participants, la contribution de l'économiste Pierre-Yves Gomez est venue éclairer sous un autre angle les dérives d'une médecine qui se technicise jusqu'à faire la promesse intenable d'une santé absolue et d'une vie sans souffrance. Pour ce spécialiste d'économie politique, on retrouve appliqués à la santé les grands principes de l'économie libérale : un individu libre de choisir ce qui lui semble bon pour lui, et une auto-régulation des intérêts personnels censés conduire à l'intérêt général, sans aucune référence à un bien commun. Dès lors, la médecine n'a plus qu'à dispenser des services pour répondre aux demandes de ses "clients". Et la personne vulnérable ? Elle est un pavé dans la mare d'un système qui finit par oublier sa vocation première de service de la vie. »⁴

Autre exemple, mais cette fois hors des secteurs classiques : un groupe qui vient de se former fait circuler sur Internet un *Manifeste des chrétiens indignés*. Je vous en cite un passage :

« L'appartenance au Christ est une force totale qui ne laisse de côté aucun des aspects de la vie des hommes... Or il existe un vaste champ de transformation sociale largement ignoré des chrétiens, qui trop souvent ignorent que les actuels enjeux politiques vont bien au-delà des nécessaires questions éthiques (défense de la vie). Oserons-nous reconnaître que le constat des injustices criantes qui affectent les populations fragiles de notre terre, et les transgressions contre l'homme et la nature dont nous sommes chaque jour les témoins, sont un appel à transformer les structures mêmes de nos sociétés, et pas simplement à en corriger les effets désastreux ? Le paradigme libéral non seulement ne marche pas, mais il est indigne de l'homme.

C'est notre responsabilité de chrétiens que d'affirmer cela, et de proposer un autre modèle conforme aux exigences de l'Évangile. Nous brûlons de voir les chrétiens se mobiliser sur ce thème, et devenir une force généreuse de changement social. »⁵

Ce texte a été élaboré de façon spontanée par un groupe d'initiative qui s'était rencontré sur le Net (lieu de rencontre pas très décroissant : mais il faut bien se rencontrer quelque part). Ces jeunes ont senti le besoin d'incarner dans la vraie vie les indignations et les espoirs qu'ils partageaient. Leur première rencontre a eu lieu en juin dernier à Paris, dans une salle prêtée par les Missions étrangères ; le groupe est tout de suite devenu un creuset d'idées et de projets qui partaient dans tous les sens. Pour donner un socle à tout ça, l'idée est venue de lancer un manifeste ; l'actualité aidant, le manifeste s'est placé en résonance avec les mouvements d'indignés qui fleurissaient dans les capitales étrangères (mais pas encore en France, où la jeunesse a du mal à se libérer du marketing des comportements). Aujourd'hui le courant des « indignés chrétiens » commence à se faire connaître. Si un soulèvement de la jeunesse prend corps en France dans l'avenir, ce seront des jeunes chrétiens qui en auront été un des premiers symptômes : ça vaut la peine d'être noté.

Comme nous le disions au début, certains refusent cette logique mais elle sera la plus forte, parce que la réalité est la même pour tout le monde malgré les idées fausses et les préjugés. L'histoire va trancher, plus vite qu'on ne croit. D'où l'urgence de dissiper le malentendu entre les objecteurs de croissance et les catholiques lucides.

PS - En janvier 2012 (six semaines après le colloque de *Chrétiens et pic de pétrole*), le cardinal André Vingt-Trois, président des évêques de France, publiait à son tour un petit livre⁶ où il tenait ce propos quasi-« décroissant » :

« Nous ne pouvons pas éluder une question radicale, qui est celle de notre modèle de société... Comment pouvons-nous aider nos contemporains à intégrer dans leurs attentes le fait que notre planète n'est pas un réservoir infini de consommation possible ? Ce qui est en cause, c'est la logique même de notre fonctionnement économique dont le dynamisme repose sur l'expansion indéfinie des revenus et de la consommation... Beaucoup de nos contemporains commencent à comprendre qu'une société plus juste et plus respectueuse de son environnement est nécessaire. Ils comprennent aussi que l'usage plus raisonnable des biens de ce monde appelle à une révision courageuse de nos modes de vie. Il ne s'agit plus seulement de militer pour des thèses vaguement écologistes. Le moment est venu de réfléchir et de décider comment réduire la consommation toujours croissante, souvent au détriment de pays moins développés qui subissent les dommages de notre traitement de la nature... »

1. protestchaplains.blogspot.com

[2.](#) 90 pages (Bayard-Cerf-Fleurus-Mame).

[3.](#) Se souvenir des prises de position du Saint-Siège en faveur de mesures contraignantes de lutte contre les gaz à effet de serre. (En dépit de ce qu'affirment les intégristes, l'Eglise catholique reconnaît le rôle des activités humaines dans le changement de climat. De même, elle critique l'emprise des multinationales OGM sur les petits paysans des pays pauvres. Etc).

[4.](#) Compte-rendu publié sur le site internet de la communauté de l'Emmanuel.

[5.](#) (chretiensindignonsnous.org). Lors de sa deuxième rencontre nationale, en février 2012, le mouvement a décidé de prendre le nom de « Fraternité des chrétiens indignés » pour afficher son identité spirituelle.

[6.](#) *Quelle société voulons-nous ?* (Pocket).

L'explication en terme de *limite* a ses limites

Stéphane Lavignotte

Le thème de la limite a beaucoup de succès chez les objecteurs de croissance. Le Mouvement des objecteurs de croissance a créé une revue qui s'appelle « *Limites* » au pluriel. Dans les ouvrages de Paul Ariès et Vincent Cheynet, une idée se retrouve à plusieurs endroits et a un écho régulier dans le journal « *La Décroissance* ». C'est celle-ci, exprimée par Paul Ariès : « Notre société croissanciste n'est plus capable d'offrir des limites culturelles et symboliques au fantasme de toute-puissance ; aussi, les individus doivent-ils chercher des limites physiques dans la réalité ». Plus concrètement, que seraient ces transgressions de la « loi fondamentale », des limites anthropologiques qui seraient *in fine* les vraies causes de la crise écologique ? Les auteurs peinent à donner des exemples concrets sentant sans doute la pente glissante.

Au titre de l'effacement de la différence des générations, ils citent la disparition des conflits de générations, la société hypercapitaliste comme société adolescentique, qui voient parents et enfants communier dans la consommation, les mères et les filles sombrant dans « la confusion des garde-robes ». Mais que dénoncer dans la transgression de la différence des sexes ? Au nom de la dénonciation de la « déculturation des objets (...) serait-il profitable de revenir par exemple à des objets sexués ? » se demande Paul Ariès avant de répondre par la négative voyant bien que cela aboutirait à dire que la serpillière serait anthropologiquement un objet féminin. Lui et Vincent Cheynet affirment à de nombreuses reprises leur engagement pour l'égalité hommes-femmes. Il reste la question de l'homosexualité, là aussi prise avec des pincettes. Vincent Cheynet écrit : « L'altérité des genres hommes-femmes est structurante pour le psychisme de l'enfant. (...) Nier ces altérités n'a rien d'un progressisme, bien au contraire. (...) Ce n'est pas faire acte de lutte d'homophobie que de faire un déni de l'altérité homme-femme, comme ce n'est pas lutter contre le racisme que de nier nos différences ». On appréciera le jeu des doubles négations à défaut de ne pas s'y perdre. Vincent Cheynet regrette que porter un regard critique sur le mariage ou l'adoption homosexuelle « vous classe (...) dans le camps de la « réaction » donc du « mal » ». Et certes, aujourd'hui, dans le champ politique, il n'y a plus qu'à droite de Roselyne Bachelot que se recrutent les opposants au mariage gay. Pour autant, je rassure Vincent Cheynet, je ne le classe pas à l'extrême-droite et le débat ne doit pas être empêché sur ce sujet là.

Paul Ariès quand il critique le « narcissisme des petites différences » cite la culture gay et la culture rap, et quand il dénonce la mondialisation marchande qui entraîne la « standardisation des pratiques sexuelles (qui) contribue à fixer les codes amoureux d'une sexualité dite normale » cite des pratiques minoritaires (notamment homosexuelles mais pas seulement) comme le sado-maso, l'urophilie, l'échangisme, le mélangisme, les back-rooms, le bareback... Je pourrais expliquer plus tard en quoi consiste ces pratiques, mais pour l'instant ce serait un peu long et il y a ici quelques oreilles chastes... Voilà au bout du

compte de bien pauvres exemples, concernant bien peu de monde, pour illustrer « *la grand catastrophe* » (expression de Paul Ariès) de la fin de la différence des sexes dans la différence des générations, qui conduirait rien moins qu'à « l'effacement du sujet individuel au profit de la sérialisation », à l'essor des conduites à risques individuelles (drogues, accidents, délinquance, sectes...) ou collectives avec notre écologiquement catastrophique course à la croissance sans limite.

Où s'enracinent ces idées ? D'où viennent ces raisonnements ? Paul Ariès donne en référence de son raisonnement les freudo-marxistes Wilhelm Reich et Herbert Marcuse, mais surtout le psychanalyste lacanien belge Jean-Pierre Lebrun, interviewé à deux reprises dans *La Décroissance* et auteur du livre « Un monde sans limites », édité pour la première fois en 1997.

Que dit donc Jean-Pierre Lebrun ? Le père – loi, altérité et tiers – en étant contreponds à la mère, en interdisant l'inceste et en transmettant l'obligation de la différence des sexes dans la différence des générations, permet à l'enfant de devenir un sujet, un être parlant. Mais le rôle des pères est affaibli à la fois par l'égalité légale croissante des mères dans la famille et par l'affaiblissement de sa figure sociale par une science (productrice d'un symbolique « virtuel » et maternel dans lequel « tout est possible ») devenue le centre de l'organisation de la société à la place des figures patriarcales de Dieu et du Roi. Dans ce monde « sans place pour le père » selon Lebrun, les enfants sont mis en danger par « l'engluement », « l'envahissement de la figure maternelle » : « un homme ne serait plus nécessaire que comme breloque fonctionnelle (...) toute la curiosité infantile se verrait tuée dans l'œuf. C'est le ressort même de son questionnement, et donc aussi de la pensée, qui en serait alors éteint ». Au contraire, Jean-Pierre Lebrun s'enthousiasme qu'au Maroc, le prénom de l'enfant d'une fille-mère ne soit pas choisi par la mère mais par l'employé de mairie : « Là où l'Etat constate qu'il n'y a personne pour venir occuper la place de sortir cet enfant des jupes de sa mère, il prend lui-même l'affaire en charge »... En Occident, malheureusement, ce triangle œdipien sans père se serait introduit dans le social, d'où une société sans interdit ni limite (seulement des empêchements) et des sujets espérant obtenir « le beurre et l'argent du beurre » : « Seul le manque de moyens financiers amène à mettre une limite aux revendications des citoyens. (...) Autrement dit, qu'il n'y a plus de bonbons dans l'armoire. (...) C'est la suprématie du tout ou rien ». Les néolibéraux qui imposent actuellement de lourdes cures d'austérité aux peuples grec et espagnol apprécieront cette austérité qui n'a rien de calviniste.

C'est cet affaiblissement du père, gardien de toutes les limites, donc de la symbolisation qui entraînerait tous les malheurs du monde, et Jean-Pierre Lebrun les cite au fur et à mesure de son ouvrage dans une liste impressionnante : développement des sectes, du fanatisme religieux, dévalorisation du mariage et de la filiation, délégitimation du politique (représentatif s'entend), dérives du politicaly correct, victimisation, racisme, inceste, meurtre, abus sexuel, exclusion sociale, comportements à risques, fuite dans les jeux vidéos, développement des personnes en état limite, addictions... On sera rassuré donc sur la nocivité du capitalisme, ce n'est pas sa faute si tout va si mal, c'est celle des femmes et des homosexuels dont on découvre toute l'étendue du pouvoir.

Mais d'où vient selon Lebrun cette dérive si grave ?

S'éloignant de « l'âge d'or de la monarchie paternelle » au XVII^e siècle, la révolution française porta « en son sein cette potentialité cancéreuse de réalisation effective sous la forme des totalitarismes historiques que nous avons connus ». La catastrophe se réalise pour lui au lendemain de la Seconde Guerre mondiale (les Trentes Glorieuses...) quand « dans le même mouvement, (...) le savoir des sciences prend la place du maître, que s'accomplit la mort de Dieu et de son représentant, que les femmes entrent vraiment en politique (...) - le féminisme, en prônant l'égalité des femmes et des hommes, est dans la droite ligne de ce programme - et que le slogan de Mai 68, « il est interdit d'interdire ! » signe son accomplissement »...

Le rétablissement des limites traditionnelles du père, du pape et du roi serait donc nécessaire sinon, selon l'expression consacrée : *passé les bornes*, il n'y a plus de limites et tout fout le camp mon bon monsieur, la chasse, la pêche, la tradition et la planète avec.

Par quel bout reprendre ce sac de noeuds catastrophique et réactionnaire dont on se demande comment il a pu inspirer une partie du mouvement de la décroissance ?

Et bien, je vous propose de reprendre les choses pas à pas.

Oui, tout individu, toute vie en société a besoin de limites, de règles, de morale. Véronique Hervouët, va le développer, je suis d'accord avec elle.

Oui, la terre a des ressources limitées. La société capitaliste et industrielle, depuis son développement thermo-industrielle au XVIII^e siècle est dans une croissance qui ne connaît aucune limite : tout forme de vie est réduite à une carrière à exploiter. Les conséquences écologiques, sociales et spirituelles de sa croissance ne semblent à aucun moment l'arrêter.

Mais faire le lien sans prudence entre ces deux aspects mène à la vision délirante des citations de Jean-Pierre Lebrun que je vous ai lu et qui a gravement pollué, à mon avis, la pensée de l'objection de croissance depuis un certain temps.

Il y a plusieurs problèmes :

1- Problème méthodologique. Peut-on ainsi partir de la psychologie des individus et l'extrapoler sans plus de précaution au social ? Dire : un individu qui ne connaît pas de limite dans sa construction personnelle va produire des comportements à risque pour chercher dans le social les limites qui lui manque. Puis enchaîner : pour les sociétés, c'est pareil, parce que les règles de vie ensemble évoluent, la société va collectivement chercher dans des comportements à risque comme la pollution ses nouvelles limites, c'est un raccourcis dangereux, qui fait l'impasse sur le spécifique du social par rapport au psychologique. On peut aimer la psychanalyse et même en être un usager comme moi, et se dire que ce passage brutal de l'individuel au collectif sans les médiations des sciences sociales est un très imprudent saut méthodologique. C'est faire comme s'il n'y avait pas d'autres disciplines, par exemple l'économie ou la sociologie, qui donnent des explications un peu plus convaincantes pour expliquer la course en avant dans la destruction mercantile de la planète : la course au profit, le capital qui cherche des cercles toujours plus larges pour s'investir, etc.

2- Problème historique. La société de croissance démarre à la fin du XVIII^e siècle avec la machine à vapeur et s'accélère avec la société de consommation des Trentes Glorieuses. Mettre ces deux temps d'accélération sur le dos de la lutte des femmes, qui ne démarre réellement qu'avec les suffragettes au XIX^e siècle et de celles des homosexuels, pas significative avant les années 70, ne collent pas exactement chronologiquement. De plus, la société industrielle et de consommation a joué un rôle ambigu, par exemple, pour les femmes : d'un côté, des éléments de libération en leur permettant l'accès au travail, de l'autre, une réaffirmation de l'assignation de genre, par exemple par leur rôle au foyer : c'est à elles qu'on vend les machines à laver et autres bonheurs par l'électroménager. Donc c'est toujours à elles de faire le ménage. En 2010, malgré le soi disant effondrement du père et le fantasmagorique danger de l'engluement du monde par les mères, les femmes consacrent toujours 1h30 de plus par jour que les hommes aux activités domestiques, temps inchangé pour les hommes en 11 ans. Ouf ! Tout ne s'effondre pas : le père est toujours au centre de la pièce en train de lire son journal. Si, il y a un changement, il ne lit plus le journal, il regarde son ordinateur...

3 – Problème sociologique. Ces analyses confondent allègrement les discours dominants dans la société et la réalité vécue par les gens. Si la publicité et la science vantent effectivement un « monde sans limite », la réalité de la très grande majorité des personnes reste une accumulation de limites, particulièrement en temps de crise ; ce que je vois, moi, comme pasteur travaillant en milieu populaire : difficulté à boucler les fins de mois, loge-

ments exigus et chers etc. N'est-ce pas justement parce qu'elle présente un monde où les désirs sont illimités et leur satisfaction immédiate à des personnes confrontées sans cesse à des limites que la publicité est à la fois efficace et violente ? Une certaine vision psychanalytique du monde qui se représente les humains comme des êtres aux pulsions toujours sans limite fait l'impasse sur l'apport de la sociologie qui montre que les besoins sont aussi des construits sociaux et que s'ils peuvent être déchaînés par l'influence de la publicité, ils sont aussi réorientés par d'autres sphères plus créative et vivante du social, de la culture, de la politique. A entendre certains psychanalystes, on pourrait croire qu'ils ont oublié le concept freudien de sublimation.

Ce décalage entre discours sur les limites et limites vécues n'est pas moins fort dans la problématique de la parentalité homosexuelle. Je parlerai là aussi d'après mon expérience d'accompagnement de couples LGBT notamment pour des bénédictions à l'occasion du PACS. La revendication des couples homosexuels à être reconnus dans leur parentalité est souvent prise comme exemple de la volonté de méconnaître les limites. C'est faire fi qu'en dehors même des inégalités de droits, les couples homosexuels sont confrontés à la même limite dans l'efficacité des techniques de Procréation médicalement assisté (PMA), soit 80% de couples en échec et donc aux mêmes souffrances et aux mêmes risques d'explosion des couples. S'il y a quelque chose à dénoncer en terme de limite dans la PMA, ce n'est pas l'accès aux personnes LGBT, c'est la machine à souffrance qu'elle représente pour les couples homos et hétéros, la machine à normer qui fait croire qu'on ne serait pas un vrai couple si on n'a pas d'enfant. L'image d'une science sans limite mais une réalité très limitée dans son efficacité, les couples payant ce décalage au prix fort. Enfin, il faut vraiment prendre les personnes LGBT pour des imbéciles pour penser qu'elles ne savent pas et ne reconnaissent pas qu'il y a la différence des sexes : la preuve c'est que pour avoir des enfants, elles font appel à l'autre sexe et qu'en général elles ont eu des parents hétéros...

Oui, la limite est nécessaire. Mais, elle ne peut pas être l'alpha et l'oméga de la réflexion ni des objecteurs de croissance, ni des chrétiens, ni des psychanalystes. L'air est indispensable mais si vous n'avez que cela, ni eau, ni nourriture, ni amour, vous ne vivez pas longtemps. Pire, si vous avez des bulles d'air dans le sang, vous risquez l'accident cardiaque. Pour les limites : ne penser que par la limite n'est non seulement pas suffisant, mais si elles deviennent l'alpha et l'oméga de la vie individuelle et sociale, vous risquez l'accident intellectuel et social.

Plusieurs autres concepts me semblent indispensable pour penser la crise environnementale, spirituelle et de civilisation :

Le concept de toute-puissance. Il est différent de celui de limites. Ou plutôt il est le complément d'objet direct de la limite : limiter, oui mais quoi ? Limiter la toute puissance. Dans la société patriarcale, les limites étaient bien marquées entre les sexes et les générations. Mais en même temps, la toute-puissance de l'homme sur l'enfant et la femme n'avait que peu de limites. N'est-ce pas cette toute-puissance du mâle qui se retrouve dans le viol de la planète par le capitalisme et la technique ? C'est en tous cas la conviction du grand théologien Jürgen Moltmann. Moins que la question de la vision anthropocentrique du monde que les chrétiens aurait substitué au sacré traditionnel de la nature, le problème serait, selon lui, plutôt dans celle de la nouvelle conception du Dieu de la Renaissance : Dieu est le Tout-puissant, cette toute puissance est l'attribut caractéristique de sa divinité. C'est pour cette raison que son image sur terre, l'homme – de sexe masculin précise Moltmann – doit tendre à la puissance et à la surpuissance pour acquérir sa divinité. Moltmann écrit : « Ce n'est pas la bonté et la vérité, mais la puissance qui devient le prédicat le plus noble de la divinité ». Cette puissance, cette tentative de devenir Dieu, l'homme va l'acquérir par la science et la technique.

Dans la Bible - texte pourtant au combien patriarcal - s'il y a une grande diversité de familles (aucune d'ailleurs ne ressemblant à la famille nucléaire sacralisée par les églises et les

psychanalystes) il y a en revanche un fil rouge : la lutte des femmes et des enfants contre la toute-puissance du père et la recherche de la justice. Le risque de la toute-puissance – et la nécessité de lui mettre une limite – est inhérente à toutes les réalités sociales, l'homosexualité comme l'hétérosexualité, le patriarcat comme le matriarcat, les églises comme les groupes de rap, Charlie Hebdo comme Civitas ou le CCFD et même dans vos groupes de parole tout à l'heure, il y a sûrement eu des gens qui prenaient toute la place et ne laissaient pas parler les autres... La limite posée à la toute puissance – de la technique, des marchés, des médias, de la mode... - la recherche de la non-puissance, revendiquée par Jacques Ellul, inspirée par les évangiles, me semble plus précis que la défense tout azimut et sans discernement des « limites ».

Il n'y a pas que la limite, il y a aussi l'institution, les habitudes et la grâce. Dans les raisonnements qui ne parlent que de limite, on a l'impression qu'il est oublié que dans la société, il n'y a pas que la loi qui dit « non », il y a aussi les institutions qui soutiennent et permettent d'inventer de la vie. L'école, ce n'est pas que les contraintes du maître et de la vie en groupe : c'est l'apprentissage, la découverte, la construction de liens sociaux, un individu qui grandit. La vie en société, ce n'est pas que les règlements et la loi, c'est aussi les habitudes qu'on prend ensemble, les vertus. C'est la Sécurité Sociale et La Poste, formes cachées de la charité comme l'écrivait Paul Ricœur.

La Bible, ce n'est pas que la Loi, c'est aussi l'amour, le pardon, la grâce. Jésus est même celui qui annonce la fin de la loi au profit du pardon et de l'amour, en invitant au changement intérieur plutôt qu'à l'application rigoriste et hypocrite de la loi.

Nous sommes poussées aux limites parce que la société nous remplit d'inutile. La réponse face au vide et à l'énerverment, c'est peut-être « être *grat* ». Non pas gras avec un « s » pour nous remplir de choses qui nous font déborder, mais être *grat* avec un « t », comme gratitude. Être capable de dire merci, d'apprécier ce qu'on a déjà pour pouvoir voir que c'est le suffisant et que donc on n'a pas à courir vers le toujours plus. Plutôt que sans cesse poser des limites, mettre un sur-moi, de l'interdit, pourquoi ne pas aider à prendre plaisir à être sobre, à aimer ce qu'on a, en un mot à pouvoir vivre et recevoir la grâce de Dieu ?

Ce débat ne s'illustre-t-il pas particulièrement par le sens que l'on donne au terme *norme* ? Au sens où on l'entend le plus souvent, la *norme* est seulement un équivalent de la loi et de la limite. Serait anormal ce qui ne serait pas dans la moyenne ou ne respecterait pas un idéal décidé, on ne sait d'ailleurs par qui. Georges Canguilhem, philosophe des sciences et de la biologie, en donne un autre sens qui a inspiré aussi bien Michel Foucault qu'une psychanalyste comme Sabine Prokhoris ou un sociologue comme Guillaume Leblanc. La « norme » de Canguilhem est, comme l'explique Sabine Prokhoris, moins « une sorte de configuration et de format standard de l'existence et de la constitution psychique auxquels on serait prié de se conformer » (le normal) que comme un « normatif » capable d'instituer sans cesse de nouvelles normes vitales et de nouvelles « allures de vies », dans « un processus adaptatif, caractéristique du vivant dans son environnement, les situations de ruptures d'équilibres, incessantes à plus moins grande échelle, entraînant la nécessité d'une réinvention normative » permanente. Notre squelette, s'il est trop rigide, nous fait mal, au dos ou ailleurs. Si notre cage thoracique grandissait de manière monstrueuse, elle deviendrait une prison. Mais notre squelette quand il va bien, nous porte, nous permet d'adapter notre marche, nos muscles quand par exemple, c'est mon cas, on a le bassin bancale. La norme dans le sens du « normatif » et pas du « normal » nous rend capable ainsi d'affronter les obstacles et d'en triompher, d'aimer et de travailler. Bref, d'inventer de la vie.

Le mouvement de la décroissance ne devrait-il pas se méfier de cette vision du monde qui repose sur une vision de la loi symbolique en terme quasiment transcendant, et s'appuie là-dessus pour rejeter l'égalité des droits pour les personnes LGBT ? Le mouvement de la

décroissance ferait bien de se pencher un peu plus sur ce que cette revendication d'égalité des droits dit de l'évolution des valeurs d'une grande partie de la communauté LGBT : faut-il regretter que ceux que le rejet de la société avait poussés dans les bras de la consommation donnent aujourd'hui de plus en plus d'importance à la place du lien, aux projets familiaux, au lien familial, au lien social, bref, aux liens plus qu'aux biens ? Ne peut-on voir l'évolution du genre comme une de ces évolutions du normatif, des normes nouvelles, dans un processus adaptatif propre à la vie, une création continue qui se diversifie dans les formes du vivant, une forme créative de la diversité dans le mouvement propre à notre espèce : et la diversité, c'est ô combien une valeur de l'écologie. D'ailleurs, l'arc-en-ciel dans le logo de « chrétiens et pic de pétrole » pose un lien avec le symbole LGBT du « drapeau arc-en-ciel ». L'arc-en-ciel, c'est le symbole de l'alliance avec *toute* la création pour réinventer la vie après le déluge.

Aujourd'hui, l'écologie n'est-elle pas en train de se faire détester par la majeure partie de la population, l'objection de croissance ne s'est-elle pas aliéné une partie des militants, parce que - mettant la pression sur les personnes faute d'arriver à révolutionner le système économique, obliger les gens à trier leurs déchets faute d'avoir su contraindre les industriels à en limiter la production - elle n'apparaît plus que comme un nouveau sur-moi, une nouvelle police des habitudes, un nouveau flicage du quotidien, alors que dans les années 1970, elle savait justement inventer des nouvelles allures de vie, des nouvelles habitudes, redonnait à percevoir ce que le monde nous faisait et ce que nous faisons au monde ?

Les concepts juridiques sont des concepts théologique laïcisés écrivait Carl Schmidt. La conception que nous avons de la norme, la place que nous donnons à la limite, ne traduit-elle pas la vision que nous avons de Dieu, même incroyant ? Le Dieu tout puissant et patriarcal qui a été la justification de tous les dominants de la terre et de la destruction actuelle de la création. Ou alors, le Dieu créateur qui donne des limites dans lesquelles l'humain invente sa vie avec le reste de la création, sur une terre dont il a la responsabilité, en cherchant la justice, en inventant sans cesse des nouvelles normes de vie. L'Évangile de Jésus-Christ, de la non-puissance et de l'amour me fait choisir sans hésiter le second.

Notes à la page suivante

Notes

- 1- Ariès Paul, *La décroissance*, 2008, op. cit., p. 74.
- 2- Ariès Paul, *Le mésusage*, op. cit., p. 120.
- 3- Ibid., p. 80.
- 4- Ibid., p. 80.
- 5- Cheynet Vincent, *Le choc de la décroissance*, Seuil 2008, op. cit., p. 203.
- 6- Cheynet Vincent, « La décroissance est-elle de droite ou de gauche ? », in *La décroissance*, décembre 2005
- 7- Ariès, Paul, « le sexe mondialisé », in *La décroissance*, juillet-août 2007.
- 8- Urophilie : souiller ou être souillé par l'urines ou les excréments de son partenaire, mélangisme : version esthète, anti-pornographiques et « safe » de l'échangisme, backs-rooms: lieux de relations sexuelles à l'arrière de certains bars gays, bareback : relation sexuelle volontairement non protégées.
- 9- Ariès Paul, *La décroissance...*, op. cit., p. 77.
- 10- Ibid., p. 228.
- 11- Lebrun Jean-Pierre, *Un monde sans limite*, Toulouse, Editions érés, 2009, p. 59.
- 12- Ibid., p. 47.
- 13- Ibid., p. 28.
- 14- Ibid., p. 14.
- 15- Ibid., p. 58.
- 16- Ibid., p. 148.
- 17- Ibid., p.134.
- 16- Ibid., p. 148.
- 17- Ibid., p.134.
- 18- Ibid., p. 267.
- 19- Ibid., p.195.
- 20- Ibid., p. 257.
- 21- Jürgen Moltmann, *Le rire de l'univers*, Le Cerf, Paris, 2004, p. 30
- 22- Prokhoris Sabine, *Le sexe prescrit*, Paris, 2000, Flammarion, p. 192.
- 23- Ibid., p. 193.

Libre-échange, libre-échangisme

Recto et verso de l'ultra-libéralisme

Véronique Hervouët

Dans le contexte d'anomie que nous traversons, il est devenu nécessaire de redéfinir certains concepts. Par exemple le terme « conservateur », qui réfère au « conservatisme » politique. Le Larousse nous dit qu'il est « *l'état d'esprit de ceux qui sont hostiles aux innovations politiques et sociales* ». Généralement utilisé de façon péjorative, ce terme est souvent associé à des qualificatifs aggravants tel que « réactionnaire ». De ce point de vue, tout ce qui s'oppose au « conservatisme » et aux « conservateurs » est implicitement investi de valeurs positives : progrès, ouverture, créativité, humanisme...

Ces conceptions sont liées au contexte de leur émergence historique, en marge de gouvernements conservateurs ; ceux qui ont caractérisé la société chrétienne, plus particulièrement catholique. Mais cette conception du conservatisme est complètement faussée dès lors où le pouvoir politique n'est plus conservateur, comme c'est le cas aujourd'hui. Il suffit pour s'en convaincre de considérer les changements profonds intervenus dans nos vies comme dans le paysage politique et social. Les beaux esprits se plaisent à évoquer cette mutation en parlant de « société post-chrétienne » sans juger utile de s'en expliquer et sans que personne n'y voit rien à redire.

Société chrétienne, société « post-chrétienne »

Ces non-dits qui se supportent d'implicites évidences méritent toujours d'être interrogés. En l'occurrence, qu'est-ce qu'une « société post-chrétienne » ? Aucune réponse ne saurait être donnée sans que soit précisé en quoi consistait la société chrétienne.

La société chrétienne était structurée par l'Interdit « judéo-chrétien ». Ce terme désigne la conception négative de la jouissance qui spécifiait la culture chrétienne et qui se traduisait sur le plan éducatif par une forte contrainte exercée de façon égalitaire sur les pulsions et désirs individuels. La cohésion sociale et l'intérêt général étaient assurés dans ce cadre par des limites assignées à la liberté de chacun et par des normes référant à des valeurs que les institutions avaient pour mission de faire respecter et transmettre.

Les rigueurs de l'éducation chrétienne ont été productives en ce sens qu'elles ont engendré une culture du travail, de la créativité et une pensée critique de très haute efficacité. Mais la forte pression sur les pulsions qu'elles nécessitaient a suscité des rébellions historiques – la Réforme protestante – et de très nombreuses réactions négatives individuelles qui se sont accentuées au fur et à mesure que s'est développé l'individualisme.

Sous cette pression, s'est produit un assouplissement des structures éducatives et sociales qui a permis finalement de développer une marge appréciable de liberté individuelle. Mais, pour des raisons que nous allons voir, ce processus de sape de l'Interdit n'en a pas moins continué à se perpétuer.

Ce mouvement s'est accéléré avec l'avènement de la société de consommation et de son mot d'ordre qu'est *l'Impératif de jouissance*. Ce mot d'ordre qui sollicite les pulsions, flatte les désirs et légitime leur satisfaction, détermine l'idéal d'une *liberté sans limites* qui a causé la fusion des idéaux libertaires avec l'ultralibéralisme, c'est-à-dire l'idéologie libérale-libertaire qui propulse aujourd'hui la mondialisation économique et financière. Relayé depuis trois décennies du haut en bas de la pyramide sociale par l'appareil médiatique et publicitaire, ce mot d'ordre a eu pour effet de balayer notre héritage éducatif et culturel en légitimant pleinement la jouissance ainsi que sa métaphore matérialiste et monétaire qu'est le Profit. En faisant de la jouissance le critère majeur de la réussite individuelle, il a exacerbé l'individualisme, laminé les ancrages collectifs et subverti en profondeur le lien social.

Processus d'inversion des valeurs et aliénation de la pensée

Cette inversion du mot d'ordre fondateur judéo-chrétien n'a pas seulement révolutionné notre mode de vie, l'organisation sociale, notre relation intime à l'existence. Elle a aussi occasionné un court-circuit dans les structures de la pensée en invalidant tous les concepts philosophiques ainsi que le système de valeurs qui s'y rapportait. Cet affaiblissement du Sens a des répercussions multiples dans le champ politique et culturel, notamment la paralysie de la pensée critique, et l'improductivité des débats. Sur ces décombres triomphe un relativisme culturel qui se caractérise par *l'impossibilité ou le refus de discerner les valeurs*. Au point de promouvoir leur inversion. Pour prendre la mesure des conséquences de ce naufrage, il est primordial de redéfinir ce que sont *les valeurs*. Les valeurs sont les critères d'évaluation du Bien et du Mal sur lesquels se fonde une société pour déterminer son orientation sociale, politique, culturelle, c'est-à-dire civilisationnelle. Elles en sont la boussole et les garde-fous. Elles participent de l'élaboration, du respect et de la transmission de *normes* qui ont pour mission d'assigner un cadre – *des limites* – au champ d'action des différentes composantes humaines de la société. Mais ces critères s'avèrent fort différents d'une civilisation à l'autre.

Du point de vue de la société occidentale, des Lumières et des Droits de l'Homme, inspirés par l'égalitarisme chrétien, l'évaluation du Bien et du mal s'élabore à l'aune du critère d'*humanité*. Le Droit occidental qui s'y adosse se spécifie d'*opposer des limites à la voracité des plus forts pour garantir le droit des plus faibles*¹

En optant, au nom de l'efficacité scientifique et marchande, pour des « valeurs » comptables et un relativisme culturel sans critère éthique, la société occidentale a répudié *l'humanisme* qui est issu du meilleur de ce que le christianisme avait engendré : *ces valeurs de justice, d'égalité et de solidarité*, qui donnent sens au concept d'*intérêt général*.

L'effacement des valeurs, du sens qu'elles donnent à la vie individuelle et sociale, la confusion du bien et du mal qui s'en déduit, sont les vecteurs d'une auto-destruction civilisationnelle que l'on peut qualifier d'*anti-christianisme*. C'est aussi la cause structurelle de notre impuissance à y résister. Cette aliénation de la pensée se signale notamment par une prolifération de contradictions, absurdités et oxymores dans le discours public.

En l'occurrence et pour revenir à notre propos de départ : quel sens pouvons-nous accorder à des « rébellions » auto-proclamées « anti-conservatrices » quand celles-ci émanent des instances mêmes du pouvoir depuis une trentaine d'années ?

Du social au sociétal : substitution des conflits identitaires à la lutte des classes

Sur le site du club de réflexion de Dominique Strauss-Kahn intitulé « *A gauche en Europe* », on peut lire une déclaration d'une politologue (2) qui expose en quelques mots en quoi consiste cette mutation et comment elle a été imposée par voie institutionnelle.

« *Entre 1967 et 2001, une douzaine de grandes lois ont fait passer notre pays d'un ordre post-vichyste (révérant un modèle procréateur, adulte, hétérosexuel et parfois violent) à un ordre post-soixante-huitard. Ces lois ont été adoptées au terme de débats et combats très vifs et la question se pose de savoir dans quelle mesure elles étaient à la remorque de la demande sociétale et également si elles n'ont pas elles-mêmes produit des effets libérateurs et en quelque sorte imposé de nouvelles normes à des individus ou des groupes qui ne leur étaient pas favorables.* »²

Nous découvrons dans ce propos comment une minorité active, en accédant aux manettes institutionnelles, a imposé des mutations « sociétales » conformes à ses idéaux, à l'opportunité de l'affaiblissement du consensus majoritaire sur les normes, c'est-à-dire du discredit des valeurs éthiques qui les supportent.

Le terme « sociétal » mérite d'emblée quelques explications. Il s'est imposé dans le discours politique quand les partis dits de gauche se sont ralliés à la politique mondialiste ultra-libérale et se sont trouvés ainsi dans l'impossibilité de défendre l'éthique de justice économique et sociale qui était historiquement la leur. Ils se sont alors appliqués à faire passer comme des objectifs politiques et des quêtes politiquement recevables des revendications de jouissance relevant du domaine de l'identité, de l'intimité. Cette habile substitution des revendications identitaires à celles de la lutte des classes est de première importance pour les aristocraties gouvernantes car elle divise les peuples et les détourne des revendications de justice économique.

Dans les deux modèles sociétaux présentés par notre politologue, nous reconnaissons d'une part le modèle chrétien, négativé par le terme « *post-vichiste* » et disqualifié en tant qu'« *hétérosexuel, adulte, procréatif et parfois violent* ». Et d'autre part le modèle « post-chrétien », qualifié ici de « post-soixante-huitard », qui s'inscrit en opposition positive au premier sans autre explication. Nous en déduisons logiquement qu'il s'agit d'un modèle *homosexuel, infantile, stérile et non-violent*. Ce qui est assez conforme à l'infléchissement donné à la société contemporaine par voies institutionnelle, politique, judiciaire et médiatique. A l'exception près de la non-violence. Car la violence est de toute évidence en pleine expansion aujourd'hui.

Posons-nous maintenant la question de savoir pourquoi ce modèle « post-soixante-huitard » est considéré comme meilleur que l'autre. On peut en avoir une idée si l'on se réfère à son mot d'ordre qu'est l'Impératif de Jouissance. Concernant l'emploi positif du terme *stérile* : ne faut-il pas y entendre l'ambition que le sexe soit plus jouissif quand en est exclue sa dimension procréative ? Quant à la promotion du statut *infantile*, ne rend-elle pas compte de l'idéalisation d'une vie plus instinctuelle, déculpabilisée et donc plus jouissive si l'Humain était libéré des contraintes de l'éducation qui structure les adultes ?

Projection des images-symptômes & propagande

Pour ce qui est du « modèle homosexuel », nous arrivons au point névralgique et passionnel de l'idéologie libérale-libertaire : l'émergence au niveau politique de la problématique de la différence sexuelle.

Manque à Être et manque à Avoir : les deux versants du phallocentrisme

Cette problématique quelle est-elle ? Elle résulte du ravage occasionné par la pratique du langage dans la programmation instinctuelle de l'être humain. Ce dévoiement de l'état de nature intervient dès la construction du sujet. Celui-ci étant interpellé comme tel dans la relation inter-subjective, elle instaure en lui une incomplétude, un manque déconnecté du besoin que l'on appelle le désir³. Le langage, étant accordé lors de ses balbutiements infantiles au désir de la mère, affecte à son objet un symbole unique et prestigieux qui rejaillit positivement ou négativement sur l'enfant selon qu'il est désiré ou non-désiré par sa mère. Ce qui a pour conséquence de légitimer le sujet humain dans l'identification à l'objet du désir de sa mère ou de l'exclure. « Être ou ne pas être... », telle est la question à laquelle est suspendue la « dignité » du sujet humain. Mais être quoi ? La découverte de la différence sexuelle anatomique, qui est en premier lieu la découverte de ce qui manque à la mère, apporte à l'enfant la réponse. Mais elle fait aussi basculer la problématique primordiale de « l'Être » vers celle de « l'Avoir » où le sujet est appelé à s'identifier sexuellement. « Avoir ou ne pas avoir », telle est l'alternative. Cette conception phallocentrée de la différence sexuelle, qui est engendrée par la pratique du langage, structure le psychisme de tous les êtres humains et par extension (mais à des degrés divers) les dispositifs institutionnels de toutes les sociétés humaines. Ce phallocentrisme a pour conséquence de perturber irréductiblement la relation entre les sexes.

Le modèle normatif chrétien

Dans le contexte éducatif chrétien, la découverte de la différence sexuelle est un moment essentiel car elle permet de destituer la mère de sa position de toute puissance et d'introduire la Loi du père. Investi dès lors de la position de prestige, le père devient modèle et rival pour le fils et objet de séduction pour la fille. L'échec du désir de l'enfant permet l'ouverture d'une période dite de latence, propice à la sublimation, c'est-à-dire à la créativité et à l'apprentissage des savoirs. C'est à l'issue de cette période et à la faveur des poussées hormonales de l'adolescence que le désir refait surface. Il incite l'enfant à s'affranchir de l'interdit paternel, à renoncer à son objet incestueux en se reportant vers un objet de désir choisi hors du cercle familial. Cette configuration liée à cette chronologie montre que l'avènement du désir du sujet, qui permet son affranchissement, est lié structurellement à l'énoncé de l'Interdit. Ce modèle normatif, aujourd'hui en cours de désintégration, est loin d'être universel et fait même exception.

Le modèle normatif majoritaire est en effet celui des sociétés traditionnelles

Dans la plupart des sociétés humaines, les interdits vont dans le sens d'une moindre pression sur les pulsions. Le phallocentrisme s'y manifeste explicitement par la prévalence du sexe mâle, une application inégalitaire des interdits et contraintes, qui se concrétisent par l'affectation d'un statut inférieur aux femmes. La « dignité » du sujet est conditionnée à l'appartenance au sexe masculin. Mais cet ancrage de la dignité du sujet dans la réalité biologique ne suffit pas à contrevenir aux effets déstabilisants de l'incomplétude subjective. C'est pourquoi ces sociétés éprouvent la nécessité d'*authentifier la dignité masculine par la disqualification ostentatoire de l'Autre*. Autrement dit : la dignité de l'un ne saurait s'affirmer avec certitude sans que soit affirmée l'indignité de l'autre. C'est ce qui fait du sexisme le prototype de la relation dominant/dominé, quelles qu'en soient ses formes : sexuelles, raciales, sociales, ethno-religieuses ou économiques. Cette procédure archaïque, qui consiste à faire supporter à l'Autre la charge du manque et de l'indignité, constitue pour ceux qu'elle épargne un écran à leur propre faille subjective et aux frustrations qu'elle engendre.⁴

Effacement du modèle chrétien et résurgence des archaïsmes identitaires

La problématique de la différence sexuelle que nous venons brièvement d'exposer permet de comprendre pourquoi les difficultés inhérentes à l'identification sexuelle retentissent sur l'ensemble des relations humaines et les oriente vers une organisation sociale archaïque qui légitime les rapports de domination.

C'est cette inclination délétère de l'humanité qui compromet toute possibilité d'atteindre à une société idéale. C'est pourquoi les sociétés humaines ne sauraient être considérées aux idéaux qu'elles proclament mais à l'usage concret qu'elles en font. Et il y a loin des idéaux aux réalités... Ce sont donc ces réalités humaines que les lois doivent prendre en compte pour pouvoir statuer dans l'intérêt de tous. La réussite du modèle socio-éducatif chrétien, qui s'appliqua à maîtriser ces archaïsmes avec un certain succès, tient à la prise en compte de cette réalité humaine. Il est logique que ces archaïsmes ressurgissent à l'opportunité de l'effacement du christianisme.

Ainsi en est-il des insurrections identitaires, qui sont portées par les exigences de l'Être et la problématique sexuelle qui les sous-tend. Elles en présentent toutes les caractéristiques : un style impérieux et violent, une formulation victimaire exprimant un sentiment de privation et d'humiliation – c'est-à-dire d'outrage à la « dignité » phallique.

Contrairement aux revendications de la lutte des classes qui s'expriment et peuvent se solutionner dans le champ économique, les revendications identitaires ne peuvent trouver de réponse satisfaisante à leur quête de « dignité » que dans le cadre de rapports de domination. Car il en est de la « dignité » de l'Être comme du symbole phallique : rien ne permet mieux de l'attester que de s'en assurer le privilège par *la privation de jouissance et la domination de l'Autre*.

La problématique de la différence sexuelle étant au principe de la crise identitaire, il est logique qu'il en soit de même de la crise des identités sexuées .

L'effacement de la différence sexuelle, un idéal qui exige l'abolition des normes hétérosexuelle.

La promotion politique et culturelle du « modèle homosexuel » est liée au désenchantement issu de quelques quarante années d'efforts infructueux de « libération hétérosexuelle ». L'extension de la permissivité s'est en effet chargée de démontrer qu'elle ne menait pas à l'épanouissement sexuel convoité mais à une insatisfaction récurrente, à une panne et une fuite en avant du désir. Désormais ne restent plus pour le stimuler que les derniers bastions de l'Interdit : le viol, la pédophilie et le meurtre. L'usage de ces thématiques criminelles comme stimulants sexuels dans les productions commerciales, médiatiques et culturelles mais aussi la multiplication des passages à l'acte qui alimentent les faits divers se chargent tous les jours d'en témoigner.

C'est sur cet échec cuisant de la « révolution sexuelle » et le discrédit qu'il a projeté sur le couple hétérosexuel, que prospère ce fol espoir qu'est l'effacement de la différence sexuelle. Si cet effacement emprunte logiquement les voies de l'homosexualité, de l'asexualité et de la transexualité, le mouvement idéologique qui l'accompagne excède les minorités sexuelles concernées. Il s'étend à des sympathisants et militants hétérosexuels présents dans tous les secteurs d'influence et décisionnels : politique, juridique, culturel, médiatique.

Cette fuite en avant se conforte de la croyance dans la capacité des sciences et techniques à transcender le réel biologique et dans celle du pouvoir juridique à révoquer les normes. Elle a pour terrains d'élection la procréation médicalement assistée et les biotechnologies, appelées à se substituer à la relation hétérosexuelle. Tandis que l'activisme politique et juridique se donne vocation à la destituer de sa position normative.

L'inamovible prérogative phallique, l'impossible effacement de la différence sexuelle

Ce mouvement de "libération homosexuelle" est l'issue de secours dans laquelle s'est engouffré le solde des espérances et des narcissismes en quête d'un nouvel espace d'épanouissement et de conquêtes : un amour-miroir fondé sur *le désir du même*. Mais qu'on ne se leurre pas, ce choix du *même* n'ouvre pas à une bipartition sexuelle pacifiante, qui permettrait de dépasser la traditionnelle guerre des sexes. Celle-ci continue à diviser les milieux homosexuels en classes hostiles les unes aux autres. Les clivages et conflits intersexués se perpétuent en effet entre "gay" et lesbiennes mais aussi au sein même de ces chapelles. Dans le club « gay » où les « virils » méprisent les « efféminés ». Tandis que les lesbiennes se divisent entre féminines et masculines. Ces divisions attestent de la re-conduction dans le champ homosexuel des stéréotypes de la bipolarité homme-femme et de la misogynie traditionnelle qui sont les vecteurs des conflits entre les sexes.

L'hétérosexualité et les deux versants sexués de l'homosexualité présentent en effet un point commun inamovible : *la prérogative phallique* qui persiste à maintenir la fracture entre les "genres" comme entre les sexes et son revers logique qu'est *la phobie du sexe féminin*. Dans le cadre de l'homosexualité féminine, cette configuration empêche la femme de s'identifier à son sexe biologique. Tandis que du côté masculin, elle a pour effet de rendre la femme indésirable en tant qu'il lui manque l'organe qui conditionne le désir et son choix d'objet.

"Libre-échange", "libre-échangisme" des cultures et des sexualités : les deux faces mortifères de l'ultra-libéralisme

Si la substitution des « genres » à la différence des sexes participe efficacement de la stratégie impériale de division sociale en parts de marchés et clientèles électorales⁵, force est de constater que loin de pacifier l'espace social, l'effacement institutionnel de la différence et des normes sexuelles contribue au contraire à l'essor du phallocentrisme. Celui-ci se manifeste par une multiplicité de ségrégations et revendications victimaires qui viennent s'ajouter à la guerre de tous contre tous qui transforme l'espace social en champ de bataille sociétal et économique.

Ainsi, chasser la différence sexuelle fait-elle revenir au galop sa métaphore en multiples conflits et revendications identitaires. Une guerre identitaire qui s'apparente aux luttes tribales où la pulsion de mort est chevillée à la haine et au mépris de l'Autre qui est toujours déterminé comme tel à l'aune des critères symboliques et fantasmatiques de la castration.

Le chaos social et les guerres, qui sont des temps idéaux pour le retour du refoulé des pulsions, témoignent que l'horreur et la barbarie ainsi que la jouissance qu'elles offrent, se réactualisent assez facilement chez la majorité des êtres humains⁶.

C'est ce vers quoi nous entraîne le recul indéfini des limites. Celui-ci persiste à être considéré comme un progrès dans le domaine sexuel comme dans le domaine économique, dès lors où le désir et la jouissance y trouvent l'espace d'une expansion nouvelle. Et ceci quel qu'en soit le prix, pourtant clairement affiché, à savoir la déhumanisation, l'effondrement social et civilisationnel.

Cet effet mortifère des procédures « dénormatives » en cours nous amène à poser quelques questions :

Si l'Interdit a engendré les processus de civilisation, institutionnaliser sa transgression n'engendre-t-il pas logiquement le mouvement à rebours : le retour de la loi du plus fort, de la barbarie ?

La société de consommation occidentale fondée sur l'Impératif de jouissance est-elle une

société moins aliénée que celle qui se fondait sur l'Interdit de la jouissance ? Ne faut-il pas, dans un cas comme dans l'autre, constater un même point de dérive vers l'aliénation : quand leur mode d'exercice devient totalitaire ?

Le nouveau totalitarisme en présence se manifeste par une guerre économique mondiale, appelée « libre-échange », « libre concurrence », qui exige le démantèlement de l'Etat de Droit. Il l'obtient par l'effacement des valeurs, des lois et des normes qui engendrent une guerre identitaire meurtrière présentée comme un libre-échangisme des cultures et des sexualités.

Au regard du chaos qui menace, on se prend parfois à sourire de la diabolisation du modèle éducatif et culturel chrétien, de sa clé de voute qu'était la médiation paternelle mais aussi de sa métaphore sécularisée, au service de l'intérêt général, qu'était l'Etat-nation démocratique et républicain.

1. *Le modèle social et culturel chrétien prend le contrepied de la tendance archaïque, qui a cours dans la plupart des sociétés traditionnelles où le Droit a pour fonction de légitimer et maintenir l'arbitraire des inégalités sexuelles et sociales.*

2. *Citation de Janine Mossuz-Lavau, politologue et directrice de recherche au CNRS. Extrait d'un document en ligne sur le site du club de réflexion de Dominique Strauss-Kahn « A gauche en Europe » : [Http://www.gauche-en-europe.org/IMG/doc/LGTB - rapport final_finalAG2E.doc](http://www.gauche-en-europe.org/IMG/doc/LGTB_-_rapport_final_finalAG2E.doc)*

3. *Comme ce manque est causé par l'incomplétude subjective, aucun objet ne peut le satisfaire. Contrairement au besoin, le désir réclame toujours plus. Mais comme il est insatiable, seul l'Interdit peut lui donner des limites. D'où la nécessité pour chaque sujet d'intérioriser ces limites. Ce à quoi pourvoient les normes éducatives.*

4. *C'est sur ce principe que s'élabore le scénario pornographique. Sa fonctionnalité réside dans sa capacité à occulter le manque qui sous-tend le désir en dissociant la symbolique phallique de celle de la castration selon des scénarios divers mais une invariable topologie : d'une part le sujet investi des signes phalliques de la puissance, associés au pouvoir d'humilier et de punir et d'autre part l'objet du désir, destitué de sa dignité de sujet, voué à assumer la symbolique de la castration.*

5. *Cette stratégie s'inscrit dans la politique européenne dite de « défense des minorités » qui consiste à encourager les revendications identitaires (linguistiques, sexuelles, ethniques, religieuses, régionales, etc), à attiser leur dimension conflictuelle en accréditant leurs discours victimaires et en les mettant en concurrence au sein de dispositifs institutionnels 2 « anti-discriminatoires » spécifiquement conçus pour accueillir et gérer ces conflits. Méthode du pompier pyromane mise au service d'une stratégie impériale notoire (diviser pour régner), qui a pour fonction de dissoudre la citoyenneté, les solidarités politiques et sociales qui s'y attachent, en fragmentant le corps social en communautés consuméristes concurrentes.*

Je dirai même que la tentation est grande. Devant l'échec du modèle transgressif soixante-huitard (la fuite en avant du désir et sa butée sur l'obstacle ultime de la criminalité), les tenants de l'idéologie libérale-libertaire ne voient pas d'autre issue favorable à leur quête de jouissance qu'un changement de société. Un changement qui implique le renversement de la loi occidentale et sa substitution par la loi de sociétés archaïques qui donnent légitimité aux rapports de domination, tant sur le plan sexuel qu'économique (esclavage, polygamie, viol, pédophilie, meurtre). Une néoféodalité qui convient parfaitement aux visées néolibérales-libertaires, l'action des prédateurs sur leurs proies pouvant s'exercer dans ce cadre en toute légitimité, sans retenue, sans culpabilité ni remord.

Proportion is beautiful

Olivier Rey

La sobriété nous sera imposée par les circonstances, par l'état du monde. Les dernières décennies écoulées de consommation à outrance ayant fait la preuve que ladite consommation n'apporte nullement un bonheur et un épanouissement sans précédents, la perspective de revenir à des modes de vie plus sobres, comparables sur le plan de la consommation à ceux qu'a connus l'humanité depuis ses origines et jusqu'à une date très récente, n'a rien d'effrayant. Ce qui l'est, en revanche, c'est l'ampleur de la transition à effectuer en un temps très restreint. La cure de désintoxication menace d'être très brutale et, comme il n'existe pas d'institution à même de prendre en charge le patient le temps qu'il trouve un nouvel équilibre, la détresse accompagnant le sevrage risque d'engendrer des crises profondes, provoquant de terribles dégâts. C'est pourquoi il importe :

— premièrement, de faire évoluer nos modes de vie aussi vite que possible, pour essayer de devancer, si peu que ce soit, le choc contre le mur de la nécessité, et de lisser, autant que faire se peut, les bouleversements que nous aurons à vivre ;

— deuxièmement, de donner un sens positif à ces bouleversements. Non pas pour se livrer, coûte que coûte, à la pensée positive, et appeler beau ce qui est laid, bon ce qui est mauvais. Il ne s'agit pas de se raconter de belles histoires pour masquer de sombres réalités : les belles histoires mensongères, c'est la société de consommation qui les a racontées. Il s'agit de comprendre que les changements majeurs qui nous attendent portent véritablement en eux la promesse d'une vie meilleure. En être conscient sera une ressource considérable pour nous aider à traverser les phases ingrates de la transition, et à faire que ces phases soient, précisément, les moins ingrates possibles. L'Occident s'est habitué à penser, depuis des siècles, que les hommes ne doivent compter que sur eux-mêmes pour assurer leur bonheur, et que ce bonheur doit toujours être arraché à l'ordre des choses. Les humains, certes, ne sont pas de petits oiseaux, et il est assurément conforme au plan divin qu'ils s'emploient à transformer leur environnement. Mais la transformation est une chose, l'épuisement et le saccage en sont une autre.

Les Modernes, on le sait, sont des maîtres du soupçon. Parce qu'il est plus plaisant de se dire que la création, *a priori*, est bonne, que de se dire le contraire, ils sont enclins à en conclure : la bonté de la création n'est qu'une illusion. Cependant, si c'est une erreur de décréter une chose vraie simplement parce que cela nous arrangerait qu'elle le soit, c'est également une erreur de décréter qu'elle est fautive du simple fait que nous préférerions

qu'elle soit vraie. Pour le petit enfant, le monde, ce sont d'abord ses parents. Le petit enfant préfère que ses parents lui viennent en aide, plutôt que de l'abandonner à lui-même ; eh bien, en général, ses parents lui viennent en aide. En grandissant, la vie nous serait plus agréable si, plutôt que d'avoir à complètement artificialiser notre environnement pour le rendre habitable, il existait une certaine adéquation entre nos facultés naturelles et le monde tel qu'il nous est donné ; justement, tel est encore, pour une large part, le cas. Ce qui fait qu'en termes d'artificialisation, il convient de ne pas aller trop loin. Or, nous sommes déjà allés beaucoup trop loin. Aujourd'hui, l'artifice nuit davantage à l'épanouissement d'une vie humaine qu'il ne la sert. Il s'ensuit qu'au-delà de la douleur des ajustements auxquels nous devons procéder, la perspective d'une vie plus sobre est aussi la perspective d'une vie meilleure.

Parmi ceux qui peuvent nous aider à penser cela, il faut compter un auteur à la fois connu et méconnu, Ivan Illich.

Il y a un paradoxe à propos d'Ivan Illich. Sa critique — non pas extrémiste, mais radicale — de la dynamique de « développement » des sociétés a suscité un vif intérêt dans les années 1960 et 70. Puis, avec la fin de la reconstruction consécutive aux guerres mondiales et les premiers chocs pétroliers, sont arrivés les crises à répétition, le chômage de masse, le surendettement, l'« exclusion » à grande échelle, et un large consensus s'est formé pour considérer que ce qui importe avant tout, afin d'améliorer la situation, est le rétablissement d'une croissance économique forte. C'est ainsi que, de façon déconcertante, les maux que pointait la critique d'Illich, en s'aggravant, ont conduit à mettre la critique de côté, à la marginaliser, à en faire pratiquement un souci d'esthètes ou d'irresponsables coupés du seul vrai problème, celui qui conditionne toute le reste : la croissance. Comme le déclarait le président George Walker Bush — à propos du réchauffement climatique, mais le même jugement s'applique dans tous les domaines et n'a rien d'une exclusivité républicaine américaine, malheureusement — : « *My approach recognizes that economic growth is the solution, not the problem.* »¹ Pourtant, nous sommes entrés dans une période où, à moins d'œillères réduisant le champ de vision à presque rien, il devient de plus en plus difficile d'ignorer que les problèmes engendrés par un certain type de développement croissent plus vite que les moyens que ce développement nous fournit pour les résoudre. Dans les termes d'Illich : « C'est la contre-productivité spécifique qui s'installe dans un secteur après l'autre. Ce sont les pompes qui font couler le bateau. »² Dans un tel contexte, la pensée d'Illich mérite d'être revisitée. Plus le temps passe, en effet, plus ses réflexions se révèlent actuelles, et plus elles apparaissent comme de précieuses ressources pour faire face à la situation présente — tant d'un point de vue critique, afin de comprendre les maux dont nous souffrons, que d'un point de vue constructif, pour dégager les principes directeurs d'une société capable de répondre aux espoirs de la modernité, c'est-à-dire une société qui permette un véritable épanouissement de la vie humaine.

Une des raisons qui ont empêché, jusqu'ici, d'accorder à la pensée d'Illich la place qui devrait lui revenir est, pour employer une expression prosaïque, qu'on ne sait pas très bien par quel bout la prendre pour lui rendre pleinement justice. Quel est le lien profond, par exemple, entre des ouvrages comme *Deschooling Society* [1971], où Illich s'en prend à l'hégémonie exercée par l'institution scolaire sur l'éducation, *Énergie et équité* [1974], qui analyse les dommages et les absurdités nécessairement engendrés par le développement de moyens de transport rapides, ou *Némésis médicale* [1974],³ qui montre à quel point la conception et la pratique contemporaines de la médecine nuisent aux personnes que cette médecine a pour mission de secourir ? Comprendre et dégager l'unité d'inspiration qui sous-tend des réflexions aussi diverses ne répond pas seulement à un souci de philosophe, amant des systèmes. C'est surtout ce qui doit permettre de reprendre, d'actualiser et de prolonger les analyses d'Illich au-delà des secteurs particuliers où sa sagacité s'est exercée. C'est élaborer une boussole intellectuelle, dont nous n'avons que trop besoin pour nous orienter dans une jungle des faits sans cesse plus épaisse.

Cette boussole, Ivan Illich nous en a donné de nombreux éléments dans son ouvrage intitulé *La Convivialité* [1973] ; à la fin de sa vie, il nous a fourni quelques indices supplémentaires dans une conférence où il rendait hommage à Leopold Kohr. Kohr, en partie parce qu'il était un homme sans prétention, ne se mettant jamais en avant, en partie parce que ses idées contredisaient tous les dogmes du « développement », est demeuré très peu connu en dehors de cercles restreints ; et quand son nom est évoqué, c'est souvent à travers l'influence qu'il a pu exercer sur l'économiste anglais Ernst Friedrich Schumacher, auteur en 1973 d'un essai à succès dont le titre est devenu un slogan : *Small Is Beautiful*.⁴ Illich prend soin de souligner que la pensée de Kohr va bien au-delà d'une simple apologie du petit. « Kohr reste aujourd'hui un prophète, parce que même les théoriciens du *small is beautiful* n'ont pas encore découvert que la beauté et le bien ne sont pas une affaire de taille, en dimensions ou en intensité, mais une question de proportions. [...] Bien peu ont saisi le cœur de son propos : l'importance qu'il accorde à la proportionnalité. S'inspirant de lui, beaucoup sont allés jusqu'à chérir tout ce qui est petit. »⁵ Il se trouve que dans le monde actuel, en proie au gigantisme, aux excroissances monstrueuses, à la mondialisation compulsive, le sens des proportions doit pousser, à peu près partout, à la réduction d'échelle. Pourtant, cet aspect circonstanciel ne doit pas faire oublier le principe fondamental : non pas l'apologie du petit en tant que tel, mais la recherche, en toutes choses, de la taille la plus appropriée pour l'épanouissement de la vie humaine. Alors seulement la critique du gigantisme ambiant peut ouvrir sur un horizon constructif.

C'est un lieu commun que de noter la place énorme prise par la mesure dans les sociétés modernes. Une frénésie de mesures s'est emparée de celles-ci, ne laissant à peu près rien échapper à son emprise. Il convient, cependant, de s'entendre sur le sens accordé à ce terme. Platon, dans *Le Politique*, prend soin de distinguer deux façons de mesurer : d'une part, les choses se mesurent les unes par rapport aux autres, d'autre part elles se mesurent par rapport à la juste mesure (me/tron), au convenable, à l'opportun (kairo\j).⁶ C'est à la première façon de mesurer que les sociétés modernes s'adonnent sans retenue. Dans le même temps, la seconde façon a été à peu près totalement perdue de vue. Or c'est précisément cette seconde façon de mesurer qui, à quelque sujet qu'il s'intéresse, guide Ivan Illich, c'est elle qui est au cœur de sa pensée. De là le très grand décalage entre celle-ci et l'atmosphère ambiante, de là également l'immense intérêt qu'il y a à l'explorer. Illich nous invite à réélaborer un rapport au monde inspiré par le principe de proportionnalité — proportionnalité entre les moyens et les fins, d'une part (pas de déchaînement technique pour remplir des tâches frivoles, ou qui pourraient être accomplies plus simplement), entre les fins poursuivies et les facultés de l'être humain d'autre part (ce que permet la technique doit demeurer commensurable avec les facultés humaines ; sans quoi, la technique humilie, asservit et défait l'homme au lieu de le servir). Il ne s'agit pas tant, ici, d'être antimoderne, que de prendre en compte les conditions à respecter pour que les promesses d'émancipation de la modernité soient tenues.

Que les sociétés contemporaines doivent apprendre à renouer avec la limite est en passe de devenir un lieu commun, tant l'illimitation qui les caractérise est grosse de menaces. Pourtant, ce constat reste sans force, tant nous nous trouvons aujourd'hui démunis lorsqu'il s'agit de donner à l'idée de limite un autre sens que celui de frontière temporaire ou abusive, signe d'un défi à relever ou d'une tyrannie à renverser. Nous ne faisons pas que craindre, aujourd'hui, les catastrophes, écologiques ou anthropologiques : d'une certaine manière, nous les attendons, comme seules susceptibles de nous imposer des limites que nous sommes devenus incapables de penser positivement.

Cela, si on y réfléchit, est une vieille, une très vieille histoire. Dans le jardin d'Éden, il n'y avait qu'un interdit, un seul. Qui plus est, extrêmement restreint : d'un arbre unique, il ne fallait pas manger les fruits. L'arbre à connaître le bien et le mal, dit-on. Les langues archaïques n'avaient pas de mots pour désigner les totalités, qu'elles indiquaient par leurs extrémités. Ainsi Dieu ne crée-t-il pas le monde, il crée le ciel et la terre. Le bien et le mal

sont deux extrémités de la connaissance, et l'arbre à connaître le bien et le mal s'appellerait, aujourd'hui, l'arbre à (vouloir) *tout* connaître. Ou encore : l'arbre à vouloir tout dominer. Je soupçonne que les fruits de cet arbre n'avaient aucune vertu particulière. Leur seule singularité, c'était qu'il fallait s'abstenir de les manger. Par cette abstention, l'homme et la femme n'étaient pas coupés de la totalité : simplement, en mettant une borne à leurs pulsions d'annexion, ils se trouvaient dans l'état d'esprit qui permet d'être l'un avec l'autre, d'avoir part à la totalité avec l'autre, avec les autres.

Au premier chapitre de la Genèse, Dieu dit à l'homme et à la femme : « Soyez féconds, multipliez, emplissez la terre et soumettez-la ; dominez sur les poissons de la mer, les oiseaux du ciel et tous les animaux qui rampent sur la terre. » Dieu dit : « Je vous donne toutes les herbes portant semence, qui sont sur toute la surface de la terre, et tous les arbres qui ont des fruits portant semence : ce sera votre nourriture. » L'interdit, le tout petit interdit, qui vient au chapitre suivant, c'est le rappel que malgré tout, en ce monde, tout n'est pas à la disposition des humains — qu'en ce monde, il y a du non-consommable. Ce rappel n'est pas une restriction que Dieu aurait mise à ses dons, mais au contraire un don supplémentaire. De même que Dieu a mis une limite à l'exercice de sa puissance pour qu'existent face à lui des êtres libres (limite qui est l'expression même de sa toute-puissance, car une puissance ne sachant se limiter serait esclave d'elle-même), de même l'homme doit mettre une limite à ses pulsions d'emprise pour s'accomplir en tant qu'être libre. C'est ainsi qu'il ressemble à son Créateur. Le serpent, quant à lui, induit une autre idée de la ressemblance à Dieu : l'absence de toute limite. Et c'est cette idée qui demeure aujourd'hui largement dominante.

Dans une telle situation, il convient certainement de méditer à nouveau le sens des premiers chapitres de la Genèse. Nous pouvons, ensuite, nous rappeler ce que disait Nietzsche : il est bon qu'une vérité ait deux jambes plutôt qu'une, cela lui permet de marcher. À ce titre, l'idée de « mesure » dans le second sens désigné par Platon, dans le sens de la « juste mesure », celui-là même qu'Illich s'efforce d'appliquer en de multiples domaines, peut aussi nous être de quelque secours. La limite n'apparaît plus, envisagée ainsi, comme un arbitraire à renverser, mais comme la conséquence d'un rapport, d'un principe de proportionnalité (*logos*) où l'ontologique, l'éthique et l'esthétique se rejoignent. Par bonheur, ce *logos* n'a rien d'ésotérique : c'est au contraire au sens commun qu'il est le plus accessible. Illich a été aussi instruit, érudit, savant qu'un bon Européen peut l'être. Mais tous ses efforts ont eu pour but de nous sortir de l'ornière de bêtise dans laquelle nous nous enfonçons, faute de comprendre que le sens des proportions est une condition de la véritable intelligence, ce qui permet à l'intelligence de s'exercer de façon féconde. À ce titre, chacun des livres d'Illich a un double aspect : à la fois étude d'un domaine particulier du réel, et exercice spirituel. J'ajoute, pour nous ses lecteurs, un troisième aspect, qui est l'effet que cet exercice spirituel peut produire sur nos manières de penser et d'agir.

Notes page suivante

1 « Clear Skies and Global Climate Change Initiatives », conférence donnée le 14 février 2002 à Silver Spring, Maryland.

2 Némésis médicale – L'expropriation de la santé, Seuil, 1975, p. 126.

3 Titre improprement traduit en français par Une société sans école, alors qu'il s'agit de déscolariser la société, de la libérer de l'intoxication scolaire qui dépossède les adultes d'une de leurs facultés essentielles, celle d'éduquer, en propageant l'idée que seule l'école est capable de le faire.

4 Leopold Kohr est né en 1909 dans la bourgade d'Oberndorf, près de Salzbourg. L'Anschluss, en 1938, l'a conduit à quitter l'Autriche et à s'exiler aux États-Unis. De 1943 à 1955 il a enseigné l'économie et la philosophie politique à l'Université de Rutgers (New Jersey) puis, de 1955 à 1973, a été professeur d'économie et d'administration publique à l'Université de Porto Rico. Aux grands programmes de développement, déracinant les populations et détruisant leurs modes de vie, il a opposé sa théorie et sa pratique du développement endogène. C'est sur ses conseils qu'en 1967, la nouvelle république d'Anguilla a refusé de livrer ses côtes aux sociétés hôtelières américaines et au projet portuaire d'Aristote Onassis, qui prétendaient « développer » l'île. Kohr est revenu en Europe en 1973 et, après avoir encore enseigné quelque temps au pays de Galles, a vécu à Gloucester où il s'est éteint en 1994. Il a été un des premiers à recevoir le prix Nobel alternatif, en 1983. Quoique les événements l'aient contraint à s'expatrier, toute sa vie il a gardé la conviction que l'unité de distance pertinente pour organiser une société saine était de l'ordre de celle séparant Oberndorf de Salzbourg, la capitale du Land, située à vingt-deux kilomètres. Par ailleurs, Kohr estimait qu'aucune société humaine, quelle que fût sa forme d'organisation, ne pouvait vivre correctement au-delà d'un maximum absolu de douze à quinze millions de membres.

5 « The Wisdom of Leopold Kohr », 1994. Une traduction française de cette conférence est disponible dans le recueil de textes d'Ivan Illich intitulé La Perte des sens (trad. Pierre-Emmanuel Dauzat, Fayard, 2004).

6 Platon, Le Politique, 283e, 284d-e.

La vie sobre, une proposition théologique et éthique

Christoph Theoblad, sj

A lire un certain nombre de textes sur la décroissance et à écouter nos interventions et débats, je suis devenu particulièrement sensible à la posture des discours tenus : la plupart obéit au genre littéraire de la dénonciation prophétique, voire de la menace. Et il y a de quoi ; parce que – faut-il le répéter ? – sur le terrain écologique de l'irréversible s'est déjà produit.

Ma question est alors tout simplement la suivante : face au caractère dramatique de la situation, la menace a-t-elle une quelconque chance d'être entendue ? L'état avancé de l'anesthésie dans laquelle se trouvent plongées nos sociétés occidentales, bon nombre de nos concitoyens et la plupart des chrétiens militeraient plutôt pour la thérapie de choc dont le Jésus des synoptiques s'est servi à plusieurs reprises : « Et comme il en fut aux jours de Noé, ainsi en sera-t-il aux jours du Fils de l'homme : on mangeait, on buvait, on prenait femme, on prenait mari, jusqu'au jour où Noé entra dans l'arche ; alors le déluge vint et les fit tous périr. Ou aussi, comme il en fut aux jours de Loth : on mangeait, on buvait, on achetait, on vendait, on plantait, on bâtissait ; mais le jour où Loth sortit de Sodome, *Dieu fit tomber du ciel une pluie de feu et de souffre* et les fit tous périr » (Lc 17, 26-29).

Mais si, face au désastre écologique qui nous menace, la seule solution est la « décroissance » - ce que je veux bien croire – qu'est-ce qui nous permettra, une fois le choc de la dénonciation encaissé, d'entrer dans une véritable conversion de nos manières de vivre, sur le plan individuel et collectif, voire en politique, et d'accepter donc une vraie autolimitation ? Il me semble que la tradition chrétienne a ici – en alliance et dialogue avec d'autres traditions – une *proposition* à faire : non pas d'abord une proposition intellectuelle – même si la compréhension intérieure de ce qui se passe est tout-à-fait décisive sur le plan de la *motivation* – mais l'offre d'une *énergie* à la fois humaine et spirituelle. L'enjeu principal est de traduire cette offre immédiatement en termes éthiques, précisément pour en montrer l'accessibilité universelle. C'est donc par ce versant éthique que j'entrerai dans ma très brève réflexion.

Le principe « responsabilité »

Même si je ne puis suivre certaines conséquences de la théorie de Hans Jonas qui lorgnait du côté des régimes autoritaires, sa manière de fonder ce qu'il appelle dès 1979 le « principe responsabilité » reste tout-à-fait décisive aujourd'hui. Allons directement à l'essentiel de son argumentation que je résumerai en quatre points :

1. Selon ce fondateur d'une *éthique de l'avenir*, la promesse de la technique moderne s'est

inversée en menace. La soumission de la nature par la technique, initialement destinée au bonheur, a entraîné par la démesure de son succès, et qui s'étend maintenant jusqu'à l'humanité de l'homme lui-même, le plus grand défi pour l'être humain que son faire n'ait jamais connu. Qu'est-ce qui peut alors servir de boussole ? L'anticipation de la menace elle-même ; ce que Jonas appelle une « heuristique de la peur » : seule la prévision de la déformation de l'homme nous fournit le concept de l'homme qui permet de nous en prémunir.

2. La nouveauté de ce discours prophétique « sécularisé » est qu'il intègre l'avenir plus ou moins lointain, voire la planète toute entière dans la conscience éthique de la responsabilité personnelle et politique ; ce qui n'a jamais été le cas dans l'éthique traditionnelle, y compris dans celle d'Emmanuel Kant. Nous nous rappelons peut-être du célèbre impératif catégorique du philosophe allemand, qui représente une version moderne de la règle d'or : « Agis de telle sorte que tu puisses également vouloir que ta maxime – ce que tu te donnes comme règle de conduite personnelle - devienne une loi universelle ». Autrement dit, pour être cohérent d'un point de vue éthique, une action doit être telle qu'elle puisse se présenter comme exercice d'une communauté humaine universelle. Selon Jonas, cet impératif reste abstrait par rapport à la question de l'avenir parce qu'il est incapable de nous indiquer une *raison* nous obligeant à sacrifier ce que nous tenons pour notre bonheur présent au profit de celui des générations futures ou de faire l'inverse. Il faut donc proposer une nouvelle formulation de l'impératif kantien : « Agis de telle façon que les effets de ton action soient compatibles avec la permanence d'une vie authentiquement humaine sur terre » ; ou pour l'exprimer négativement : "Agis de façon que les effets de ton action ne soient pas destructeurs pour la possibilité future d'une telle vie" ; ou simplement : "Ne compromets pas les conditions pour la survie indéfinie de l'humanité sur terre" » (H. Jonas, *Principe responsabilité*, Paris, Le Cerf, 1990, 30sv).

3. Si la formulation nouvelle de l'impératif catégorique, fondée sur la prévision des effets effectifs de nos actions actuelles, est assez claire, la question *comment fonder l'idée de la « permanence d'une vie authentiquement humaine sur la terre »* reste ouverte. A moins d'opter pour le cynisme, qu'est-ce qui peut nous obliger, d'un point de vue éthique, à tenir compte aujourd'hui de la vie des générations futures, au point de nous limiter et d'entrer dans une démarche de « décroissance » (terme que le philosophe ne connaît pas encore) ? Jonas visite ici les trois solutions classiques, avant de proposer une approche éminemment originale : (1) « la conduite de la vie terrestre allant jusqu'au sacrifice du bonheur personnel dans l'optique du salut éternel de l'âme ; (2) le souci prévoyant du législateur et de l'homme politique pour le bien commun à venir [position aristotélicienne et celle de la doctrine sociale de l'Eglise catholique] ; et (3) la politique de l'utopie, comprenant la disponibilité à utiliser les vivants d'aujourd'hui comme un simple moyen pour réaliser un but qui les dépasse ou à les éliminer comme l'obstacle qui empêche la réalisation de ce but – ce dont le marxisme révolutionnaire est l'exemple éminent » (*ibid.*, 32).

Il n'est pas nécessaire d'entrer dans la critique jonasienne de ces trois solutions qui, face à l'actuelle question de l'avenir de l'humanité *sur cette terre*, restent toutes cantonnées dans le *présent* : présent qui, même dans la deuxième solution, n'est pas envisagé en relation avec un avenir radicalement différent mais compris comme présent où se prennent des décisions de sagesse qui, de toutes façons, feront leurs preuves dans un avenir qui ne peut qu'être semblable au présent. C'est sur ce point décisif que Jonas emprunte un chemin tout autre : face à un avenir sans doute radicalement différent du présent, il part en effet du cas le plus élémentaire et unique d'une « *responsabilité non réciproque* » qui émeut profondément tout simple spectateur : c'est la responsabilité à l'égard des enfants qu'on a engendrés, et qui sans la continuation de l'engendrement par la prévision et la sollicitude devraient périr. Cette expérience élémentaire, *cet archétype de tout agir responsable*, fonde selon Jonas l'éthique de l'avenir, dans la mesure où celle-ci n'est possible que sous le signe d'une responsabilité *non réciproque*, d'un désintéressement radical par rapport à nous-mêmes en faveur des générations futures. Hans Jonas ajoute ici que tout acte d'engendrement présume *implicitement* que tous ceux qui viennent après nous seront ca-

pables de porter le poids de leur propre humanité et de participer, après nous, au même impératif commun : qu'*une humanité soit*.

4. C'est précisément la *menace* qui pèse désormais sur l'avenir d'une humanité *humaine* qui fait apparaître en retour ce qui est impliqué, en termes de responsabilité, dans tout *acte non réciproque* d'engendrement. Par la démesure du succès de l'exploitation de la terre, l'humanité est non seulement entraînée dans l'inversion de l'utopie du bonheur pour tous ; mais le désastre écologique *et*, intimement lié à lui, l'image de l'*homo consumans* qui, dans une sorte d'anesthésie collective, pense naïvement pouvoir se perpétuer menacent plus radicalement encore l'*humanité* elle-même de la collectivité humaine. « L'heuristique de la peur » évoquée au point de départ trouve ici sa véritable place. Selon Jonas, la peur fait partie de la responsabilité ; elle invite à agir. Car c'est la vulnérabilité de l'enfant *et*, avec lui, celle des générations futures qui nous font craindre pour eux, voire éprouver une crainte désintéressée à leur endroit ; crainte qui suscite notre sollicitude, « crainte et tremblement » restant, ici comme toujours, le commencement de la sagesse (*ibid.*, 300-302).

C'est précisément à cet endroit que la tradition biblique et chrétienne fait appel à *d'autres ressources* encore que celles que nous offre, sous sa forme sécularisée ou non, le discours « prophétique » de dénonciation et de menace. Je tenterai de les approcher dans les quatre étapes ou points de ma deuxième partie qui porte le titre :

« ...espérant contre toute espérance » (Rm 4, 14)

1. Confirmons d'abord l'inaliénable point de départ, choisi par Hans Jonas, et qui est l'archétype de tout agir responsable, à savoir l'acte non réciproque de l'engendrement qui fonde ultimement toute autolimitation. Mais au lieu d'apostropher ici immédiatement la *responsabilité*, suscitée par le cri ou l'appel de l'enfant radicalement vulnérable, et de dénoncer en conséquence tout ce que l'*homo consumans* fait peser comme menace sur l'humanité de cet enfant et toutes les générations à venir, la tradition néotestamentaire emprunte un autre chemin : elle nous invite *d'abord* à regarder le don gratuit de la vie et à entrer dans l'acte de foi ou d'espérance élémentaire que cette donation suscite. Toute l'activité de Jésus - ses guérisons, ses paraboles et son discours éthique - est englobée par cet étonnement initial (et permanent chez lui) devant la vie et la création, données gratuitement. Cet acte de foi et d'étonnement - qui n'est pas très éloigné de celui d'un père et d'une mère devant l'enfant qui vient de naître - ne se laisse jamais réduire à l'expression d'un simple *instinct* : l'instinct de survie de l'espèce humaine et la satisfaction que cette survie nous procurerait. L'étonnement ou la foi en la vie est un acte *spirituel*, l'acte spirituel le plus élevé et le plus élémentaire ; acte qui active en nous la capacité de répondre librement à la surprise d'une surabondance de vie et de bonté.

2. Chez Jésus de Nazareth et dans l'ensemble du Nouveau Testament, la gratuité du don de la vie est d'emblée universalisée et concerne *toute* la création et la création comme un « tout », comme l'indiquent les métaphores de la « maison » ou de la « cité ». Ce « tout » est pour tous, absolument pour tous ; non pas seulement pour ceux qui peuplent présentement notre planète mais aussi pour toutes les générations futures qui devront y trouver une demeure habitable. *C'est le propre de la véritable gratuité d'être gratuite pour tous*, même si elle n'est pas et ne peut pas être la même pour tous ; l'égalité des êtres humains dépasse en effet l'égalité abstraite ou formelle - forme qu'elle a trouvée dans nos sociétés modernes -, pour s'enraciner ultimement dans l'unicité de chaque être humain en relation avec tous les autres êtres uniques. Autrement dit : la création est pour tous *et* chacun, hier, aujourd'hui et demain.

3. Or, cette incroyable universalisation de la « gratuité » dans le Nouveau Testament - le « tout est grâce » - n'est évidemment pas sans poser quelques problèmes : tel qu'il est et tel qu'il se présente, après avoir été transformé par l'efficacité technologique et par la réciprocity des échanges financiers, le monde des humains obéit à de toutes autres règles qu'à

une « gratuité » désintéressée, éventuellement acceptée dans quelques niches de la société. Cette observation qui tombe sous le sens nous rappelle cependant que la référence au Créateur et à la création relève de cet acte inouï d'étonnement et de foi déjà évoqué au sujet de Jésus de Nazareth, il y a quelques instants. Si Dieu ne cesse de créer le monde, *de rien et pour rien* – ce qui veut dire de manière absolument gratuite -, alors il ne peut être et rester qu'un *Dieu caché* (comme le souligne toute la tradition biblique). Que serait un don qui oblige son récepteur à la gratitude ; une telle obligation, formulée par un donateur omniprésent et envahissant, annulerait le don à sa racine ! L'envers de cette qualité inouïe de discrétion du Dieu caché est donc la possibilité de la torpeur et de l'anesthésie des humains dont il a été déjà question ; anesthésie doucement interrompue, chaque fois qu'un enfant voit la lumière de ce monde.

Il se peut en effet – et c'est la seule espérance de l'humanité face à une vision cynique ou tragique du monde – que *certain*s entrent librement dans une véritable *gratitude*, les rendant capables de mettre en jeu leur propre existence, poussant l'expérience du don gratuit jusqu'au bout dans le « don de soi ». C'est précisément cette possibilité, réalisée par Jésus de Nazareth et par d'innombrables saints anonymes ou connus, qui donne à la création son orientation « messianique », si décisive aujourd'hui.

4. Comme jamais avant dans l'histoire de l'humanité, celle-ci est en effet acculée à se vouloir elle-même et à vouloir pour elle un avenir humain sur un globe à maintenir habitable ; ce qui n'est nullement garanti. C'est alors que notre ressource décisive qui est l'attitude d'étonnement et de gratitude, transformée en don de soi, prend *une figure nouvelle et inédite*. Sobriété, frugalité et pauvreté ont toujours fait partie de la spiritualité chrétienne ; elles avaient pour fonction de maintenir la « vulnérabilité » des sujets, les rendant capables de compassion et de sympathie ainsi que d'une véritable disponibilité intérieure, appelée « pauvreté spirituelle ». Ces postures sont devenues celles du « partage » et de la « solidarité », marquées fondamentalement par la redécouverte de la justice et d'une libération à promouvoir dans un monde soumis par les pays dits développés à une incroyable exploitation. Or, ce questionnement s'est radicalisé aujourd'hui, car désormais les générations futures attendent de nous que nous révisions de manière drastique nos modes de vie, entrant individuellement et collectivement dans une véritable autolimitation.

Mais redisons-le : seule la découverte d'un univers à nous donné gratuitement et la perception au moins inchoative que nous sommes les hôtes de la terre nous permettent de consentir à une conversion dont les mesures gigantesques nous dépassent. J'irai jusqu'à dire que, comme jamais avant, nous sommes appelés à croire en la résurrection ou en la mystérieuse cohabitation de *toutes* les générations, déjà impliquée dans le moindre geste que nous acceptons de poser en faveur de la viabilité de la vie de ceux qui vont nous succéder *sur cette terre*.

Je conclus :

J'ai voulu m'interroger sur les ressources dont nous disposons dans notre situation actuelle où le discours prophétique de dénonciation et de menace est à la fois nécessaire et radicalement insuffisant. Ces ressources spirituelles *cachées dans l'humanité* – sources que la tradition chrétienne et biblique peut desceller – ne sont accessibles que si elles produisent effectivement une conversion de nos modes de vie et conduisent, sur un plan collectif, vers une révision radicale des trois rationalités qui gouvernent notre vivre-ensemble : la rationalité scientifique et la rationalité politique, ces deux sphères étant aujourd'hui totalement annexées par la troisième sphère, celle de la rationalité financière. Les sources spirituelles de gratitude et de gratuité doivent pouvoir nous rendre capable de *résister politiquement* à cette terrible dérive, due pour une part à notre anesthésie collective, et d'*œuvrer* – avant que ce ne soit trop tard – en faveur de conditions de vie authentique des générations futures sur notre unique globe à garder habitable pour tous.

La vie sobre.

Nicole Fabre, pasteur

J'aurai pu partir de citations de penseurs actuels, ou du siècle dernier, protestants, théologiens en particulier. Quelqu'un comme Jacques Ellul, serait intéressant à revisiter, par exemple. Vous avez en bibliographie le livre de Frédéric Rognon consacré à sa pensée. Mais je parlerai comme croyante luthéro/réformée, en m'interrogeant à partir de ce que j'entends des textes bibliques pour aujourd'hui, puisque c'est là le centre de notre foi. Quand je dis « je », c'est à la fois moi-même dans ma méditation, ma prière, mais je pourrai aussi dire « nous », nous en synode, dans nos assemblées de décisions donc, nous dans les multiples groupes lisant les textes bibliques dans une région qui est vaste, puisque je suis bibliste depuis 15 ans, aidant justement les groupes à se réapproprier la lecture du texte biblique.

Une introduction un peu longue

Depuis hier soir, nous avons parlé des peurs qui paralysent notre réflexion, qui nous font avaler une pensée autour de la vie, qu'elle soit personnelle ou sociale, une pensée unique. Celle-ci tourne autour du terme de croissance économique, croissance du pouvoir d'achat qui serait l'origine de toutes les autres croissances et donc bien de la vie. De quoi avons-nous réellement peur ? Certainement du changement, mais plus certainement encore de la vie, tout simplement. Et j'enlèverai l'adjectif sobre. Car la vie se caractérise, me semble-t-il par sa fragilité, sa précarité. Elle est risquée, sans cesse. Elle est aussi ce qui se partage avec tous. Mais je pourrais dire en même temps, la vie est excessivement forte et puissante : regardez la façon dont elle persiste et reprend après des catastrophes. Elle nous échappe. Et ce faisant, nous avons peur d'elle. Nous avons peur de ce qui nous échappe. *Que de ses yeux il ne voie pas, ni n'entende de ses oreilles ! Que son cœur ne comprenne pas ! Qu'il ne puisse se convertir et être guéri !* Es 6,10. Parole de Dieu à un prophète lorsque la crise est devenue trop forte, reprise plusieurs fois dans les évangiles. *Ils ont des yeux, et ne voient pas. Des oreilles, et n'entendent pas.* C'est une parole qu'en général, nous ne comprenons pas. Car curieusement, nous mettons Dieu comme à l'origine de cette paralysie des sens. Et si, au contraire, cette parole révélait notre peur qui nous paralyse ? C'est nous qui avons peur d'entendre, de voir. Et pourtant, le seul risque que nous prenons, c'est de changer, c'est d'être guéris, rendus à nouveau vivants avec les autres vivants.

J'aimerais nous rendre attentifs sur un point : cette peur de la vie, de ce qui nous échappe, nous y répondons par l'accumulation, y compris l'accumulation de savoir, d'analyses. Or l'accumulation, par essence divise et crée des fossés. Nous pouvons recréer une fracture, entre ceux qui ont « compris » la crise, et ceux qui n'ont pas compris. Ceux qui ont l'analyse, et ceux qui ne l'ont pas. Or si c'est la vie qui est au cœur de nos recherches, de nos réflexions, tous peuvent y participer : les chômeurs, les marginaux, les dirigeants... tous, à égalité de parole et d'expertise.

La question n'est pas : comment parler de la dé-croissance à un chômeur, mais peut-être plutôt : qu'a-t-il à me dire sur ce qu'il découvre de la vie dans sa position ?

Alors, vivre... 3 pistes choisies à partir de l'écoute de textes bibliques

- Pour faire entendre que le lien n'est pas direct, je vous lis deux extraits de texte : *8 Le SEIGNEUR est miséricordieux et bienveillant, lent à la colère et plein de fidélité. 9 Il n'est pas toujours en procès et ne garde pas rancune indéfiniment. 10 Il ne nous traite pas selon nos péchés, il ne nous rend pas selon nos fautes. 11 Comme les cieux dominent la terre, sa fidélité dépasse ceux qui le craignent. 12 Comme le levant est loin du couchant, il met loin de nous nos offenses.* (Ps 103)

4 L'amour prend patience, l'amour rend service, il ne jalouse pas, il ne plastronne pas, il ne s'enfle pas d'orgueil, 5 il ne fait rien de laid, il ne cherche pas son intérêt, il ne s'irrite pas, il n'entretient pas de rancune, 6 il ne se réjouit pas de l'injustice, mais il trouve sa joie dans la vérité. 7 Il excuse tout, il croit tout, il espère tout, il endure tout. 8 L'amour ne disparaît jamais. (I Cor 13)

Un lien m'a frappé dans ces deux passages : la force de la fidélité de Dieu, d'un côté, de l'amour reconnu par Paul en Jésus, de l'autre vient de la capacité tout autant à ne pas faire qu'à faire.

Oser d'abord « ne pas faire » et ne pas seulement chercher que faire de plus. Choisir : un chemin que Dieu lui-même a pris. Cela interroge notre théologie, nos prédications... Nous sommes prêts à faire. Mais sommes-nous prêts à ne pas faire certaines choses ? Que sommes-nous prêts à quitter ? En fait, les deux sont liés. Les événements de crise nous obligent à retrouver une ligne de fond des Ecritures : convertissez-vous ! Et convertissez-vous non pas pour le plaisir de changer mais pour être capable de commencer à entendre une parole autre, fondamentalement autre.

- Sortir de nos peurs. Sortir de la fascination de la catastrophe (cf l'Apocalypse). Ne pas avoir peur de ce qui nous échappe, de notre impuissance, de nos fragilités. Vivre la fragilité, la limite comme le lieu même de la relation. Nous ne pouvons pas vivre seuls. Seuls, nous ne sommes pas « à la hauteur » de la vie. S'ouvrir sur l'autre, les autres. Mais aussi s'ouvrir sur le Tout Autre, sur la présence de Dieu. Nos erreurs sont graves, mais jamais dramatiques. Ce qui est grave, c'est l'aveuglement, ou plus exactement la honte qui nous pousse à cacher, falsifier la réalité.

En particulier se battre la culpabilité ne sert à rien, si ce n'est pas pour se mettre à l'écoute de Celui qui enlève le péché du monde. Cela ne fait que donner encore plus de réalité et de poids à ce qui est insensé, littéralement ce qui n'a pas de sens. Sortir de nos peurs, y compris de nos peurs de nous-mêmes et apprendre à écouter ce qui donne sens, ce qui fait entendre la vie possible pour notre monde ici, aujourd'hui. Il n'y a pas de recettes. Je ne peux pas vous rassurer (à compter que ce soit ce que vous cherchiez) par des modèles qui sortiraient droit du texte biblique ou du chapeau de tel ou tel théologien. Il faut simplement que nous apprenions, chacun à notre place, avec les autres, à écouter : qu'est-ce qui est falsification de la vie, mensonge, couverture de la vérité ?

Qu'est-ce qui est porteur, voir multiplicateur de la vie aujourd'hui, dans notre société ? Le texte biblique nous apprend cette écoute. Ce n'est pas la connaissance qui nous sauvera, c'est notre écoute et notre discernement de la vie. Reconnaître ce qui porte la vie, et s'y

engager. Cette attitude ouvre le champ de la créativité. A partir de cette écoute, devenir une terre qui porte du fruit, c'est-à-dire capable de transformer ce qu'elle entend de la vie en actions nouvelles, inédites. Cela va de petites actions anodines qui nourrissent la vie quotidienne à des actions inédites de grande ampleur, des entreprises foncièrement différentes du modèle imposé...

- pouvoir porter l'exigence et la simplicité de la vie au cœur même des lieux et des comportements les plus fous, les plus pervers. Porter cette exigence et cette simplicité en actes et en paroles. La mort de Jésus sur la croix est lue par les évangiles et les épîtres comme la parole portée jusqu'au cœur même des violences les plus absurdes : « Je vous ai fait voir tant d'œuvres belles qui venaient du Père. Pour laquelle de ces œuvres voulez-vous me lapider ? » Le risque d'une parole ou d'un geste être la mort. Sortir de la peur ou de la fascination permet de se tenir dans ce qui peut, et souvent veut détruire tout autre discours, toute autre vision et porter là, en ce lieu même, autre chose, une autre réalité : celle de la fragilité de la vie, mais qui seule construit l'avenir de notre monde.

Il est vital d'être présents au cœur des structures de décision

Jacques Muller

Avant de dérouler le fil de mon intervention, je souhaite brièvement mettre en perspectives l'objection de croissance, la décroissance, et le développement soutenable.

Très clairement, l'expression « *développement durable* » relève aujourd'hui de l'alibi ou du green-washing. Je prendrai entre autres exemples l'affichage de l'union des industries productrices de pesticides (l'UIPP, « *l'Union des Industries pour la Protection des Plantes* » : c'est plus présentable !) qui au nom du développement durable affiche l'étrange objectif d'un « *usage durable des pesticides* »... Certaines chambres d'agriculture proposent même en toute bonne conscience des formations sur ce thème, en partenariat avec l'UIPP !

Nous sommes donc d'accord pour critiquer ce concept de développement durable. Il en est de même pour le concept de « *croissance économique* » puisque son indicateur, le PIB (produit intérieur brut), ne fait que mesurer le niveau des échanges marchands en y rajoutant une évaluation de la production non-marchande, essentiellement celle des services publics. Nous savons parfaitement que cela ne rend absolument pas compte de la qualité de vie des habitants, et encore moins de la qualité des relations entre les personnes, puisque le PIB additionne de manière positive, les « bienfaits » (santé, éducation, circulation de l'information et de la communication etc.) et les dégâts du progrès. Clairement, le PIB ne mesure en rien la satisfaction des besoins essentiels de l'être humain. C'est pourquoi je me positionne clairement comme objecteur de croissance.

Pour autant le terme de « *décroissance* » me semble poser un vrai problème. En effet quand bien même l'indicateur PIB est mauvais, il ne suffit pas d'utiliser l'exact symétrique pour définir un indicateur valable d'un nouveau projet de société, humain et respectueux de l'environnement, pour lequel nous nous mobilisons. Ce n'est ni cohérent sur le plan intellectuel, ni efficace sur le plan de la communication, qui est pourtant essentielle dans le débat public. Pire, l'emploi du terme « *décroissance* » me semble contreproductif. En effet, dans le processus de communication, ce qui importe n'est pas tant la justesse de sa propre pensée que la perception qu'en ont les autres. Or en la matière le risque de confusion est total, entre la décroissance telle que nous la conceptualisons avec toute la rigueur intellectuelle requise, et la récession qui est perçue à juste titre comme une catastrophe économique et sociale. Dans notre société hyper-médiatisée ce type de confusion est totalement réhibitoire pour faire avancer nos idées.

Revenons aux fondamentaux. Le développement n'est pas la croissance, mais la mutation en profondeur des structures productives, sociales et culturelles d'une société. Si depuis le début de l'ère industrielle le développement a été mis au service de la croissance, ce n'est pas gravé dans le marbre. C'est pourquoi les écologistes militent pour un développement – toutes les sociétés humaines ont muté... ou disparu - enfin soutenable. Soutenable parce que la planète est limitée au niveau spatial ainsi qu'au niveau de ses ressources fossiles, et particulièrement fragile au niveau des équilibres de ses écosystèmes ; soutenable également au sens philosophique, autrement dit défendable sur le plan éthique. Chacun aura compris que c'est tout le contraire aujourd'hui : en toute rigueur le modèle de développement actuel est insoutenable, à tous les sens du terme, car non viable dans la durée et non généralisable à l'ensemble habitants de la terre. Nombre de nos concitoyens, y compris non-écologistes, en conviennent. C'est pourquoi j'utilise le terme de « *développement (enfin) soutenable* »... qui est par ailleurs la traduction littérale du terme utilisé au plan international « *sustainable development* »

Réduire solidairement le temps de travail pour développer la sphère autonome

De nombreuses et fructueuses pistes d'actions individuelles ayant été évoquées hier, je vous propose simplement d'apporter un éclairage susceptible de les replacer dans un contexte élargi, en m'appuyant sur les thèses d'Ivan Illitch, célèbre penseur de l'articulation entre technologie et société. Ce dernier avait mis en évidence le fait que chacun d'entre nous vit au quotidien dans deux sphères juxtaposées : la sphère hétéronome et la sphère autonome. Il définit la sphère hétéronome comme étant le système social dans lequel nous travaillons pour autrui, en utilisant des outils technologiques que nous ne sommes capables ni de créer, ni de maîtriser, ni de réparer voire simplement d'entretenir sans faire appel à un spécialiste professionnel. La sphère autonome est la sphère privative au sens large du terme - famille, réseau de connaissances - au sein de laquelle nous déployons *des activités vernaculaires* qui permettent de satisfaire l'essentiel de nos besoins – je ne parle pas des envies dictées par le système hétéronome - avec des outils que nous maîtrisons globalement et surtout avec des modes de travail et d'organisation qui sont les nôtres.

J'estime en tant qu'écologiste que l'un des enjeux du développement soutenable, est de redéployer la sphère autonome, ce qui implique entre autres une réhabilitation du travail manuel. Gandhi insistait sur ce point : il convient d'assurer soi-même directement la satisfaction d'un certain nombre de besoins sans faire appel aux autres, et encore moins au système (hétéronome). Autrement dit il s'agit de réhabiliter des formes d'auto-production, chacun faisant ce qu'il est en capacité de faire et/ou qu'il aime faire, ce qui favorise naturellement la compréhension voire l'empathie pour les personnes situées au soit disant « bas de l'échelle sociale », habituellement cantonnées dans ces activités dites subalternes.

Il est parfaitement possible voire souhaitable que cette pratique soit vécue au sein d'un réseau social en créant et proposant des alternatives crédibles, ce que Gandhi appelait « *les programmes constructifs* » mis en œuvre par la société civile avant le changement espéré du pouvoir politique. Quelques exemples parmi d'autres : les SEL, systèmes d'échanges locaux, les jardins partagés, l'usage collectif d'outils complexes etc. Ainsi hier matin, j'inaugurais dans mon village une initiative novatrice, associative, de broyage des déchets végétaux à domicile, avec l'emploi d'un broyeur de qualité professionnelle mis à disposition des habitants. Ecologiquement, c'est le meilleur moyen de les traiter plutôt que de les transporter en voiture à la déchèterie. De plus, cela crée du lien social entre les personnes, notamment au niveau intergénérationnel, puisque les jeunes donnent en coup de main aux aînés pour le broyage in situ...

Ce travail de terrain, au cœur de la société d'aujourd'hui, est rigoureusement indispensable

car porteur de nouveaux types de relations sociales qui privilégient la relation humaine et la sobriété au leurre de la consommation individualisée et effrénée de biens et de services. Mieux encore, la société civile mobilisée concrètement au travers ces réseaux sociaux de terrain est également en capacité de faire pression sur les instances décisionnelles.

Mais cela ne suffit pas. Avant de prétendre la changer en profondeur, nous n'avons plus le choix, il nous faut réfléchir à ce qui fait société : telle sera la deuxième partie de mon propos.

Des initiatives de terrain au changement des structures

Dans la tradition des deux grands courants de la sociologie, on distingue la vision de la société comme étant l'agrégation des comportements individuels privés ; on reconnaîtra ici la position de Max Weber. Symétriquement la position radicalement opposée de Durkheim et plus tard de Bourdieu, souligne que la société est, je cite de mémoire, le « *moule dans lequel nous sommes contraints de couler nos actions* ».

Pour ma part, l'approche de Durkheim me paraît bien rendre compte de la réalité. Ainsi en tant qu'écologiste je suis favorable au développement des modes de transport doux. Mais si j'habite au fin fond d'une campagne, que les emplois ne sont pas sur place et qu'il n'y a pas de transports collectifs, j'utilise une voiture parce que je n'ai pas d'autre choix. En Suisse, à quelques kilomètres de la commune où je réside, il existe un réseau de transport en commun de bus et de lignes ferroviaires dites secondaires, avec un système de pass qui fait que vous prenez le même billet et circulez partout, à tout moment de la journée : même en milieu rural, les habitants se déplacent autrement, naturellement, de manière écologique. A travers cet exemple, nous constatons qu'il est impératif de travailler sur les structures parce que c'est le seul moyen de peser efficacement, à grande échelle, sur la mutation nécessaire de la société.

En discutant avec les uns et les autres, j'ai pu entendre que le travail au cœur des structures ne servirait plus à rien, car « *on n'y arrivera pas* ». Je récusé radicalement cette approche du problème. L'enjeu pour les objecteurs de croissance et les promoteurs d'un développement soutenable, est de préparer les conditions qui permettront l'émergence d'une société nouvelle lorsque le système économique et social actuel se sera effondré, car nous risquons effectivement d'aller vers son effondrement. Mais je ne pense pas qu'il soit éthiquement soutenable d'attendre l'écroulement de notre civilisation de consommation et de tenter de se rassurer avec bonne conscience d'avoir initié un certain nombre d'expériences sociales, aussi innovatrices et sympathiques soient-elles... Il me paraît illusoire et dangereux d'affirmer que la société nouvelle écologique et solidaire que nous appelons de tous nos vœux se construira sur l'effondrement du système actuel et nos seules initiatives sociales. L'histoire démontre que le chaos débouche plutôt sur la remontée des idéologies d'extrême droite et l'apparition de dictatures, que sur l'émergence d'une société en phase avec nos valeurs. Elle montre également que ce sont les « petits », les plus faibles, qui paient le prix de la catastrophe sociale. Ils sont déjà les premiers à payer la crise actuelle...

Il en résulte qu'il faut faire de la politique au sens classique du terme, pour pénétrer au cœur des instances de décision, pour prendre le pouvoir, l'exercer... et le partager dans une perspective de démocratie participative. Il faut impérativement se donner les moyens d'agir au cœur des institutions, pour sortir du « *productivisme* » et du « *néolibéralisme* ».

Sortir du productivisme

Le productivisme repose sur le postulat que tous les gains de productivité du travail entraînés par les progrès de la technologie et une organisation plus efficace des tâches productives doivent servir à produire plus. Ainsi que Marx l'avait parfaitement démontré en son temps, le capitalisme est un système économique qui porte cette vision de la société dans ses gènes, parce que celui qui travaille comme salarié - c'est la forme dominante du travail dans le système hétéronome - ne possède pas les moyens de production et que celui qui les possède ne les modernise évidemment pas pour permettre à ses salariés de travailler moins, mais pour produire toujours plus, course au profit exige.

Au contraire, pour les écologistes, un des enjeux économiques essentiels est que les gains naturels de productivité - l'être humain a depuis toujours cherché à améliorer l'efficacité de son travail - ne servent pas à produire toujours plus pour consommer toujours plus et détruire la planète, mais à réduire le temps de travail hétéronome

Cela peut sembler aujourd'hui utopique, mais si l'on observe l'évolution de l'usage de la hausse de la productivité au cours de l'histoire, la première moitié du XXIème siècle a permis pour partie d'augmenter le pouvoir d'achat, mais aussi et surtout de réduire fortement la durée du travail : 70 heures par semaine au début du siècle, 40 heures par semaine après le passage du Front populaire. A ce moment de l'histoire le choix a été fait de mettre en priorité les gains de productivité au service du temps libéré pour les salariés... Après la deuxième guerre mondiale a émergé le capitalisme « *fordiste* » (ce n'est pas le capitalisme libéral du XIXème siècle !), porté naturellement par la gauche classique, au sein duquel est apparu un nouveau compromis social entre les syndicats et le patronat selon lequel tous les gains de productivité liés à la modernisation de l'économie doivent se traduire par une hausse correspondante du pouvoir d'achat. Cela a débouché sur les 30 glorieuses au cours desquelles le pouvoir d'achat a littéralement explosé, la durée du travail dans le secteur hétéronome restant quasiment constante. Il en a résulté l'émergence de la société actuelle, qui est fondée sur un consumérisme toujours plus exacerbé, et qui détruit simultanément la nature et l'être humain.

Si le balancier de l'histoire a remis à l'ordre du jour un capitalisme néolibéral au sein duquel les gains de productivité du travail ne débouchent plus sur une hausse du pouvoir d'achat mais sur l'explosion des revenus financiers accaparés par une minorité, le socle idéologique sur lequel repose notre société est resté le même : la machine productiviste a toujours pour finalité la consommation individuelle... du moins pour ceux qui ont encore la chance de disposer d'un travail et d'un revenu.

Aussi, pour les écologistes, la priorité radicale sur le plan économique est de faire en sorte que la hausse de la productivité du travail débouche à nouveau sur la libération du temps passé dans la sphère hétéronome. C'est pourquoi le combat pour le non-allongement de l'âge de liquidation de la retraite est un combat écologiste. C'est pourquoi le combat pour la réduction du temps de travail à pouvoir d'achat global constant, c'est-à-dire le partage organisé du temps de travail en lieu et place du développement des emplois précaires, est un combat écologiste... et devrait être celui d'une gauche renouvelée. C'est d'autant plus important que l'on assiste à une course à la productivité, qui combinée avec une croissance faible, politiques d'austérité obligent, produit mécaniquement un chômage massif.

Nous sommes ainsi invités à inverser le mouvement de cette course insensée à la productivité - mondialisation oblige - en « *enrichissant l'activité économique en emploi* », c'est-à-dire en optimisant le nombre d'emplois créés par l'investissement et la dépense publique. Prenons le cas de l'agriculture. Chaque année la France touche au titre de la PAC, Politique agricole Commune, quelque 10 milliards € de la communauté européenne. Sur ces 10 milliards, 9 milliards sont versés aux exploitants agricoles sans réelle contrepartie environnementale, et sur la base des surfaces cultivées. Ainsi la PAC subventionne les hectares au détriment du travail paysan : l'agriculture est bien le seul secteur de l'économie où l'on subventionne le capital contre le travail ! Il y a donc aujourd'hui, à budget agricole constant,

de vraies marges de manœuvre pour développer l'emploi dans l'agriculture en soutenant les paysans plutôt que de gaspiller les fonds publics en faveur des agro-managers... ou des « agri-sénateurs » tels que j'ai côtoyés au Sénat.

Rompre avec le néolibéralisme

Le projet de société écologiste est en contradiction radicale avec le « *néolibéralisme* » économique aujourd'hui dominant, qui est fondé sur la croyance pour le moins étrange selon laquelle l'intérêt général serait le résultat de la somme des égoïsmes particuliers et que « *la main invisible du marché* » serait la seule à même de gouverner efficacement les sociétés humaines...

Les écologistes ne peuvent naturellement que dénoncer le néolibéralisme, tout en soulignant que, à l'instar du fordisme cher à la gauche classique, il est intrinsèquement productiviste. Par ailleurs, il partage le travail hétéronome en raréfaction de la pire manière qu'il soit, entre ceux qui ont emploi stable et la masse croissante des travailleurs pauvres. Il en résulte par exemple que si la durée moyenne du travail par individu en Grande-Bretagne est inférieure à la nôtre, malgré un temps de travail légal supérieur, c'est tout simplement parce que l'emploi précaire sous toutes ses formes y a explosé.

Ecologie et solidarité sont indissociables : au nom de l'écologie et de la solidarité la rupture avec le néolibéralisme économique et culturel ambiant est incontournable.

Je tiens à en préciser quelques modalités sur le plan fiscal. Dans une perspective d'un renforcement de la logique de solidarité, telle qu'elle prévalait au lendemain de la deuxième guerre mondiale, nous sommes invités à reconsidérer en profondeur l'ensemble de nos prélèvements obligatoires, plus particulièrement dans notre pays. Il s'agit désormais de taxer la pollution plutôt que le travail, les revenus du capital et le capital lui-même plutôt que les revenus du travail. Par contre taxer la consommation à travers la TVA plutôt que les revenus notamment financiers est antisocial. Et il en est de même pour la taxation du travail via les cotisations sociales salariales puisque les revenus du capital ne sont pas mis à contribution. De ce point de vue la CSG est un timide progrès ! Au final, il nous faut réhabiliter l'impôt sur le revenu, et dénoncer les cotisations sociales qui taxent contre toute logique ce que nous voulons développer : l'emploi.

J'insiste sur cette question de solidarité parce que la récession qui pointe va poser des problèmes majeurs en termes de solidarité. Les modifications apportées jusqu'à présent à la structure de nos prélèvements obligatoires - impôts et cotisations sociales patronales et salariales - ne sont pas à la hauteur des enjeux de société. Par ailleurs, les grands services à la population, notamment l'éducation et la santé, qui ne relèvent évidemment pas de l'idéologie néolibérale, ne peuvent continuer d'être dégradés dans le sens d'une privatisation rampante. C'est pourquoi les écologistes sont des défenseurs inconditionnels des services publics qui sont la base même de la solidarité construite à grande échelle.

Cela étant, il est impératif que les prélèvements obligatoires prennent enfin en compte l'environnement, en intégrant les coûts des dommages qui lui sont infligés, autrement dit en internalisant les coûts. En effet, qu'on le veuille ou non, nous vivons dans une économie de marché au sein de laquelle les agents économiques, qu'ils soient consommateurs ou chefs d'entreprises, répondent aux signaux donnés par les prix des biens et des services. C'est pourquoi la fiscalité enfin écologique est un enjeu majeur.

De ce point de vue, force est de constater que la gauche classique manifeste un vrai conservatisme intellectuel et culturel, et que les écologistes sont une fois encore quelques peu isolés. En témoignent les grandes tirades populistes de Ségolène Royal à l'occasion du débat au Parlement sur la fameuse « *taxe carbone* », et la baisse tout récente de la fis-

calité sur les carburants au nom de l'engagement non moins populiste, de bloquer leur prix. Cette dernière mesure qui entraîne un manque à gagner pour l'Etat et qui réduit d'autant ses capacités d'agir est fondamentalement antisociale : elle privilégie les plus gros consommateurs de carburant, plutôt les riches, notamment les possesseurs de ces monstrueux 4X4 - consommation ostentatoire oblige - utilisés essentiellement en ville, au détriment de ceux qui par choix éco-citoyen ou bien par nécessité financière utilisent les transports collectifs ou leur vélo ! C'est aussi une mesure anti-écologique : il est en effet aberrant de tenter - illusoirement et à court terme - de stabiliser ou de baisser le prix de l'énergie au regard des enjeux planétaires : il faut impérativement l'économiser et donc en aucun cas la brader.

Au passage, notons que la concertation parfaitement menée avec les partenaires sociaux dans le cadre du Grenelle de l'environnement n'avait pas débouché sur la fameuse « *taxe carbone* », mais sur une « *contribution climat – énergie* ». Ainsi toutes les énergies, y compris électrique donc nucléaire, devaient à juste titre être soumises à un prélèvement écologique. Sarkozy avait tenté de la dévoyer en taxe carbone, pour en exonérer le nucléaire, avant de la finalement la remettre aux calendes grecques.

Rompre avec la société de consommation sur le plan culturel

La deuxième piste de sortie du productivisme est l'action sur les ressorts de la société de consommation sur le plan culturel. C'est incontournable. Beaucoup de choses se jouent au début de la vie, notamment à travers l'éducation. A cet égard, le système éducatif français est dans ses fondements totalement hors-sujet par rapport aux enjeux de civilisation, en tout cas très en retard par rapport à ce qu'on peut observer dès aujourd'hui dans les pays du Nord de l'Europe. En effet, pour en finir avec la logique suicidaire du productivisme, pour sortir enfin de notre civilisation de consommation vouée à s'effondrer, il nous faut promouvoir l'esprit de la coopération plutôt que celui de compétition, celui de la solidarité plutôt que celui de l'élimination, celui de l'ouverture plutôt que celui de repli, celui du sens du collectif plutôt que l'individualisme. Sarkozysme oblige, au jour d'aujourd'hui, l'Éducation nationale a mis en place un système radicalement opposé, notamment en commençant à évaluer normativement les enfants de l'école maternelle et à repérer les futurs délinquants dès l'école maternelle...

Il est non moins essentiel - cela est peut-être plus conforme à l'idée que les gens se font couramment de l'écologie - d'éduquer à la beauté, et plus particulièrement à la beauté de la nature, à sa complexité, à sa fragilité... et à sa destruction en cours. Aujourd'hui, la plupart des jeunes, pas seulement ceux qui habitent nos banlieues, ne connaissent rien de la nature, et ne sont plus en mesure de la contempler et de s'émerveiller. Or c'est rigoureusement indispensable pour apprendre à la protéger, non comme un objet extérieur à soi, mais comme la matrice dont nous sommes issus, dont nous continuons de faire partie intégrante, dont nous dépendons, et dont l'être humain n'est qu'un tout petit élément... particulièrement destructeur. Leur rapport à cette dernière a quasiment disparu, l'obsession de posséder l'objet de consommation dernier cri a aujourd'hui pris le dessus. C'est dramatique car je ne vois pas comment sortir de notre civilisation de consommation devenue hélas le modèle planétaire, si l'on n'est plus capable d'être en contact avec la terre, d'appréhender la beauté de la nature et par conséquent la prendre en compte dans nos décisions individuelles et collectives.

Par ailleurs, un des rouages essentiels du système productiviste de consommation est la publicité. A mille lieues de sa fonction informative, elle est devenue la machine aussi infernale que perfectionnée à convertir notre désir profond - la relation avec l'autre - et des besoins objectivés en envies illimitées de biens et de services de consommation. Il faut par conséquent la réduire drastiquement. A cet égard, il faut porter prioritairement nos efforts

vers la jeunesse, car cette publicité omniprésente propage des stéréotypes - notamment concernant la femme - et des valeurs qui constituent une vraie menace pour la société : la publicité fait l'apologie de l'individualisme, de la compétition, de la transgression des règles, de la violence « juste », du mépris du faible et de l'a-normal etc. Ces valeurs détruisent fondamentalement notre humanité profonde, et les plus faibles, plus particulièrement les enfants, sont de loin les plus exposés à cette catastrophe.

C'est pourquoi, avant de devoir quitter précipitamment le Sénat, j'ai tenu à déposer une proposition de loi intitulée « *Protection des enfants et adolescents des effets de la publicité télévisuelle* » qui vise essentiellement mais pas exclusivement à interdire toute publicité dans les émissions de télé pour enfants, comme ont su le faire les Canadiens et surtout les Suédois. Cela ne va pas révolutionner les choses, mais ce serait un premier pas, incontournable, afin que les citoyens de demain ne soient pas réduits à des machines à consommer, car drogués dès le plus jeune âge, du lever au coucher, par la publicité à la télévision. Les nombreuses auditions réalisées au cours de la préparation du texte n'ont fait que confirmer mes intuitions, en les étayant y compris sur le plan scientifique : j'ai désormais l'intime conviction qu'il faut légiférer, fermement, et de toute urgence. Il en va de la société de demain. Ma proposition de Loi n'a hélas toujours pas été discutée au Parlement...

Remettre la science à sa juste place

Il s'agit également de mettre véritablement la science au service de la Société. Nous vivons toujours en plein scientisme. Autrement dit la civilisation productiviste repose fondamentalement sur le mythe prométhéen selon lequel tous les problèmes seront forcément réglés dans le futur par la sacro-sainte science : la famine par les OGM, la crise des déplacements automobiles par la voiture électrique, la crise énergétique et climatique par le nucléaire et les agro-carburants, les gaz de schistes et le piégeage du gaz carbonique en profondeur par voie industrielle, etc. Il nous faut dénoncer ce scientisme omniprésent, et engager sans tarder le combat vital - je pèse bien les mots - contre les lobbies, notamment industriels et financiers, qui au nom de la maîtrise du progrès technologique et forts de leur puissance économique gouvernent aujourd'hui la planète.

Ainsi en matière d'énergie, la question est autant sortir du nucléaire que ne pas le relancer. Bon nombre de centrales sont aujourd'hui en fin de course. Les mettre sous perfusion et développer en parallèle la filière EPR ? Il faudrait mobiliser des centaines de milliards pour relancer ainsi le nucléaire ! Economiser l'énergie et développer les énergies renouvelables ? Il faut investir massivement ! La Cour des Comptes a rendu son verdict : il faut clairement choisir car on ne peut pas sur le plan financier tout faire en même temps...

Les écologistes ont choisi, contre les lobbies industriels directement concernés et leurs serviteurs zélés. L'expérience engagée chez nos voisins allemands montre que le choix des énergies renouvelables, un véritable choix de société, est source de création de centaines de milliers d'emplois, la plupart non délocalisables. C'est encore plus vrai si l'on engage la transition énergétique qui commence par l'engagement d'un plan massif d'économies d'énergie, notamment par la rénovation thermique des bâtiments, en priorité le parc de logements sociaux : écologie et social vont de pair !

Mais il faut également construire une réglementation cohérente avec ces objectifs. Dans le cadre du débat au Parlement sur les lois Grenelle de l'environnement, mes collègues de l'UMP ont adopté une disposition emblématique qui exonère les logements chauffés à l'électricité - essentiellement d'origine nucléaire - des nouvelles règles d'isolation thermique applicable depuis 2012 dans les bâtiments neufs... Les mêmes ont fait passer une autre disposition selon laquelle les éoliennes relèvent désormais au plan réglementaire des installations classées, telles qu'un incinérateur, une usine chimique, ou... une centrale nucléaire.

Pour conclure.

Afin d'engager les changements structurels qui s'imposent pour construire une civilisation nouvelle - ni plus ni moins ! - en lieu et place de la civilisation productiviste et de consommation vouée à l'effondrement, il est vital d'être présents au cœur des structures de décision : c'est à cet endroit qu'on légifère, que l'on réglemente, et que l'on vote les budgets. Il en va de la définition du cadre global qui favorisera ou au contraire bloquera la transition écologique qui s'impose. J'insiste : cette transition écologique ne peut pas reposer uniquement sur la simple juxtaposition de pratiques écologiques individuelles et micro-collectives, il faut un cadre global pour qu'elles puissent se généraliser. La transition écologique n'est pas qu'une question de mentalités, qu'il faut certes continuer de faire évoluer, mais de changements structurels, donc politiques au sens institutionnel du terme.

A partir du moment où l'on entre dans cette dynamique, le compromis devient incontournable. D'abord parce qu'il y a une différence entre le souhaitable et le possible, ensuite parce que les écologistes ne sont pas encore majoritaires à eux tous seuls : cela prendra encore « quelque » temps... Dès lors il faut accepter le compromis (Gandhi parlait de « *la beauté du compromis* ») avec ceux qui sont les moins éloignés de nous, pour être en capacité de gouverner c'est-à-dire de disposer d'une majorité. Les écologistes présents dans nos institutions sont par conséquent appelés à faire en sorte que le souhaitable devienne possible, et par conséquent à peser efficacement pour déplacer le curseur écologique aussi loin que possible dans les décisions qui sont prises. C'est un défi, mais aussi un souci permanent : claquer la porte parce que l'on est en désaccord sur un dossier avec la majorité avec laquelle on gouverne, ou bien rester, et à quel prix ? Pas facile... En tout cas, je suis intimement convaincu qu'il est préférable de mettre les mains dans le cambouis que ne pas avoir de mains du tout.

L'efficacité du travail des élus écologistes dépend évidemment de leur nombre, du rapport de force qu'ils sont en capacité de créer au cœur des institutions, mais pas seulement : je sais à l'expérience, que sans la mobilisation de la société civile sur les dossiers écologiques et sociaux, à quelque échelle que ce soit, les élus écologistes ne peuvent pas peser suffisamment pour faire basculer les décisions. C'est pourquoi il n'y a pas le moindre antagonisme entre l'action politique au sens traditionnel du terme, dans les partis et au cœur des institutions telles qu'elles sont – ce qui ne signifie pas qu'il ne faille pas les réformer en profondeur ! - et les initiatives portées par la société civile, qui ont également une vraie dimension politique. Il ne faut hiérarchiser ces deux formes de l'action politique, surtout ne pas les opposer, mais se réjouir de leur complémentarité... et les faire grandir simultanément. A chacun de s'investir selon ses charismes !

Pour les porteurs de « l'écologie politique », l'enjeu est d'être présents à tous les niveaux de décision, parce que chacun compte dans la transition écologique qui faut engager sans tarder. Au regard de mon vécu d'élu écologiste, je peux témoigner que l'on éprouve plus de satisfaction en tant que maire qu'en tant que parlementaire... surtout dans l'opposition. Tout simplement parce qu'on peut aller au bout de ses actes, et en récolter des fruits. Dit autrement, on exerce en équipe le pouvoir sur un territoire, et pourquoi pas avec les habitants lorsqu'on est adepte de la démocratie participative. On construit la réalité de demain sur le terrain et on contribue fortement à l'évolution rigoureusement nécessaire des mentalités.

Je suis tout disposé dans le débat qui va suivre à donner un certain nombre d'exemples concrets qui montrent que l'on peut changer la vie, changer la société... à condition d'être au pouvoir et par conséquent de ne pas refuser l'engagement politique au sens classique du terme. Clairement, il est impératif de ne pas désertier la sphère politique au sens traditionnel du terme au mauvais prétexte que ses règles de fonctionnement seraient « pourries », de ne pas abandonner le pouvoir aux productivistes et scientistes de tout poil. Il s'agit au contraire de le prendre effectivement, et de le partager pour engager la transition écologique qui s'impose...

L'actuel mouvement écologiste et les non-conformistes des années "30"

Fabrice Flipo

Nous avons conservé le style oral.

Bonjour à toutes et à tous

Ce dont je vais vous parler, ce que je vais essayer d'interroger, c'est : *pourquoi un certain nombre de politologues ont rapproché le mouvement écologiste des non-conformistes des années "30"*.

Les *Non-conformistes des années 30* est une expression qui a été utilisée par un auteur qui s'appelle *Jean-Louis Loubet del Bayle* qui a étudié un certain nombre de mouvements qui, dans les années 30, ont essayé de trouver une solution en particulier à la crise économique. Donc vous voyez où je vais en venir aussi, c'est que nous sommes encore dans une autre crise économique. Il y a peut-être quelque chose à tirer de ces réflexions des années 30 par rapport à la situation actuelle ; et, en général, ce qui a été fait par les politologues, c'était de dire que l'écologisme puise dans ces racines des non-conformistes des années 30. Dire que ces *non-conformistes des années 30*, on peut les classer parmi les idéologies proches du fascisme et que donc dans l'écologisme, il y a aussi des racines fascistes.

Je cite un auteur qui s'appelle Jean Jacob qui soutient ces genres de choses. À mon avis, évidemment, c'est une erreur, mais c'est une idée tenace parce qu'elle touche quelque chose qui est vrai. Je vais vous expliquer le pourquoi.

Alors, il faut revenir encore un peu sur le libéralisme dont vous avez déjà parlé ; malheureusement, il faut quand même revenir là-dessus.

Le libéralisme est un système à deux étages : un système qui est autorégulateur, qui est la société civile où chacun poursuit ses intérêts égoïstes et produit le bien public. Alors comment le bien public est-il produit ? Il est produit parce que les intérêts égoïstes sont d'un genre très particulier puisqu'ils sont fondés sur les échanges économiques, ce n'est donc pas n'importe quels intérêts égoïstes, c'est des intérêts égoïstes bien définis. Ce qui explique aussi que le libéralisme est, tout en étant une espèce d'apologie de la jouissance consumériste, peut être par ailleurs très disciplinant, ce que Michel Foucault a expliqué notamment. C'est-à-dire c'est un « moulin de disciplines », d'après un autre auteur à propos

du libéralisme, puisque nous sommes pris dans un flux d'espace-temps qui est conditionné par l'outil, par la croissance de l'outil.

Le deuxième étage, c'est le politique et le politique ne passe que par des représentations dans le libéralisme et dans celui-ci on fait des lois et les lois encadrent le marché.

Et, il y a un dernier secteur, le tiers secteur qui est celui du caritatif. Puisque pour que les gens travaillent, il ne faut pas qu'il y ait trop de caritatifs, il faut que les pauvres restent pauvres ce qui va les obliger à travailler. C'est cela la logique.

Dans les années 30, il y a une crise de ce mécanisme-là, à cause de la dépression de 1929. Les gens se sont opposés sur la manière à faire face à la crise. Une possibilité était de relancer l'économie en trouvant de nouvelles sources de croissance de manière à rétablir le mécanisme autorégulateur.

Une autre possibilité pour les libéraux, c'est la réaction, soit par le retour en arrière par exemple la religion, le roi, le chef, le sens de la terre, c'est la révolution nationale de Vichy. C'est un ordre qui est celui de l'autorité et ce n'est donc pas un ordre émancipateur. Or dans la pensée écologiste, ce qu'on constate c'est que la question de l'émancipation est très présente depuis les années 70 et n'a jamais vraiment quitté la pensée écologiste.

Ce qui provoque la confusion, à propos des *non-conformistes des années 30*, c'est de mettre ensemble des gens qui ont des positions très différentes sur la question du nationalisme par exemple ou sur celle du pouvoir. Donc, il y a des courants qui sont plus du côté de l'émancipation et d'autres qui sont quand même plus du côté de la réaction. Une fois qu'on a groupé des courants aussi différents des uns avec les autres, c'est assez difficile de s'y retrouver.

Mais les courants qui se retrouvent autour de la revue Esprit, et donc de Charbonneau et Ellul qui sont considérés à juste titre comme étant un peu des précurseurs dans le domaine de l'écologie politique, sont plutôt du côté de l'émancipation. Très clairement, ils se disputent avec d'autres courants à l'intérieur des non-conformistes des années 30, précisément sur cette question du rapport à l'ordre et à l'autorité.

Donc ce qui est interdit c'est de faire comme Jean Jacob a fait en rangeant les écologistes dans la partie autoritaire des non-conformistes des années 30. Aujourd'hui, nous sommes dans une situation qui est assez similaire, puisque le libéralisme ne trouve de solutions qu'en relançant la croissance.

Nous savons tous quelles sont les conséquences du fait de relancer la croissance, outre la destruction de l'environnement c'est aussi la croissance des inégalités, l'impossibilité pour les pays en développement d'accéder à certains niveaux de confort... Il faut donc inventer autre chose et c'est bien ça qu'ont tenté une partie des « non-conformistes ». Ne pas le faire c'est conduire l'économie à fuir dans une espèce de création illimitée de bulles spéculatives. À défaut de faire l'activité économique réelle, il faut engendrer du rêve en faisant croire que c'est possible, à défaut de faire quelque chose réellement.

On peut symboliser la pensée écologiste par un auteur auquel plusieurs personnes ont déjà fait référence ici en la personne d'Ivan Illich. Que dit-il dans ce contexte-là ? Il va remettre à l'ordre du jour la question de la vertu, la question de la morale mais pas au sens de la moralisation.

La vertu dans le système économique libéral, c'est de suivre son intérêt égoïste, travailler au maximum pour gagner le maximum, faire des échanges gagnants gagnant au cours desquels on gagne plus à la fin que ce qu'on a mis au départ. Donc, on met sa force de travail au minimum dans le jeu, et on essaye d'en tirer le maximum de profit. Et c'est comme ça que le progrès se produit.

Quant à la vertu réactionnaire, c'est d'écouter le chef, de suivre l'autorité, donc c'est une possibilité aussi de faire face à la question des limites par la soumission à l'autorité. Illich évidemment ne dit pas ça. Bien au contraire, ce qu'il explique c'est que justement si le marxisme révolutionnaire a échoué, c'est parce qu'à partir d'un projet d'émancipation, il a, en réalité, fait l'apologie d'autorité, et donc mis en place des institutions autoritaires, ce qui ne pouvait pas déboucher sur une quelconque émancipation.

Dans les années 70, et dans les écrits d'Illich, il y a la recherche d'une manière d'opposer

des limites de telle sorte qu'elle soit émancipatrice. Alors, pourquoi est-ce que la limite est émancipatrice chez Illich ? C'est parce que finalement on n'oppose des limites que parce qu'on a conscience d'être dans un espace commun, c'est-à-dire un espace limité par la présence des autres, par la présence du monde, et donc ce qui détruit le caractère commun de l'espace c'est de se croire tout seul. La limite est émancipatrice, parce qu'elle permet le faire-ensemble, elle est le *faire-ensemble*. C'est pour cette raison qu'Illich défend la limite. Donc il y a une limite qui est une limite basse, c'est un espace dans lequel tout le monde a une place dans le commun, *res communis*. Au sens juridique du terme, c'est un espace dans lequel tout le monde a une place sans que personne ne prenne trop de place. Sur le plan écologique par exemple, ce peut être illustrée par l'espace écologique des « amis de la terre » : on ne doit pas dépasser tant de tonne de carbone par habitant. Voilà le type de limite qui est poussé par Illich.

Alors, Illich ne se limite pas à la question environnementale et écologique, puisque ce n'est qu'un aspect de la vie. Il défend une analyse multidimensionnelle de l'être humain avec au moins cinq dimensions qu'on peut nommer davantage. La question du rapport à l'environnement bien sûr, la question du rapport au savoir qui doit être aussi réparti. Ce qui veut dire une critique de la science, de ce qu'est devenue la science. C'est-à-dire une activité de professionnels qui sont les seuls à savoir quelque chose sur n'importe quel sujet. Ce que Illich a appelé une démythologisation de la science, surtout quand elle se rapproche de la science fiction prête à nous faire croire qu'à coup de technologie on va résoudre le problème de limites. Une autre dimension, c'est celle du contrôle. Le contrôle doit être lui aussi sujet à des limites. Des limites au sens que tout le monde doit pouvoir avoir un élément de contrôle dans le monde. Ceux qui prennent trop de place sont ceux qui mangent la place des autres et donc, les limites doivent d'abord s'appliquer à eux. Dans le domaine de l'économie, aussi bien attendu avec l'obsolescence accélérée, la définition des besoins par les grandes institutions qui définissent les besoins à la place des gens. Dans le domaine de l'analyse économique, une confusion constante est faite sur le désir des gens. D'un côté l'économiste dit qu'il ne sait rien de ces désirs, mais de l'autre il considère les ventes des entreprises comme la manifestation du désir des gens. C'est une supercherie qui est assez dramatique. Donc, ce genre d'analyse devrait être sévèrement limité, pour revenir à une définition beaucoup plus autonome des désirs. Cela veut dire aussi limiter très fortement tout ce qui est conditionnement : publicité qui entretient la rareté, la compétition, la concurrence... qui sont mis en place pour expliquer aux gens qu'ils sont très malheureux parce qu'ils n'ont pas tel ou tel truc que tout le monde a, et qui est à la mode... et ainsi de suite.

Donc, tout ça doit être sévèrement limité pour rétablir une information autonome qui est celle, décentralisée, produite par tout le monde, où tout le monde peut donner son avis et non pas simplement une poignée d'experts.

Tout ça c'est une espèce d'économie morale, non pas pour dire : telle ou telle chose que vous faites, ce n'est pas bien, vous ne mangez pas bio, vous avez pas de vélo. Cela serait une position moralisante.

Par contre, poser la question du *commun* en disant : est-ce que telle ou telle pratique est quelque chose qui prend en compte le fait d'exister dans un espace commun. Cela veut dire, aussi bien poser la question des gens qui sont exclus de l'espace commun, par exemple ceux qui n'ont droit au logement -le droit au logement dans cette perspective-là doit être absolument défendu. Mais aussi, ceux qui ont des logements trop grands, trop consommateurs des ressources communes qui, donc, causent indirectement ou directement le fait qu'une partie des autres sont exclus.

Cette économie morale renvoie en réalité à tout un courant. L'économiste E. P. Thompson écrit sur les classes ouvrières en Angleterre dans les années 60-70 et montre que les gens construisent du commun en respectant la place des uns et des autres et que l'*Ubris* se produit surtout quand on monte dans la hiérarchie du pouvoir, n'importe quel pouvoir. Que ça soit le pouvoir du savoir, le pouvoir politique, le pouvoir de consommer, etc. Par contre, on a une économie morale qui est sous le droit et qui devrait nourrir davantage le droit si le

droit était moins au service du libéralisme et de la représentation politique.

Une économie morale qui part d'en bas, qui rejoint aussi les études qui ont été faite dans les pays en développement qu'on appelle les "*subalternes politics*", c'est-à-dire des études sur la condition de subalterne, ce qui n'ont pas droit au chapitre, ce qui n'ont pas de possibilité de participer, qui n'ont d'accès au logement. On s'aperçoit que dans ces milieux, qui à priori sont très loin de toutes formes de capacités, l'autorité va avoir tendance à les traiter comme étant ceux qui posent problème, ceux qui engendrent le désordre. Il faudrait que les gens consomment davantage. Les subalternes sont le lieu d'injonction des autorités de tout genre. Vous devez vous comporter comme ci, comme ça. En réalité c'est le lieu à partir duquel on peut reconstruire du commun.

Illich réactive à mon avis une forme de socialisme populaire pourrait-on dire.

Le discours sur le commun c'est finalement une espèce de socialisme populaire. Le terme *socialisme* a pu être associé soit au socialisme révolutionnaire autoritaire, soit au socialisme libéral compatible au marché. Donc, c'est un peu délicat ; mais disons qu'historiquement ça renvoie à un socialisme associationniste de type proudhonien plutôt qu'au communisme révolutionnaire avec les avant-gardes ou quelque chose comme ça. À mon avis c'est ici qu'il faut inscrire l'analyse d'Illich.

Je vous remercie.

Financer la transition écologique

Gaël Giraud

Je vais essayer d'aborder trois points.

Premier point : pour quelle raison étrange les économistes ne parlent-ils pas davantage de la transition écologique ?

Deuxième point : que disent ceux qui en parlent ?

Troisième point : comment pourrait-on financer, (car c'est cela à mon avis le cœur du problème) une transition écologique ?

1) Pour quelle raison étrange les économistes ne parlent-ils pas davantage de la transition écologique ?

Pourquoi les économistes en parlent si peu alors que le problème est majeur pour eux, comme pour nous tous certes ? Mais les économistes devraient s'en saisir.

D'abord, je rappelle les données du problème pour ce qui est de la question du *pic du pétrole*. Parler de *pic du pétrole*, cela ne veut pas dire qu'il n'y a plus du tout de pétrole sur la planète. Cela veut dire que la taille du robinet qui permet d'extraire du pétrole tous les jours est bornée. On extrait actuellement 90 millions de barils par jour. Il y a un phénomène de déplétion des puits anciens dont la productivité baisse très vite ; les nouveaux puits que l'on ouvre chaque jour ne suffisent pas à compenser la baisse de productivité des anciens.

Il y a un débat assez technique entre ingénieurs du pétrole pour savoir si les techniques non conventionnelles d'extraction de pétrole (les gaz de schistes et autres) permettront de compenser la baisse de productivité des techniques anciennes. Mais, quelque que soit l'issue de ce débat technique, de toutes les manières, très vraisemblablement, on n'a pas les moyens de financer les investissements pharaoniques qu'il faudrait mettre en place pour pouvoir développer vraiment les gaz de schistes. Donc, parler de *pic du pétrole* signifie que pour les décennies à venir il n'y aura plus de pétrole tous les jours pour tout le monde comme on en a aujourd'hui. Cela veut dire aussi que le prix du pétrole va augmenter très vite car la demande mondiale de pétrole, elle, va continuer à augmenter : 200, 300, 400 dollars le baril, on n'en sait rien. C'est une transformation tellurique de nos économies.

Alors pourquoi les économistes ne s'y intéressent-ils pas davantage ? C'est essentiellement à mon avis parce qu'ils font, pour la plupart, une erreur de mesure. Ce qui me permet de dire cela, c'est un débat académique entre écologistes et économistes. Entre Olivier

Blanchard qui est économiste en chef du FMI, un français, puis Hamilton qui est professeur à Berkley aux Etats Unis. Hamilton dit : « moi, je remarque que, depuis le premier choc pétrolier de 1970 (j'ai fait un peu d'économétrie) je constate que, en gros, les mouvements du prix du pétrole expliquent assez bien, un an à l'avance, l'augmentation du chômage dans la plupart des pays industrialisés ». Il n'a pas de théorie pour cela, mais l'intuition qui est derrière c'est qu'à chaque fois que le pétrole coûte très cher nos économies vont mal, le chômage augmente. En face, Blanchard, l'économiste du FMI répond : « non, pas du tout, c'est une illusion économétrique ; la preuve c'est que à un moment donné, au moment du choc pétrolier en 2000-2005, cela ne nous a pas fait mal ». Blanchard dit que, en réalité, les économies du monde ont diminué leurs dépendances à l'égard du pétrole. Il mesure cela en regardant dans les comptes économiques des nations ; et il dit : « bien vous voyez, par exemple pour la France, aujourd'hui, par tête d'habitant, par tête de français, on importe moins de pétrole que dans les années 70 ; donc, on s'est rendu moins dépendant du pétrole ». Et c'est là que l'on a vu qu'il y a une erreur majeure. Ce n'est pas du tout parce que l'on importe moins de pétrole, essentiellement parce que l'on a plus d'électricité produite par le nucléaire, que pour autant nous sommes moins dépendant du pétrole.

En réalité le pétrole est omniprésent dans notre vie. La moindre des composantes d'un ordinateur portable avec le quel je travaille ne pourrait pas m'être arrivée sous cette forme là dans cet ordinateur-là si aujourd'hui le pétrole ne coûtait quasiment rien.

Là, il y a un changement de perspective radicale dans la manière où il faut gérer notre dépendance vis à vis du pétrole. Ce n'est pas à travers le prix du pétrole dans le cours des nations -ce que font les économistes pour la plupart- c'est une question physique : de combien dépendons-nous du pétrole physiquement. C'est une perspective qui dépend davantage des énergéticiens, des physiciens qui passerait par l'établissement d'un bilan carbone de toute les activités économiques, ce que les économistes peuvent établir. Les économistes nous maintiennent dans l'illusion que le pic du pétrole ce n'est pas si mal à cause à mon avis de cette erreur de mesure. Tant qu'on n'aura pas pris les moyens de mesurer vraiment les dépendances énergétiques au pétrole, on ne pourra pas mesurer ce que signifie pour nous l'explosion du prix du pétrole

Deuxième obstacle, je vais aller plus vite là-dessus. C'est la question de la pollution, de l'émission de gaz carbone. Vous savez qu'il y a le Rapport Stern (30 octobre 2006) qui disait, il y a quelques années : « si on veut vraiment limiter la production de CO2 de manière que l'augmentation de la température sur la planète soit inférieure à deux degrés à la fin du siècle, il faut dépenser trois point de PIB (Produit Industriel Brut), 3 % de PIB dans les nations industrialisés tous les ans à partir d'aujourd'hui ». Stern, à l'époque, pensait que ce type d'annonce permettrait de soulever l'enthousiasme parce que il se disait 2, 3 % de PIB, ce n'est pas beaucoup au fond. Donc les gens vont dire : « c'est vrai cela nous coûte cher mais en même temps c'est jouable, allons-y ». Or, du point de vue de la communauté des économistes, cela eu les effets inverses. C'est-à-dire que les économistes se sont emparés du calculs de Stern et ont commencé à décortiquer la méthodologie du calcul de Stern en disant : « mais non, ce n'est pas vrai du tout il a fait des erreurs de calculs, par exemple, le taux d'intérêt implicite qu'il utilise pour actualiser le coût à la fin du siècle de ce que représente la diminution de la température en un coût aujourd'hui, donc les euros 2005 en euros 2011, ce taux d'intérêt implicite qui n'est visible sur aucun marché parce qu'il n'y a aucun marché qui indique combien coûterait l'euro en 2011, ce taux d'intérêt n'est pas le bon ». Il est extrêmement sujet à polémique parce qu'il n'y a aucun moyen de vérifier ; et on peut passer beaucoup de temps à se disputer sur la valeur de ce taux d'intérêt. C'est ce que font un certain nombre de nos petits camarades, mais cela ne fait pas avancer le débat .

2) Que disent les économistes qui parlent de la transition écologique

Il y a quand même des économistes qui s'intéressent à cette question.

Ceux qui s'y intéressent constatent que les enjeux qui sont en face de nous pour faire face, à la fois à la contrainte énergétique, en gros au pic du pétrole, et à la réduction d'émission de gaz à effet de serre, sont absolument colossaux.

Ce qui est en face de nous est au moins aussi important que la révolution industrielle.

Pourquoi ? Parce, on pourrait relire aujourd'hui la révolution industrielle en disant que, ce qu'elle a consisté à faire c'est qu'elle a remplacé, autant que possible, l'activité humaine par les énergies prélevées sur la nature. L'augmentation de la productivité du travail (si on fait abstraction une seconde de l'impact plus ou moins réel ou imaginaire du progrès technique, donc de la manière dont nous organisons les activités), la productivité du travail, elle augmente quand on substitue l'énergie au travail humain. Vous prenez une voiture plutôt que de courir à pied. C'est des exemples très simple qui permettent de comprendre cela.

Puis, vous avez un certain nombre d'économistes qui vous disent : « bien, finalement des décisions aussi importantes que la suppression de l'esclavage, peut-être qu'elle n'aurait pas été aussi facilement acceptable si l'on n'avait pas eu des substituts, c'est-à-dire des esclaves énergétiques qui ne coûtent quasiment rien et qui ont pu se substituer avantageusement aux esclaves humains que nos sociétés utilisaient ?

Autre lecture possible, la multiplication des divorces dans les familles ; s'il n'était pas si facile aujourd'hui de se reloger dans un appartement et de multiplier par deux tous les instruments dont on a besoin pour vivre, qui dépendent aussi du pétrole, eh bien peut-être que l'on ne divorcerait pas si facilement aujourd'hui.

On aborde un renversement de perspective énorme dont la conclusion est : le seul moyen aujourd'hui de faire face à la fois à la contrainte énergétique et à la réduction des gaz à effet de serre. c'est de diminuer la productivité du travail ; c'est-à-dire d'arrêter de substituer systématiquement de l'énergie au travail humain.

Et là on voit bien que, pour un économiste formé normalement, à qui on a dit depuis l'enfance que l'augmentation de la productivité c'est l'Alpha et l'omega de tout le jeu économique, les choses deviennent extrêmement difficile à passer. C'est là qu'on arrive à la problématique de la décroissance.

Vous voyez que je n'aborde pas la question de la croissance *versus* la décroissance. Voilà la question de fond, me semble-t-il, qui est derrière : comment réussir à vivre dans une société entièrement construite sur une maximalisation de la productivité du travail en se disant qu'en réalité maintenant il faut faire le contraire ?

Qu'est-ce que veut dire réduire la productivité ? Cela veut dire organiser complètement différemment notre société et substituer du travail à l'énergie. Par exemple dans l'agriculture. On pourrait commencer par là ; l'agriculture aujourd'hui a de rendements de productivité extraordinaire et c'est essentiellement lié au fait qu'on a substitué le tracteur aux chevaux. On a pris des engrais chimiques. Donc, la question, c'est : comment aujourd'hui concevoir une agriculture où l'on utilise moins de pétrole à la fois dans les engrais chimiques que l'on met dans la terre et dans le pétrole qu'on utilise dans le tracteur. Ce sont des enjeux colossaux ; ça veut dire également : substituer le train à la voiture qui est trop consommatrice de pétrole ; substituer le train au camion qui transportent les crevettes de Thaïlande que nous importons à Noël notamment. Vous savez que le prix du pétrole va augmenter énormément ; ce qui va arriver, ce qui coûtera très cher dans la crevette que nous importons de Thaïlande, ce n'est pas le coût du fret maritime qui continuera a représenter pas grand chose, c'est le coût du camion qui transporte la crevette du grand port maritime, par exemple de Port de Bouc, jusqu'au super marché où nous allons l'acheter. Et les camions qui

roulent à l'électricité, qui roulent très vite et qui transportent de la marchandise très lourde, on ne saura pas faire dans les années qui viennent pour leur substituer des trains. Cela veut dire : développer énormément, re-développer le réseau ferroviaire qui était très développé en France et que nous avons détricoté.

Cela ne passe pas par le développement du TGV. Car, comme vous le savez, le TGV c'est simplement 10 % des voyageurs transportés par la SNCF. Vous imaginez un peu le type de perspective que cela représente ; c'est comme cela.

Mais les obstacles majeurs aussi, une fois que l'on a compris cela, c'est que, dans une économie mondialisée comme la notre où nous sommes nous-mêmes entrés en compétition avec les salariés chinois et nous sommes contraints d'augmenter notre productivité pour être compétitif par rapport aux salariés chinois qui acceptent de travailler pour 150 euros par mois, ce sera impossible de baisser la productivité. N'importe quel « économiste sérieux » vous dira : « mais, mon garçon vous rêvez ; si nous baissons notre productivité nous sommes morts dans la compétition mondiale. D'où le fait que les économistes qui réfléchissent à ce type de question se disent : « il n'y a pas d'autres issues, du coup, pour rendre possible la transition écologiste que d'envisager des mesures protectionnistes ». Et vous avez ici l'écho d'un certain nombre d'économistes qui soutiennent le fameux thème qui fait débat aujourd'hui : la démondialisation.

Pas du tout par haine des relations internationales ou de la fraternité mondiale, mais parce qu'ils se disent que nous n'avons pas les moyens économiques aujourd'hui d'amorcer la transition écologiste dont nous avons besoin. Nous n'avons pas les moyens de mettre en place une agriculture décarbonée, une industrie décarbonée, des services décarbonés... Nous n'en avons pas les moyens tant que nous serons soumis à l'impératif de l'augmentation de la productivité lié au système de la compétition mondiale dans lequel nous nous sommes nous-mêmes inscrits. Alors, cela devient encore plus compliqué pour un économiste qui croit que le libre échange est aussi le deuxième atout majeur, après la productivité, pour que l'économie puisse apporter la prospérité.

3) le financement.

Des ingénieurs qui travaillent sur cette transition écologique, il y en a ; par exemple, j'en rencontre à la fondation Nicolas Hulot. Leur problème majeur c'est le financement.

On ne peut pas compter du tout sur le privé pour financer ce type de programme. Pourquoi ? parce que ce sont des investissements pharaoniques.

Alors à la fondation Nicolas Hulot, le chiffre est 600 milliards et évidemment (ceci est entre nous) c'est très sous-estimé c'est pour éviter d'effrayer nos amis politiques afin qu'ils ne se disent pas : « ouh lala ça coûte tellement cher que ce n'est même pas la peine d'y penser ». Donc, on sous-estime le coût réel pour pouvoir entamer le débat. En réalité probablement qu'il faut ajouter un facteur 10. c'est 6 000 milliards qu'il faudrait moins dépenser dans les années à venir.

Une fois que l'on a pris conscience de cela on se dit : « eh bien arrêtons d'y réfléchir puisque cela coûte beaucoup trop cher ; on y arrivera jamais ».

Mais là il y a quand même une question à se poser ; c'est le pétrole, l'énergie, le CO2 ; ça c'est la réalité à laquelle nous faisons face et que nous ne pouvons pas transformer.

La monnaie, c'est une convention qui nous sert à régler nos relations. Qu'est-ce qui est le plus facile de changer ? l'accessibilité du pétrole ou les conventions monétaires ?

La réponse : les conventions monétaires. C'est-à-dire qu'il faut que l'on change les conventions monétaires ; car la monnaie, vous le savez, ce sont des lignes sur les pro-

grammes informatiques, rien de plus. 95 % de la monnaie, ce sont des lignes de programme informatique sur des ordinateurs de la BCE notamment. Donc c'est cela qui peut changer, plutôt que de rêver qu'un jour on arrivera à changer l'accessibilité du pétrole sur la planète.

Qu'est-ce que cela veut dire concrètement ?

A titre personnel je ne vois pas tellement d'autres solutions que d'autoriser la banque centrale européenne à créer de la monnaie pour financer ce type de transition écologique. On pourrait imaginer qu'il y ait quelque chose comme un commissariat au plan européen. Nous avons un commissariat au plan en France jusqu'en 95. On pourrait imaginer la même chose au plan européen qui pilote d'une manière coordonnée ce type de plan de transition écologique dans la vie culturelle, les services, l'industrie. Un plan qui serait financé, au moins en partie par la BCE, par la création monétaire. Là, les économistes dressent l'oreille : vous n'y pensez pas, cela provoque de l'inflation et l'inflation c'est le mal absolu. C'est là qu'il y a un vrai débat. Est-ce que cela provoquerait de l'inflation ? Ce n'est pas du tout évident. Est-ce que l'inflation c'est le mal absolu ? ce n'est pas évident non plus.

Il y a une vraie discussion à avoir là-dessus et au passage, en fait, c'est la discussion que nous devrions avoir pour la résolution des dettes publiques pour l'Europe. Vous savez qu'une manière simple de résoudre les problèmes de la dette publique, c'est d'autoriser la BCE à racheter les dettes publiques des Etats fragiles. Or, c'est nous-mêmes qui, à travers l'article 123 du traité de Maastricht, l'avons rendu impossible. Nous avons décrété que la BCE ne serait jamais autorisée à racheter directement les titres des dettes publiques auprès des Etats fragiles et nous sommes la seule région du monde à avoir pris cette décision. La FED, aux Etats-Unis, ne cesse de racheter des bons du trésor américain. Cela permet aux Etats-Unis de survivre. La banque centrale du Japon le fait depuis des années. Et nous, on nous l'interdit. C'est une des raisons pour laquelle on ne trouve pas de solution aujourd'hui aux problèmes de dettes publiques.

Je ne suis pas en train de dire que la création monétaire serait la solution ultime à tous les problèmes, mais c'est simplement pour essayer de montrer qu'il y a des solutions.

Il faut que l'on en discute politiquement, que l'on évalue de fait, quand même, la question de l'impact inflationniste que cela peut avoir ; mais, pour l'instant, le débat est encore embryonnaire parce qu'il est bloqué par toute une série d'attitudes assez dogmatiques y compris par des collègues économistes qui disent ; « écoute, non, c'est vraiment pas possible ; la création monétaire, ça donne de l'inflation ; l'inflation ça donne de l'hyper-inflation, et l'hyper-inflation cela donne l'arrivée au pouvoir de politique populiste qui vont tout casser.

une tentative de résumé conclusif

Michel Durand.

A chaque avancée de ce colloque, *Objection de croissance et christianisme, convergences et divergences*, j'ai ressenti l'importance d'un christianisme comme style. Nous nous rappelons le titre de l'ouvrage de Christoph Théobald : le christianisme comme style, édition du Cerf.

Plus que d'affirmer des vérités évidentes, s'il en est, nous cheminons et adaptons notre comportement, notre art de vivre, nos *modes de vie* à la réalité du message évangélique perçue dans une contexte écologique, économique, politique déterminé.

Le groupe *chrétiens et pic de pétrole* dans sa recherche de compréhension des diverses formes de crise ne se limite pas à une reconnaissance de l'importance des équilibres écologiques. Prenant de la hauteur par rapport à l'écologie, il considère et analyse les visées

libérales : économie, politique ; les axes du libéralisme qui s'expriment dans la vie publique

libertaires : philosophie, psychologie ; les axes du libertarianisme qui s'expriment dans la vie privée

Reconnaître les limites

En tous ces domaines, il convient de reconnaître l'existence incontournable des limites propres à la terre et propres à l'homme. Tout est limité ! Et affirmer que la force humaine est apte à dépasser, ou surmonter toute limite est une grave illusion. « Un homme, ça s'empêche » (A. Camus).

La reconnaissance des inévitables (et salutaires) limites ne s'expérimente pas seulement au plan individuel. Il y a aussi une dimension, sociale (sociétale), universelle ; soit, politique.

Rechercher le plus d'objectivité possible

La quête de *chrétiens et pic de pétrole* se veut universitaire dans le sens où elle souhaite atteindre le plus d'objectivité possible. Il n'y a pas le désir de *faire compliqué*, mais la volonté de s'enraciner dans une réflexion qui donne des bases solides, objectives, scientifiques. En ce lieu, le débat est inévitable car les avis des scientifiques divergent.

Viser un engagement à long terme

Nous constatons qu'il ne suffit pas de s'indigner. L'indignation peut provoquer la révolte. Celle-ci ne dure qu'un temps ! Plus que des révoltés, il faut des engagés. En terme politique nous dirions que l'objectif de l'action réfléchie est la révolution. En terme chrétien, il convient d'employer le mot de « conversion » (*metanoia*), changer de chemin en un retournement radical.

Ethique de proposition

Etre révolté peut engager dans une attitude de résistance. Et il n'est déjà pas mal de résister. Pourtant, tout au long des débats, une attitude plus positive s'est dégagée. Au lieu d'être seulement contre, ce qui est parfois indispensable -résister !- est apparue une attitude de proposition. Disons le ainsi : alors que nous résistons à des modes de vie néfastes, nous prenons les moyens de vivre autrement tant au niveau individuel qu'au niveau social, politique. L'annonce de 1986 : *pour de nouveaux modes de vie*, fut, implicitement, plusieurs fois évoqués au cours des ces journées.

Morale du don gratuit

La conclusion de ce regard vers un monde autre réside dans le refus de toute forme d'égoïsme (objet de la conversion). Il a été exprimé avec les mots *de don gratuit de soi* (gratitude). Je ressens cela comme un rappel de l'appel de tous à la sainteté, à la sobriété, à la vie simple selon l'Évangile. Les psaumes en parlent avec le mot *anawim*.

Communiqué,

Chrétiens et pic de pétrole, le 29 novembre 2011

LES CHRETIENS DOIVENT S'ENGAGER POUR L'OBJECTION DE CROISSANCE

Du 18 au 20 novembre s'est déroulé le colloque interrogeant les convergences et les divergences entre le christianisme et l'« objection de croissance ». Au terme de ces débats, un consensus se dégage pour affirmer que toutes les études environnementales conduisent au constat de la limite des ressources de la planète. Cependant, les réponses apportées, comme le développement durable ou la « croissance verte », sont très insuffisantes pour faire face à la hauteur des enjeux auxquels est confrontée notre société. Ces approches se révèlent trop souvent des mesures d'accompagnement d'une logique qui nous mène vers l'abîme, alors que c'est cette logique elle-même qu'il faut remettre en question : c'est d'une véritable rupture dont nous avons besoin. En effet, nous observons que capitalisme, productivisme, croissance ou développement (fussent-ils vert ou durable) participent d'une même logique, celle du « sans limites » qui est au cœur des crises dans lesquelles s'enfonce notre société.

Or, le refus du sans limites matérialiste n'est-il pas au cœur de la doctrine chrétienne ? Les chrétiens ne peuvent donc plus se taire voire être complice de cette logique de la démesure sauf à trahir les Évangiles. Ils se doivent d'être en première ligne aux côtés de tous les objecteurs de croissance. Certes, des divergences existent avec toute une frange du mouvement écologiste, mais elles ne doivent pas masquer que ce qui nous rapproche est plus important que ce qui nous sépare. Les chrétiens ne peuvent donc pas rester sourds aux questions que porte le mouvement de la décroissance. Au contraire, l'importance de cette réflexion ouvre au christianisme dans les pays riches une opportunité pour s'interroger, se ressourcer et se régénérer.

Dans l'Église catholique, le Pape et les évêques en France se sont, en particulier depuis 1982 avec la publication par la Conférence épiscopale de France du document « pour de nouveaux modes de vie », prononcés avec détermination pour des modes de vie plus sobres et épanouissants face aux « modèles » promus par la société de consommation. Nous avons en effet l'espérance qu'une vie plus sobre sera meilleure, car la cause de nos souffrances actuelles est dans l'artificialisation de l'existence.

En conséquence, c'est dans la traduction collective de cette vie sobre que les tous les chrétiens, de toutes les Églises (les institutions comme les laïcs), doivent s'engager. Cela ne se fera pas sans remise en cause de la perte de responsabilité qu'engendrent la science, le néolibéralisme, le centralisme de l'économie ou le mythe de la croissance infinie dans un monde aux ressources limitées.

C'est hors de ces illusions qu'il est urgent de trouver des solutions concrètes au chômage, à la crise financière et économique, à la montée de la précarité ou au développement des inégalités nationales comme planétaires. Regardons les choses en face, en refusant le déni des limites physiques de notre environnement : c'est dans le cadre de la raréfaction de l'énergie et de la sortie de la croissance que nous devons, que nous le voulions ou non, trouver des réponses sociales, entrepreneuriales et environnementales, pour que chacun puisse vivre dans la dignité. Partant de cette réalité, nous sommes obligés à une réflexion morale et structurelle sur notre société dans toutes les dimensions de la vie personnelle et collective.

Nous publierons prochainement l'ensemble des propositions d'action recueillies lors du colloque.

Liste récapitulative des actions restituées lors de la table ronde finale

localement au sein de nos Eglises

- 1 Utiliser les paroisses, structures et mouvements existants (de type EAP, VEA, CVx...) pour servir de base à la diffusion des idées écologistes, avec comme axe principal la justice sociale, donc la lutte contre les inégalités devant la qualité de la consommation, la pollution, etc.
- 2 Recenser, rejoindre des groupes d'engagement locaux ; les initiatives déjà existantes localement, investir l'existant et le faire connaître et/ou innover et continuer la Création
- 3 Parler autour de nous de ce que nous avons vécu lors de ce colloque. Sensibiliser notre entourage ainsi que les curés et les responsables de communautés.

dans nos structures ecclésiales

- 1 Passer par des relais nationaux tel Pax Christi pour faire avancer les idées sur la décroissance.

de Plunkett :

voir le document romain du 24 octobre 2011, signé du conseil pontifical Justice & Paix que préside le cardinal ghanéen Turkson (l'ennemi des OGM) : document qui critique le libéralisme... Au moment des conclusions (à st Etienne), Mgr Stenger, président de Pax Christi France, a critiqué la notion de « développement durable » parce qu'elle prolonge le système économique actuel

- 2 Travailler à ce que nous puissions avoir une écoute dans l'Eglise. Nous faire entendre : interpellier le clergé, les évêques, les mouvements, les paroisses, les institutions sur les questions de l'environnement, les médias internes.

de Plunkett

c'est la diminution constante du catholicisme populaire dans ce pays, qui a entraîné mécaniquement une sur-représentation de la bourgeoisie d'affaires dans un certain nombre de diocèses... Un milieu social parle au nom de ses intérêts et de ses habitudes mentales ; c'est ainsi qu'on voit aujourd'hui, en perspective de 2012, s'organiser ici ou là des colloques d'économie ou de politique présentés comme « catholiques » mais ne regroupant que des intervenants venus du CAC 40, des chaires d'enseignement ultra-libérales ou des partis de droite. Ce qui se dit dans ces colloques n'a rien à voir avec les textes d'Eglise que nous avons lus tout à l'heure : mais la visibilité est de plus en plus accaparée, en France, par ces groupes catholiques autoproclamés qui roulent (en fait) pour des intérêts de classe.

- 3 Relayer et faire circuler l'information sur les initiatives favorables à la décroissance

dans notre attitude personnelle

- 1 Travailler sur soi pour être dans la pleine conscience de ce que nous décidons et faisons, individuellement et collectivement. Ce peut être dans la retraite de la solitude, dans la lecture ou dans une pratique artistique par exemple.
- 2 Vivre du témoignage : en matière de décroissance comme en matière de christianisme, prendre appui sur la parole reçue et vécue qui transforme nos comportements, qui produit du fruit dans notre vie de façon visible, et porter (annoncer, publier) cette parole, qui pourra transformer à son tour celui qui la recevra : entrer dans la catégorie du témoignage. On sait que cette catégorie transforme lentement mais puissamment les hommes et le monde !
- 3 Se référer au bien commun comme critère de validité

dans l'éducation

- 1 Eduquer à la Création, à l'environnement dans les établissements scolaires. S'intéresser à comment l'écologie est présentée par l'enseignement, le sens catéchistique de la Création... le rapport à la nature...
- 2 Intégrer la sobriété dans le catéchisme, pour ne pas produire un enfant-consommateur éduquer à l'homme frugal dans une perspective de société sobre, refuser l'homme unidimensionnel en manque perpétuel,
- 3 Dénoncer la manipulation, la culture du manque qui trafique le désir, vide l'intériorité du champ de conscience « l'homme comblé ne dure pas, il ressemble au bétail qu'on abat » Psaume 48

dans notre consommation

- 1 Remettre en cause le consumérisme ambiant notamment lors des fêtes en relayant pour cela les initiatives qui ont déjà été mises en route au niveau national. La Toussaint, ce n'est pas Halloween. Noël, ce n'est pas le Père Noël ni les cadeaux consuméristes, c'est la fête avec des êtres chers en souvenir de la naissance du Christ. Noël (sommet de la consommation effrénée) a été identifié comme un bon créneau pour se faire connaître et mobiliser nos entourages. Ne pas aller dans les magasins le dimanche
- 2 Adhérer à des AMAP, à des SEL, Jardins de Cocagne, etc. Demander, exiger des produits locaux. Utiliser les monnaies locales comme tout ce qui crée du lien social et évite la spéculation. Promouvoir les achats locaux dans notre entourage
- 3 Boycoter les grandes marques, les achats exotiques ; hors saisons.

dans nos lieux de vie

- 1 S'investir dans les lieux de vie, d'engagement où nous sommes déjà et y partager/diffuser nos convictions.
- 2 Se grouper pour aider ceux qui subissent la réduction de leur pouvoir d'achat
- 3 Utiliser le patrimoine foncier des églises pour créer des jardins communautaires liés par des échanges entre paroisses. Ces jardins seraient des espaces de pratiques écologiques, d'éducation aux pratiques alternatives, de partage (légumes et savoir-faire).

dans notre communication

- 1 Proposer une chronique régulière sur la décroissance dans RCF, dans la Croix (premier quotidien catholique). Faire pression en tant que lecteurs pour que notre réflexion être relayée

- 2 Organiser des soirées "décroissance" avec nos amis pour leur faire connaître l'idée, dans les associations dans lesquels nous sommes déjà engagés (membres du groupe, membres de CVX), au plan local, au niveau de notre commune.
- 3 Créer des délégués dans toutes les régions,
- 4 Utiliser un site internet (existant ou à créer) qui regrouperait toutes les initiatives et informations "OdC et Ch.". Il serait alimenté par chacun (avec peut-être un modérateur filtre à l'entrée) et consultable par chacun. Ce site serait un relais/partage d'infos (réunions, livres, articles, initiatives, pétitions,..) davantage qu'un site de type "forum de discussion" –cf. le site internet 1000 chrétiens pour l'écologie,

dans nos engagements personnels

- 1 Faire le choix volontaire d'une vie sobre et simple. Ex. un jeune homme du groupe refuse le productivisme agricole et opte depuis 2 ans pour une vie nomade, de ferme en ferme. Vie riche en rencontres, notamment spirituelles.
- 2 Créer ou rejoindre un collectif objection de croissance.
- 3 Défendre le respect de la vie (ex. enfants trisomiques...), de la nature, de la dignité humaine

dans le champ politique

- 1 Comprendre où sont les centres de pouvoir et faire pression sur eux. Ex. ECEN, réseau de Chrétiens pour l'environnement, la moitié des délégués des ONG viennent des Eglises... ils ont besoin de nous à la base.
- 2 Faire savoir que le libéralisme est anti-religieux, puisqu'il prône l'absence de régulation ...
- 3 Lutter contre le libéralisme alors que certains pensent que nous n'avons pas d'alternative !

de Plunkett :

Pourquoi une convergence entre l'objection de croissance et le christianisme est-elle logique ? Parce que l'esprit de l'objection de croissance est d'opposer au système économique actuel quatre affirmations : 1. poser l'idée des « limites » (de l'homme et des ressources terrestres), qui conditionnent la vie bonne ; 2. poser l'idée d'une vie sobre et la joie de vivre de façon responsable, en harmonie avec notre monde et notre vocation humaine ; 3. poser la question du sens des activités humaines, et soumettre ces activités à des valeurs qui les orientent.

dans le champ de l'économie

- 1 Privilégier l'économie sociale et solidaire, véritable alternative au libéralisme
- 2 Dénoncer la croyance que la réduction du PIB entrainerait le chômage, ou que l'inflation représente un grand risque

de Plunkett

- C'est aux laïcs catholiques de le faire savoir, et précisément sur le terrain qui nous réunit ici : l'engagement dans la lutte pour le changement radical, économique, écologique, donc politique. Ce qui suppose de lutter !
- 3 Voyager de manière sobre choisir un réseau d'accueil, faire des échanges d'appartement (sites nombreux sur Internet). Se regrouper pour covoiturage (sites nombreux sur Internet)

et dans la suite à donner au colloque.

- 1 Faire alliance : AMAP, Terre de liens, CVX, CMR, etc. Ex. Pax Christi a déjà un groupe de réflexion sur environnement et mode de vie, créer une liste de diffusion, espace d'échange, individus et représentants d'organisation. Mettre nos travaux sur leur site.
- 2 Exister pour pouvoir interpeller, faire des campagnes. CPP gagnerait à se faire connaître davantage, renforcer l'association
- 3 Faire avec, pas à la place de... Enjeu de la dignité

CPP
25 rue René Leynaud
69001 LYON

Annexe

Colloque 2011 : PROPOSITION DE SYNTHÈSE

Stéphane Bienvenue :

J'ai tenté de mettre en commun (ce qui est la définition étymologique de la synthèse) les actions priorisées à l'intérieur de trois axes qui me semblent être au cœur de notre démarche.

CE QUI RELEVE DE NOTRE ENGAGEMENT PARMIS NOS SEMBLABLES

TRANSMETTRE

REFLECHIR ET ECHANGER : Disséminer l'information sur les initiatives favorables à la décroissance et la doctrine sociale de l'église

ECRIRE ET CONFRONTER : Publier un essai ou un dossier à diffuser autour de nous.

EDUQUER ET INFORMER : dans le catéchisme et dans les établissements scolaires, expliquer les notions de sobriété, le rapport à la nature. S'intéresser à comment l'écologie est présentée, aux différentes dimensions de l'Homme qui n'est pas uniquement producteur/consommateur...

PARTICIPER

ETRE RESPONSABLE : S'investir dans les lieux de vie, d'engagement (politique, associatif...) et y partager/diffuser nos convictions, y développer des actions concrètes en direction de ceux qui souffrent le plus de la violence de ce monde.

FAIRE : Utiliser le patrimoine foncier des églises pour créer des jardins communautaires liés par des échanges entre paroisses. Ces jardins seraient des espaces de pratiques écologiques, d'éducation aux pratiques alternatives, de partage.

FAIRE AVEC : Pas à la place de... Enjeu de la dignité. Donner la parole à ceux qui ne la prennent pas. Eviter de « parler à la place de ... » Ne pas croire que nous les 28 % de Français diplômés de l'enseignement supérieur sommes la majorité...

INTERPELLER

LES RESEAUX DE POUVOIRS: Etre écouté dans l'Eglise et les institutions sur les questions de l'environnement. Connaître et faire pression sur les centres de décisions et les lieux de pouvoirs.

SUR LES IDEOLOGIES CONTRAIRES AU MESSAGE DU CHRIST : Dénoncer le libéralisme et ses mythes (la croissance infinie, le PIB...), le consumérisme qui trafique le désir, vide l'intériorité du champ de conscience, la publicité ou que tout progrès n'est pas nécessairement positif.

SUR LA DOMINATION DES HOMMES PAR LES SYSTEMES : Dénoncer la confiscation de notre envie de faire (Illich), les technostructures, les technologies qui nous enlèvent le pouvoir de faire soi-même, de réparer, de construire...

2. CE QUI RELEVE DE NOTRE COMPORTEMENT INDIVIDUEL

LES VALEURS

L'HOMME ET LA NATURE AU CŒUR : Se référer au bien commun comme critère de validité

LES FONDEMENTS DE NOTRE ROLE SUR TERRE : en matière de décroissance comme en matière de christianisme, prendre appui sur la parole reçue qui transforme nos comportements, qui produit du fruit dans notre vie de façon visible

L'INTROSPECTION

SE REGARDER : Travailler sur soi pour être dans la pleine conscience de ce que nous décidons et faisons, individuellement et collectivement.

RALENTIR : Prendre le temps du recul, du discernement

ETRE EN HARMONIE AVEC SOI-MEME : Changer soi-même son mode de vie. Sortir du consumérisme, choisir la sobriété et la simplicité (échanges gratuits, la logique de don, AMAP, SEL, etc.), désobéir au nom du bien commun (boycott, désobéissance civile).

3. CE QUI RELEVE DE L'ACTION DE CPP POUR APPORTER NOTRE PETITE PIERRE A LA MISE EN ŒUVRE DE CES DEUX LEVIERS INDISSOCIABLES

ETRE CONNU ET RECONNU

Affirmer notre positionnement idéologique : Mettre en cause radicalement le libéralisme. Expliquer qu'il s'agit moins de décroissance que de s'opposer au mythe de la croissance infinie

Avoir le pouvoir d'interpeller : Renforcer l'association et faire passer les messages au plus grand nombre (Campagnes, Créer des délégués dans toutes les régions par exemple). Faire pression en tant que lecteurs pour que notre réflexion soit relayée.

Etre vu et écouté : Proposer des chroniques régulières sur la décroissance dans les médiums chrétiens. Etre force de propositions plutôt que critique négative (suites à ce colloque...).

UNIS DANS LA DIFFERENCE

Faire alliance : Exemple : Pax Christi a déjà un groupe de réflexion sur environnement et mode de vie, créer une liste de diffusion, espace d'échange, individus et représentants d'organisation. Mettre nos travaux sur leur site.

Remettre en cause : Nous arrivons en dernier longtemp après les Antennes sociales ... mais ces anciens mouvements ne remettent pas en cause les causes, la racine du problème : le libéralisme !

Recenser toutes les initiatives Ex. du collectif en Maine et Loire qui recense toutes les initiatives, se rallier à ce qui existe déjà et utiliser un site internet qui regrouperait toutes ces informations.